

L'EXTENSION A L'INDOCHINE
DE LA LÉGISLATION MÉTROPOLITAINE
DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 Mai 1936, à 14 heures

PAR

Guy MARCILLE

LICENCIÉ ÈS LETTRES

MEMBRES DU JURY

Président : M. H. SOLUS, Professeur

Suffragants { OUALID, Professeur
ROUAST, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais

—
1936

THÈSE
POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'EXTENSION A L'INDOCHINE DE LA LÉGISLATION METROPOLITAINE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 Mai 1936, à 14 heures

PAR

Guy MARCILLE

LICENCIÉ ÈS LETTRES

MEMBRES DU JURY

Président : M. H. SOLUS, Professeur

Suffragants { OUALID, Professeur
ROUAST, Professeur

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais

1936

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

La formation dans un pays d'un prolétariat, le xix^e siècle l'a montré en France, soulève d'importants problèmes sociaux dont le règlement est toujours délicat. La réparation des accidents du travail est un de ces problèmes et non des moindres.

En Indochine, bien plus que dans les autres possessions de notre Empire Colonial, ce problème a pris une particulière acuité. L'essor économique de notre grande Colonie Asiatique, l'équipement industriel mis en œuvre pour l'exploitation des richesses naturelles du pays ont abouti à la constitution d'une masse importante de travailleurs, inconnue dans nos autres colonies, dont les représentants au sein des assemblées locales n'ont pas cessé depuis quinze ans d'appeler de tous leurs vœux l'adaptation, aux divers pays de l'Union, de la loi française des accidents du travail. Sollicitée d'une manière pressante par les uns, combattue parfois violemment par les autres, la réglementation instituant en Indochine au profit des travailleurs le bénéfice du risque professionnel est née. L'année 1936 verra probablement sa mise en vigueur effective.

Cette réglementation comblera-t-elle les vœux de ceux qui l'ont tant désirée ? Décevra-t-elle au contraire leurs

espoirs ? Son examen, c'est le but que nous nous proposons, le révélera.

Dans son œuvre d'adaptation aux Colonies de la législation métropolitaine des accidents du travail, le législateur colonial, nous aurons plus d'une fois au cours de cette étude l'occasion de le montrer, a purement et simplement transposé les principes essentiels de la loi française. En Indochine la récente réglementation n'y déroge bien souvent que sur des points de détail. Cette méthode a inspiré le plan que nous avons suivi.

C'eût été de notre part une copie servile d'analyser les dispositions de la réglementation Indochinoise qui présentent une identité absolue avec celles de la loi française dont des auteurs éminents ont donné de savants commentaires. Cette identité explique qu'au cours de ce travail nous n'ayons pas abordé l'examen de questions dont cependant en France de longues controverses doctrinales et une jurisprudence hésitante ont marqué l'intérêt et la difficulté. En Indochine les raisons de décider seront les mêmes. Aussi nous avons estimé ne pas devoir insister sur des dispositions de la réglementation locale, pour ne citer que celles-là, relatives à l'exercice par la victime du recours contre le tiers responsable, à l'exercice de l'action en révision ou à la prescription. Par ailleurs et notamment en matière de garanties accordées aux victimes d'accidents la réglementation n'a pas encore reçu son expression définitive, l'œuvre du législateur colonial devant être complétée par des dispositions réglementaires à prendre par le Gouverneur Général. Celles-ci n'étant encore qu'à l'étude et n'ayant pas été officiellement promulguées il eût été prématuré d'en donner une analyse exacte. Nous nous sommes bornés à émettre l'hypothèse, rendue vraisemblable par d'autres précédents, qu'elles seraient sans

doute conformes aux textes qui ont été adoptés sur les mêmes matières dans les autres Colonies.

Par contre il nous a paru utile de donner un aperçu de l'adaptation de la loi française déjà réalisée dans certaines de nos Colonies ainsi que de la législation promulguée en cette matière par les puissances Européennes dans leurs possessions Asiatiques. L'exemple du voisin est souvent communicatif et les partisans en Indochine de l'extension de la loi française n'ont pas manqué plus ou moins opportunément d'invoquer comme argument le précédent de la loi Indienne ou de la loi Malaise sur les accidents du travail.

Un sentiment de reconnaissance et d'élémentaire probité nous fait un devoir d'exprimer d'une manière toute particulière notre gratitude à M. le Professeur Rouast et à M. le Bâtonnier Givord dont le remarquable traité paru récemment sur la réparation en France des accidents du travail a été pour nous la source de nombreux enseignements. Nous avons essayé de les mettre à profit dans l'étude que nous avons entreprise.

PREMIÈRE PARTIE

Généralités

.

CHAPITRE PREMIER

La situation juridique aux Colonies des victimes d'accidents du travail

L'extension aux Colonies de la législation Métropolitaine des accidents du travail se justifie en droit pour un double motif : d'une part la loi du 9 avril 1898 ne couvre pas dans tous les cas le risque professionnel subi par les travailleurs coloniaux ; d'autre part ceux-ci ne trouvent, en cas d'accident, dans les dispositions générales de la loi française, qu'une protection insuffisante.

Ces deux propositions nécessitent des explications.

L'extension à nos possessions d'outre-mer de la loi française sur les accidents du travail peut paraître superflue. On sait en effet que la loi du 9 avril 1898 n'est pas d'une application exclusivement territoriale, le législateur ayant manifesté au cours des travaux préparatoires le souci de protéger non le travail, mais le travailleur, en quelque lieu qu'il fût. Cette conception extensive des nouvelles dispositions n'a cependant pas été admise sans difficulté. Certaines Cours d'appel avaient minimisé la portée de la loi et restreint son application aux limites du territoire métropolitain en décidant que l'œuvre de protection sociale élaborée par le législateur n'était applicable qu'aux exploita-

tions assujetties situées en France (Rennes, 22 déc. 1902 et Douai, 5 avril 1905 ; S. 1907.2.217 et la note de M. Wahl). Leur irréductibilité avait nécessité l'intervention des Chambres réunies de la Cour de Cassation dont l'arrêt du 6 mai 1921 a mis un point final à une discussion qui n'avait pas duré moins de vingt ans (S. 1923.1.33). La Cour de Cassation confirmant l'opinion que sa Chambre Civile avait déjà exprimée le 10 mars 1913 (S. 1913.1.307) a vu, dans la disposition de l'art. 15, § 6 de la loi de 1898, relative à la procédure applicable au cas d'accident survenu en territoire étranger et dans celle de l'art. 30 attachant à la nouvelle législation le caractère d'ordre public, la volonté non équivoque des auteurs de la loi d'en étendre le bénéfice aux victimes d'accidents survenus en territoire étranger auquel était assimilé celui de nos colonies où n'avait pas encore été promulguée une réglementation analogue à celle de la Métropole. Cette extension du champ d'application de la loi métropolitaine, la conception plus hardie encore manifestée par certaines Cours d'appel depuis l'arrêt des Chambres réunies, la Cour de Paris ayant notamment, le 16 mars 1925 (G. P. 1925.1.701), étendu le bénéfice de la loi de 1898 à un travailleur de la Côte d'Ivoire, sujet français, qui avait été embauché sur place par une entreprise de la Métropole, étaient donc de nature à dissiper sur leur sort l'inquiétude des travailleurs coloniaux si étroitement assimilés, semblait-il, aux travailleurs métropolitains et à faire considérer par suite comme superflu l'octroi en faveur des populations coloniales d'une réglementation spéciale de la réparation des accidents causés par le travail.

Cette assimilation était toutefois plus apparente que réelle car le principe d'extra-territorialité de la loi du 9 avril 1898 n'est vrai que dans une certaine mesure.

Une condition limite, en effet, la portée de la règle que

la Cour de cassation a énoncée dans son arrêt des Chambres réunies en décidant que « l'obligation que la loi du « 9 avril 1898 dans un intérêt d'ordre public impose aux « chefs d'entreprise d'indemniser, dans la mesure qu'elle « détermine, les ouvriers et employés victimes d'un accident du travail et à ceux-ci de ne se prévaloir contre « leurs patrons d'aucune autre disposition légale est la « conséquence nécessaire du contrat de louage de services » et que « partout où s'exécute ce contrat la loi « de 1898 doit recevoir son application ».

Cette condition est que la victime soit attachée à un établissement sis dans la métropole. Sans doute la jurisprudence a considérablement élargi cette notion d'établissement en considérant comme tel un simple siège d'exploitation ou un dépôt. La nécessité d'un lien de cette nature n'en existe pas moins et cette condition a par suite comme conséquence nécessaire d'exclure du bénéfice de la loi métropolitaine tous les travailleurs coloniaux qui, engagés par des entreprises exclusivement locales, ne peuvent être intégrés dans la catégorie des bénéficiaires de la loi de 1898 à l'aide de la notion cependant si ténue d'attachement à un établissement sis en France.

Cette exclusion de la législation française du risque professionnel ne laisse donc comme ressource aux victimes d'accidents du travail survenus aux Colonies que d'essayer de trouver dans le droit commun le fondement de l'action en réparation du préjudice subi. La substitution du droit commun au principe du risque professionnel leur confère-t-elle des garanties équivalentes ? C'est le deuxième aspect de la question que nous allons examiner.

Avant la loi de 1898, les victimes d'accidents du travail ne pouvaient fonder l'exercice d'un recours que sur la seule règle de droit que notre législation mettait à leur disposition : celle de l'art. 1382 du Code civil dont l'ap-

plication était aléatoire, la difficulté pour la victime de fournir la preuve de la faute commise par l'employeur rendant pratiquement illusoire la réparation du préjudice subi.

L'ouvrier ne pouvait pas plus utilement faire appel à la notion de responsabilité contractuelle car il était contesté que l'employeur fût assujetti par le contrat de travail à l'obligation de sécurité (Planiol et Ripert, *Traité Elém. de Droit civil*, t. II, n° 1856-1858).

Invinciblement une nouvelle notion de responsabilité avait commencé à prendre corps : celle de la responsabilité du fait des choses et son admission par la jurisprudence (Civ., 16 juin 1896 ; D. P. 1897.1.433), non sans de vives discussions, avait pu au moment de la promulgation de la loi de 1898 faire naître la question de savoir s'il était véritablement opportun de soustraire au droit commun la réparation des accidents du travail.

Déjà avant que la loi ne fût promulguée, la jurisprudence avait jugé qu'en cas d'accident causé à un préposé par l'animal qu'il était chargé de soigner ou de conduire, l'existence d'un contrat de louage de services entre l'entrepreneur et la victime ne faisait pas obstacle à l'admission de la présomption de faute de l'art. 1385 C. civ. dont le texte ne fait aucune distinction (Req. 16 nov. et 1^{er} déc. 1914, D. P. 1916.1.192 et les références).

De là à étendre à tous les accidents subis par des préposés l'application des dispositions du § 1^{er} de l'art. 1384 il n'y avait qu'un pas. Ce pas a été relativement vite franchi.

Sous l'impulsion de MM. Saleilles et Josserand la notion de garde a pris en effet dans notre jurisprudence une place prépondérante. Faut-il rappeler ce qu'écrivait M. Saleilles dans son commentaire de l'arrêt du 16 juin 1896 ? « vous loir restreindre l'art. 1384, § 1^{er}, aux dommages causés « par les animaux et aux dégâts provenant d'immeubles,

« c'est en méconnaître simplement et complètement l'esprit et la portée — l'art. 1384 donne une formule très générale inspirée par une idée de raison et de justice. — Cette formule c'est l'idée de garde — qui donc prétendrait qu'on ne peut avoir sous sa garde que des animaux ou des bâtiments — l'idée de garde a une bien autre extension. Elle se rallie à cette idée de justice que se servir d'une chose dans son intérêt à son profit c'est en assumer la surveillance d'abord et les risques ensuite. Rien n'est plus juste. Or, nous ne pensons pas que l'on puisse restreindre l'application d'un principe aussi équitable et aussi rationnel à certaines catégories de choses étroitement délimitées, car plus il est juste, plus il est rationnel, plus il faut l'étendre ».

La Cour de Cassation a vite vu dans le premier alinéa de l'art. 1384 le siège d'une responsabilité du fait de choses inanimées à la charge de celui qui a la garde de la chose comme l'y avaient invité les inspireurs de cette notion sans en attribuer cependant le fondement à l'idée de risque mais à celle de présomption de faute.

L'intérêt de solliciter cette notion en faveur des victimes d'accidents du travail avait néanmoins à peu près disparu du fait de la législation spéciale qui avait été promulguée, dont les dispositions, à l'exclusion de toutes autres, s'imposaient à ses bénéficiaires. Cet intérêt ne pouvait donc réapparaître que dans les hypothèses où l'accident survenu aux Colonies échappe à l'application de la loi de 1898 et où la victime en conséquence doit nécessairement faire appel aux règles du droit commun.

L'application du nouveau principe de responsabilité avait paru pourtant plus douteux à la suite d'un arrêt de la Chambre civile du 27 mars 1928 (D. P. 1928.1.145) rendu à l'occasion d'un accident survenu au passager d'une automobile transporté bénévolement. La Cour de Cassation

avait par cette décision jugé que la présomption de faute ne pouvait être relevée par la victime contre le gardien chaque fois qu'elle a accepté ou sollicité de participer à l'usage de la voiture en pleine connaissance des dangers auxquels elle s'exposait.

La formule ne pouvait-elle dans ces conditions être appliquée à tous les usagers d'une chose notamment aux travailleurs qui, du fait du contrat conclu avec l'employeur, participent volontairement au service de la chose ?

A une extension aussi dangereuse pour les victimes d'accidents du travail déjà exclus du bénéfice de la législation spéciale on avait objecté que la participation du préposé au service de la chose soumise à la garde de l'employeur était non volontaire mais obligatoire, le contrat qui le lie rentrant dans la catégorie des contrats d'adhésion.

De fait la Cour de Cassation a évité de généraliser la formule de son précédent arrêt et dans une décision du 27 février 1929 elle a jugé que la victime d'un accident du travail survenu aux Colonies dans des conditions qui excluaient l'application de la loi de 1898 était fondée à invoquer contre son patron les dispositions de l'art. 1384, § 1^{er}, ce texte ne distinguant pas suivant que la victime est un tiers ou une personne liée avec le gardien de la chose par un contrat de louage de services (1).

(1) « Attendu, porte cette décision, que le 10 février 1920, L. F..., « manœuvre au service de T..., industriel à Dakar, a eu le bras gauche « écrasé par le cylindre d'un broyeur dont il assurait le fonctionnement, « que la loi sur les accidents du travail n'ayant pas été promulguée au « Sénégal, la victime a assigné son patron, par application de l'art. « 1384 § 1^{er}, en réparation du dommage qui lui avait été ainsi causé ; « que l'arrêt attaqué a écarté cette demande, motifs pris de ce que la « présomption établie par ce texte n'existe qu'en faveur du tiers qui « est la victime passive de la chose d'autrui et non en faveur de celui « qui se sert de la chose en vertu d'un louage de services, la responsa- « bilité du patron découlant alors non de l'art. 1384 mais de l'art. 1382 « C. civ. ; qu'il incombait par suite à L. F... de prouver soit la faute

Cet arrêt était appelé à avoir un grand retentissement en matière coloniale puisqu'il fixait en quelque sorte le statut des travailleurs coloniaux exclus de la législation métropolitaine des accidents du travail et qu'à un certain égard l'admission de ceux-ci aux principes du droit commun était susceptible de leur conférer une garantie supérieure à celle qu'accorde la loi de 1898.

Par l'exercice du recours fondé sur l'art. 1384, § 1^{er}, la victime de l'accident peut espérer en effet obtenir la réparation intégrale du préjudice subi au lieu d'une réparation qui dans le cadre de la législation spéciale est limitée à un forfait et a toujours ainsi un caractère transactionnel.

L'avantage n'est cependant qu'apparent.

Le concept de responsabilité du fait de la garde ne se superpose pas d'une manière exacte avec celui du risque professionnel. Le premier est plus étroit et n'embrasse que les hypothèses où la chose soumise à la garde de l'employeur est la cause génératrice du dommage, laissant par conséquent hors de son champ d'application tous les risques de la profession qui ne sont pas directement le fait de la machine. Seule l'intervention de la notion de

« de T... et la relation de cause à effet de cette faute avec l'accident,
« soit le vice propre de la chose. — Mais attendu, d'une part, que la
« loi pour l'application de la présomption qu'elle édicte, ne distingue
« pas suivant que la victime est un tiers ou une personne liée avec le
« gardien de la chose par un contrat, si ce contrat ne règle pas la
« question de responsabilité, et que bien que la chose dommageable ait
« été confiée à un préposé en vue de son fonctionnement, le patron ou
« le commettant n'en a pas moins conservé la garde et la responsabilité
« exclusive ; — que, d'autre part, la présomption de faute établie con-
« tre le gardien de la chose ne peut être détruite que par la preuve
« d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une cause étrangère qui
« ne soit pas imputable au gardien ; — qu'il ne suffit pas de prouver
« qu'il n'a commis aucune faute ou que la cause du fait dommageable
« est demeurée inconnue... ». (D. P. 1929.1.129).

risque professionnel permet d'atteindre tous les accidents survenus « au temps et au lieu du travail » tels ceux, pour n'en citer que quelques exemples, provoqués par la bombe d'un avion ennemi au cours des hostilités (Civ., 18 avril 1918, D. P. 1918.1.25), par l'action de forces de la nature (Req. 30 avril 1912, S. 1912.1.502) ou par l'attentat dirigé contre la victime par un préposé appartenant à la même entreprise (Ch. réunies, 8 juin 1928, D. P. 1929.1.57).

Ce n'est pas tout, car l'exercice par la victime de l'action de droit commun se heurte à des fins de non recevoir que le défendeur, dans le cadre de la législation spéciale, ne peut opposer. La neutralisation de la présomption qui pèse sur le gardien de la chose en cas de faute de la victime, de force majeure ou de cas fortuit, rend l'action du préposé irrecevable chaque fois qu'il peut être prouvé que l'accident qu'il a subi lui est imputable. Or, l'expérience a montré qu'un très grand nombre d'accidents du travail sont dus à des imprudences des victimes rendues insouciantes par l'accoutumance au danger.

Enfin, la mise en œuvre de la procédure ordinaire est beaucoup moins simple que celle prévue par la loi de 1898 qui offre aux victimes d'accidents l'avantage de la rapidité et de la gratuité, l'assistance judiciaire étant de droit, et qui les prémunit par le barème forfaitaire qu'elle a institué contre le danger des évaluations arbitraires.

On peut dire dès lors qu'en droit, ces conclusions ne préjugent nullement la question de l'opportunité de l'extension de la législation métropolitaine, qu'aux colonies les victimes d'accidents du travail ne peuvent suppléer le principe du risque professionnel par un principe différent de responsabilité leur assurant des garanties équivalentes.

CHAPITRE II

L'extension aux Colonies de la législation métropolitaine des accidents du travail

§ I. — *Dispositions particulières régissant aux Colonies les accidents et maladies imputables au travail*

L'œuvre d'extension de la législation métropolitaine a été précédée dans celles de nos Colonies comprenant une population presque exclusivement indigène par la promulgation d'une réglementation du travail indigène édictant, entre autres dispositions, certaines mesures protectrices en faveur des victimes d'accidents ou de maladies imputables au travail.

Il est nécessaire de rappeler ici en quoi ces mesures ont consisté (1).

En Afrique Occidentale Française, l'art. 9 de l'A. G. G du 29 mars 1926 a enlevé à l'employeur en cas d'accident ou de maladie professionnelle, la faculté de résilier le contrat de travail lorsque l'indisponibilité dépasse la durée

(1) Cette question a fait l'objet d'un rapport de M. le Professeur SOLUS, présenté à l'Institut Colonial International de Bruxelles, à sa session de 1929. Cf. *Régime et Organisation du travail des indigènes dans les Colonies tropicales*, p. 164.

fixée par l'autorité administrative. Il lui a également retiré le droit d'exiger que le travailleur fournisse à l'expiration de l'engagement un nombre de journées de travail égal au nombre de jours qui ont dépassé la durée d'indisponibilité autorisée. L'art. 40 du même texte dispose qu'en cas de maladie ou de blessure ayant sa cause directe dans un risque de la profession, les travailleurs reçoivent jusqu'à guérison complète, ou constatation d'incurabilité, ou jusqu'à consolidation de la blessure, les soins motivés par leur état sans préjudice des réparations civiles auxquelles ils peuvent prétendre le cas échéant. En cas d'accident suivi de mort, la famille de la victime est, aux termes de l'article 29, autorisée à exiger de l'employeur, sans être assujettie à faire la preuve de sa faute, l'allocation d'une indemnité dont le taux est fixé par l'autorité administrative (cette indemnité a été fixée au Soudan pour les indigènes engagés par l'Administration à 500 francs. A. L. G. du 6 septembre 1927).

En Afrique Equatoriale Française, l'art. 15 de l'A. G. G. du 11 février 1923 attribue à l'employeur la responsabilité des accidents subis par les engagés pendant leur présence sur les chantiers durant les heures de travail. L'étendue de cette responsabilité est la suivante : si l'accident permet la reprise du travail, l'employeur a la charge des soins médicaux donnés à l'engagé soit par un médecin attaché à l'entreprise, soit dans une formation sanitaire de l'Administration. L'engagé, pendant la durée de son indisponibilité, touche son demi-salaire. Si au contraire, l'accident rend la victime inapte à continuer son service, l'employeur est tenu de garantir une indemnité dont la quotité est fixée par l'autorité administrative.

A Madagascar, les articles 46 et 47 du décret du 22 septembre 1925 accordent au travailleur frappé d'indisponibilité à la suite d'un accident de travail ou d'une maladie

professionnelle, le droit d'exiger de l'employeur les soins médicaux et pharmaceutiques, la ration et le demi-salaire pendant un mois au maximum. L'article 8 du même décret dispose qu'à l'expiration de ce délai d'un mois l'employeur peut demander au Conseil d'arbitrage la résiliation du contrat sous réserve des suites judiciaires que l'accident ou la maladie est susceptible de provoquer.

Nous verrons plus loin (v. III^e Partie) les mesures qui ont été appliquées dans le même ordre d'idées en Indochine aux indigènes victimes d'accidents dus à l'exercice de la profession.

Il convient de remarquer que ces dispositions édictées en vue de la protection des travailleurs sont fort éloignées de la notion qui a inspiré la législation métropolitaine des accidents du travail. L'employeur n'est en effet assujéti à la responsabilité de l'accident ou de la maladie que suivant les règles de droit commun, c'est-à-dire moyennant faute de sa part prouvée par la victime. Cette protection est donc infiniment plus restreinte que celle qui résulte du principe du risque professionnel dont depuis dix ans l'extension à nos diverses colonies est progressivement réalisée.

§ II. — *Les caractères fondamentaux de la loi du 9 avril 1898*

Avant d'examiner les modalités suivant lesquelles la législation métropolitaine a été étendue aux colonies en général et à l'Indochine en particulier, il nous a paru nécessaire de rappeler les traits essentiels du système français de réparation des accidents du travail qui, parmi ceux adoptés par les divers Etats, présente une physiologie propre.

La loi du 9 avril 1898 est caractérisée essentiellement

par la notion de risque professionnel, la réparation forfaitaire, l'institution en faveur de la victime de garanties spéciales et d'une procédure simplifiée.

Risque professionnel. — On a cherché sur quel principe repose la responsabilité auquel l'employeur a été assujetti par la loi.

Comme nous l'avons vu au cours des observations qui précèdent ni la notion de faute contractuelle, ni celle de faute délictuelle n'expliquent d'une manière absolument satisfaisante l'étendue de la responsabilité mise à la charge du patron : cette responsabilité est plus restreinte que la responsabilité contractuelle qui indemniserait d'une façon totale la victime de l'accident et plus vaste que celle qui a son siège dans la notion de garde puisqu'elle s'applique même s'il y a force majeure, au cas fortuit ou faute de la victime.

Bien que le législateur n'ait pas expressément formulé le principe, la jurisprudence a expliqué son œuvre par l'idée du risque professionnel.

« La loi du 9 avril 1898, écrivait M. l'Avocat Général
« Sarrut, dans une note restée célèbre parue sous un arrêt
« de la Cour de Cassation du 21 janvier 1903, confère à
« l'ouvrier victime, dans un des établissements industriels
« qu'elle énumère, d'un accident par le fait du travail ou
« à l'occasion du travail, le droit à une indemnité. L'accident est la cause génératrice du droit à l'indemnité,
« l'accident vaut titre ; il n'y a pas à rechercher s'il procède d'une faute ou d'un cas fortuit ou de force majeure.
« Cette théorie nouvelle est basée sur le risque professionnel. Mais ces termes, risque professionnel, sont
« détournés de leur acception ordinaire. Tandis qu'en
« général on entend par risque professionnel la conséquence nécessaire, inévitable, du genre de travail, la

« cause de danger permanente, indépendante des mesures
« de sécurité qui peuvent être prises, le risque inhérent
« à la nature même du travail... le risque professionnel,
« au sens de la loi nouvelle, n'est plus le risque couru
« par l'ouvrier, mais le risque du patron ; de même qu'il
« doit prévoir la destruction, l'usure de son matériel, le
« patron doit prévoir les accidents de son personnel, les
« blessures, la mort des ouvriers, étant donné surtout la
« complication du mécanisme industriel. Il y a là un
« passif éventuel à la charge de son industrie. La faute
« de l'ouvrier, l'absence de faute du patron, les cas for-
« tuits ou de force majeure ne sont pas à considérer »
(D. P. 1903.1.105).

Cette notion de risque professionnel n'a pas, à vrai dire, été jugée suffisante par une partie de la Doctrine pour expliquer convenablement la responsabilité mise à la charge du patron. MM. Capitant et Rouast l'expliquent davantage par un compromis entre la responsabilité contractuelle et une certaine mesure d'opportunité, « l'exa-
« men de la jurisprudence dégageant l'importance de l'élé-
« ment contractuel dans le rapport qui unit l'employeur
« et l'employé » et l'opportunité ayant simplement conduit le législateur à ne pas imposer à l'employeur la réparation intégrale du dommage sous peine de l'assujettir à une charge écrasante (1).

Cette théorie, malgré toute l'autorité de ses auteurs, ne nous paraît pas absolument convaincante.

Dira-t-on dans le domaine des rapports du patron et de l'ouvrier qu'à certaines mesures relatives par exemple à la durée du travail, à l'observation du repos hebdomadaire ou des règles de sécurité et d'hygiène ont une origine contractuelle ? Certainement pas. Ces mesures sont imposées

(1) Voir Préface par M. le Professeur CAPITANT du *Traité sur les accidents du travail* de M. le Professeur ROUAST.

à l'employeur par la loi qui est intervenue dans un but d'intérêt social pour améliorer la situation physique et morale des ouvriers et leur application est seulement subordonnée à l'existence d'un contrat de travail. Il en est de même du principe du risque professionnel. Toutes les dispositions relatives à la réparation des accidents du travail sont des dispositions de police qui se rattachent à l'ensemble de celles qui ont été promulguées dans l'intérêt des travailleurs et ce qu'on peut dire pour expliquer l'importance de l'élément contractuel, c'est qu'elles se rattachent au contrat de travail par un lien si étroit que leur application devient un effet légal de ce contrat.

Ces controverses d'ailleurs nous paraissent n'avoir plus qu'un intérêt purement doctrinal depuis que la Cour de Cassation, dans son arrêt des Chambres réunies du 8 janvier 1908 (D. P. 1908.1.185) a pris nettement position en faveur de la théorie du risque professionnel.

Fixation forfaitaire de l'indemnité. — Le législateur en déterminant par avance le montant de l'indemnité qui est fonction du salaire touché par la victime et de l'importance du dommage subi par elle, a obéi à une idée de transaction. Il fallait en effet, pour compenser l'obligation exorbitante du patron de réparer le dommage dans le cas où l'accident est imputable à la force majeure ou à la faute de son préposé, diminuer l'allocation due à celui-ci dans tous ceux (faute du patron ou cas forfuit) où la réparation à la charge de l'employeur devrait être intégrale.

L'attribution de cette indemnité forfaitaire a un double caractère.

D'une part elle se manifeste toujours lorsque l'incapacité est permanente par l'allocation d'une rente incessible et insaisissable.

Il n'est dérogré à cette règle que dans les cas visés par

les articles 3 de la loi (ouvriers étrangers ou ayants droit qui lorsqu'ils quittent le territoire français reçoivent en tout et pour tout un capital égal à trois annuités de la rente qui leur a été attribuée), 9, par lequel la victime est autorisée après le délai de revision à demander le versement du quart au plus du capital constitutif de la rente et 21, qui permet le remplacement de la pension par le paiement d'un capital à condition que la rente soit inférieure à 100 francs et que la victime soit majeure.

D'autre part, l'attribution d'un forfait a le caractère d'une assurance que, par le fait même du contrat de travail, l'employeur s'engage à verser à son préposé en cas d'accident. Ce versement est entouré de garanties spéciales.

Garanties. — La question de la garantie à accorder à la victime « met aux prises deux intérêts divergents qui « paraissent inconciliables : il faut assurer à la victime le « service de sa pension sans imposer au patron des sûretés qui soient de nature à entraver son industrie » (1).

La loi française aurait pu avoir recours à la conception allemande qui assujettit non seulement le patron à l'obligation d'assurer à la victime le versement d'une indemnité déterminée d'avance, mais qui l'astreint en outre à se réassurer contre ce risque auprès d'un organisme soumis au contrôle de l'Etat.

Plus libérale, notre législation n'a voulu retenir que la première de ces idées et a exonéré l'employeur de l'obligation de s'assurer. Néanmoins, pour suppléer la défaillance du débiteur de l'indemnité, la loi, par une création originale, a institué un Fonds de garantie, géré par la Caisse Nationale des Retraites, aux ressources duquel pourvoient tous les exploitants assujettis au moyen d'un

(1) SACHET : *Traité des accidents du travail*, t. I^{er}, n° 16.

prélèvement qui est effectué sur les primes d'assurance, ou s'il n'y a pas d'assurance, sur le capital constitutif des rentes.

L'institution du Fonds comme caution de l'employeur n'est cependant prévue que pour garantir le paiement des indemnités d'incapacité définitive ou de celles consécutives à des accidents mortels, les débiteurs d'indemnités afférentes aux accidents suivis d'incapacité temporaire ou de frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires ne jouissant que du privilège de l'art. 2101 du Code civil.

La qualité de caution du Fonds de garantie a notamment pour conséquence, lorsqu'il a exécuté les obligations d'un débiteur défaillant, de lui permettre d'exercer contre ce dernier une action en répétition des prestations versées à la victime.

Son recours n'est pas cependant recevable contre le chef d'entreprise qui a régulièrement contracté une assurance. Pour encourager la pratique de l'assurance contre les accidents du travail la loi a, dans ce cas, armé le Fonds de garantie d'une action directe contre l'assureur malgré l'absence de tout lien de droit entre eux.

Procédure. — Une procédure simple et rapide est le complément indispensable d'une réglementation de la réparation des accidents causés par le travail.

A cet égard la loi du 9 avril 1898 n'a pas réalisé d'innovations considérables. Ses auteurs se sont en effet refusé à créer, comme l'avaient fait certaines législations étrangères, des tribunaux arbitraux spéciaux analogues aux juridictions prud'homales instituées en France pour juger les conflits en matière de travail.

Ils se sont contentés de mettre à la disposition des victimes une procédure d'un exercice moins compliqué que celle de droit commun. Cette procédure est caractérisée pour faciliter l'action des victimes par l'intervention de

certaines autorités publiques. La déclaration de l'accident au maire la met en mouvement. En cas d'incapacité permanente, le juge de paix procède d'office à une enquête sur les circonstances de l'accident. Une tentative de conciliation est organisée devant le président du Tribunal civil. Les délais d'appel sont réduits ; ceux d'opposition en matière de jugements de défaut contre partie font l'objet d'une réglementation nouvelle, des modifications importantes ont été apportées dans la compétence *ratione materiae* et *ratione loci* des juges d'appel et des Tribunaux de première instance. La procédure enfin est entièrement gratuite par l'attribution de droit au profit des victimes du bénéfice de l'assistance judiciaire en première instance.

§ II. — *Extension aux Colonies de la loi du 9 avril 1898 :
Historique et mise en œuvre de cette extension*

Historique. — La protection des travailleurs résidant aux Colonies n'avait pas laissé indifférent le législateur de 1898. L'adaptation aux Colonies des mesures prévues pour la Métropole était cependant fort délicate à réaliser du fait de l'impossibilité d'assimiler complètement les travailleurs coloniaux aux travailleurs métropolitains en raison des différences de races et d'évolution sociale et aussi des moyens financiers nécessités par une extension aux colonies intéressées des nouvelles dispositions légales. L'application dès l'origine aux colonies d'une législation qu'il n'avait pas fallu moins de dix-huit années (1) à promulguer en France aurait risqué, en effet, de causer les pires déboires et il avait paru préférable de procéder par étapes successives en s'inspirant pour nos colonies, dont chacune

(1) La première proposition de loi avait été déposée par M. MARTIN NADAUD, le 29 mai 1880 (*J. O.*, 6 juin 1880, p. 6179).

présente une évolution propre, des enseignements que donnerait dans la Métropole la mise en vigueur de la loi.

En votant celle-ci le législateur, tout en entendant expressément qu'elle jouerait dans les colonies, avait cependant laissé au pouvoir exécutif le soin de juger si cette extension était réalisable avec ou sans modifications et de déterminer celles de nos possessions où il y avait lieu de l'appliquer.

En réalité, le pouvoir exécutif ne s'est pas mis à l'œuvre dès que cette délégation lui fût accordée, l'application de la loi en France ayant donné lieu à trop de difficultés pour qu'on ait pu raisonnablement se livrer immédiatement à une œuvre d'adaptation sans faire bénéficier nos possessions coloniales de l'expérience acquise dans la Métropole.

Le Ministère des Colonies chargea en 1911 de l'étude de la question un Comité spécial dit « Comité permanent de la législation coloniale du Travail et de la Prévoyance sociale » dont la direction fut confiée à MM. P. Strauss et Paul Boncour.

Le Comité conclut qu'il serait prématuré d'envisager une extension complète des dispositions du Code du Travail à nos possessions africaines et asiatiques où le degré de civilisation des populations était encore rudimentaire, mais il émit l'opinion qu'un effort pourrait être tenté dans les anciennes colonies : Martinique, Guadeloupe, Réunion et Guyane, plus évoluées que les autres à tous les points de vue. Une mission d'études dirigée par M. Fauquet, inspecteur du travail, fut même envoyée aux Antilles (1).

Les travaux de ce Comité ont permis au Ministère des Colonies de soumettre à l'approbation du Conseil d'Etat une série de décrets comportant des mises au point néces-

(1) V. l'article de M. BESSON dans la *Revue Internationale du travail*, 1927, II, p. 531.

saies et rendant applicables aux quatre colonies précitées les livres I et II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale (Décrets des 2 mars 1912, 11 février, 4 et 7 septembre 1913 pour la Martinique et la Guadeloupe ; 22 mai 1916, 9 janvier et 14 septembre 1917, 7 février 1924 pour la Guyane et la Réunion).

Les hostilités interrompirent l'activité du Comité — c'est cependant à la lumière de ses travaux qu'a été étudiée dans les années qui suivirent la guerre l'extension de la loi de 1898, réclamée impérieusement tant en France qu'aux colonies par le monde du travail (1).

Mise en œuvre de l'extension de la législation métropolitaine. — La méthode mise en œuvre pour réaliser cette extension a été nécessairement commandée par le régime législatif colonial.

Les colonies ont été au point de vue législatif divisées par le Sénatus-Consulte du 3 mai 1854 en deux groupes : celui des vieilles colonies (Guadeloupe, Martinique, Réunion) où les actes réglementaires doivent être selon l'importance de leur objet tantôt des lois (pour toutes les questions impliquant les principes mêmes de la législation française : exercice des droits politiques, naturalisation, etc...), tantôt des décrets en Conseil d'Etat (notamment pour l'organisation judiciaire, la législation civile et commerciale et d'une façon générale pour toutes les modifications apportées et les dispositions ajoutées aux lois métropolitaines que le pouvoir législatif désire rendre applicables

(1) Le quatrième Congrès National de la Confédération Générale du Travail Unitaire, réuni à Bordeaux, du 19 au 23 septembre 1927, a notamment adopté dans son programme d'action pour la défense des populations indigènes le « mot d'ordre » suivant : application aux ouvriers coloniaux des garanties équivalentes à celles des lois métropolitaines sur les accidents du travail.

aux colonies avec ces modifications et additions), tantôt pour tous les autres cas des décrets simples.

Dans le second groupe visé par l'art. 18 du Sénatus-Consulte, où sont rangées toutes les colonies qu'elles existassent ou non en 1854, la législation est fixée dans tous les cas par des décrets simples.

Cependant le Parlement, usant de son droit supérieur d'évocation, a souvent déterminé par des lois des matières qui, aux termes du Sénatus-Consulte, étaient soumises au régime du décret. Il en est résulté cette conséquence, une loi ne pouvant être modifiée que par une autre loi, que même dans les colonies du second groupe des matières réglées par décret, mais dont le Parlement s'est emparé, ne peuvent plus l'être que par des lois.

Il est arrivé encore dans le même ordre d'idées qu'en ce qui concerne certaines matières ressortissant au régime des décrets simples le pouvoir exécutif ait décidé de prendre désormais ces décrets en Conseil d'Etat. Toutefois, d'après l'avis du Conseil d'Etat du 29 novembre 1916, le fait qu'un décret ait été pris après avis du Conseil d'Etat alors que cette consultation préalable n'était imposée par aucun texte ne peut avoir pour effet de porter atteinte aux prescriptions du Sénatus-Consulte du 3 mai 1854. Il s'ensuit qu'un décret pris en Conseil d'Etat peut être modifié par un décret simple quand la matière qui en fait l'objet est normalement assujettie au régime du décret.

Le rappel de ces principes était nécessaire pour apprécier la légalité des règlements au moyen desquels la législation de la Métropole a été adaptée à nos colonies.

La loi du 9 avril 1898 avait prévu dans son art. 34 qu'un règlement d'administration publique déterminerait les conditions suivant lesquelles elle pourrait être appliquée aux colonies.

Contrairement à ce qu'on a parfois soutenu, ce n'est

pas seulement en vertu de ce texte qu'a été réalisée l'extension de la législation métropolitaine à toutes celles de nos colonies qui ont été jusqu'à présent pourvues d'une réglementation en matière de réparation des accidents du travail. Le pouvoir exécutif a en effet dans certains cas procédé par voie de décrets simples. Or il y a été habilité par la loi du 15 décembre 1922 qui, étendant en France aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, a complété en les modifiant les dispositions de l'art. 34 de la loi de 1898.

Son article 17 porte : « Des règlements d'administration publique, rendus dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, détermineront les conditions de son application aux quatre colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion. Préalablement, et trois mois au moins avant l'expiration du délai fixé par le paragraphe précédent, des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application à ces colonies de la loi du 9 avril 1898 et des lois subséquentes sur la responsabilité des accidents du travail. Il sera notamment institué pour chacune d'elles un fonds de garantie spécial géré pour leur propre compte par le chef du Service de l'Enregistrement. »

Le législateur a dès lors manifesté par ces dispositions que pour toutes celles des colonies non comprises dans l'énumération limitative qui précède l'extension de la législation métropolitaine pourrait être réalisée par voie de décrets simples, conformément aux prescriptions de l'article 18 du Sénatus-Consulte de 1854.

Il ne faut pas perdre de vue ces dispositions dans l'analyse des divers règlements qui ont étendu la loi de 1898, car leurs conséquences sont importantes.

Le Parlement en modifiant les règles à suivre pour l'adaptation de son œuvre aux colonies d'un stade de civi-

lisation moins avancée que celui de nos quatre vieilles possessions a certainement voulu en effet ne pas entraver l'action du pouvoir exécutif en l'enfermant dans le cadre rigide d'une délégation, limitation qui eût été peu compatible avec la nécessité de tenir compte de toutes les contingences locales. Une certaine souplesse était indispensable pour mettre au point une adaptation dont la complexité se mesure au nombre de textes que comprend la législation métropolitaine progressivement étendue à des catégories nouvelles de travailleurs (1) et au contentieux énorme que leur application a suscité.

Par suite les colonies au point de vue de l'extension de la loi du 9 avril 1898 peuvent être rangées en trois groupes.

Celles où l'adaptation des dispositions métropolitaines a été réalisée par délégation du législateur au moyen de règlements d'administration publique.

Celles où le pouvoir exécutif a de sa propre initiative soumis à la consultation préalable du Conseil d'Etat les textes à appliquer qui, conformément aux principes que nous avons rappelés, sont toujours susceptibles d'être modifiés par décrets simples.

Celles enfin où l'adaptation a été faite par décrets simples.

(1) La loi du 9 avril 1898 a été étendue aux exploitants de moteurs inanimés servant en agriculture par la loi du 30 juin 1899, aux exploitations commerciales par la loi du 12 avril 1906, aux exploitations forestières par la loi du 15 juillet 1914, aux exploitations agricoles par la loi du 15 décembre 1922, modifiée par celle du 30 juin 1926, aux salariés attachés ou non à la personne par la loi du 2 août 1923 et enfin aux maladies professionnelles par la loi du 25 octobre 1919.

§ III. — *Colonies où l'extension de la loi du 9 avril 1898
a été réalisée*

Colonies du premier groupe. — Ce sont la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et la Guyane auxquelles les lois du 9 avril 1898 et du 15 décembre 1922, sur la réparation des accidents du travail survenus dans les exploitations agricoles, ont été étendues par deux décrets du 19 juillet 1925 et deux autres du 23 mai 1927.

Exception faite pour la Guyane du personnel des exploitations forestières pour lequel un décret qui n'a pas encore paru doit fixer les conditions d'application des dispositions qui précèdent et pour ces quatre colonies des salariés attachés à la personne (gens de maison, domestiques, concierges, serviteurs à gages), tous les travailleurs visés par la législation métropolitaine y sont garantis contre le risque professionnel, y compris les ouvriers occupés à l'entretien ou à la mise en état des jardins. De plus, les employeurs non assujettis ont la faculté de faire adhérer leur personnel au nouveau régime.

Pour le calcul des indemnités à allouer en cas d'incapacité permanente et partielle, les salaires comportent, comme dans la Métropole, plusieurs paliers, la partie excédant 8.000 francs ne donnant droit qu'à un quart des rentes stipulées et celle supérieure à 18.500 francs à un huitième seulement.

Les étrangers jouissent au point de vue de la nouvelle réglementation des mêmes droits que les Français et assimilés sauf si, ayant été victimes d'un accident, ils cessent de résider sur le territoire français. Ils ne reçoivent alors qu'un capital égal à trois annuités de la rente qui leur a été allouée. Ces dispositions sont néanmoins susceptibles d'être modifiées par traités pour ceux dont les pays d'ori-

gine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents (Décret du 4 avril 1931). Les ouvriers étrangers agricoles qui ne résident pas ou cessent de résider n'ont pas droit à l'allocation de l'indemnité journalière.

Les victimes d'accidents sont recevables à réclamer contre le tiers responsable, selon les règles du droit commun, la réparation intégrale du préjudice causé.

La forme des déclarations et enquête, ainsi que les règles de procédure, sont analogues à celles de la Métropole et les victimes jouissent des mêmes garanties, les décrets précités ayant institué un fonds de garantie géré dans chaque colonie par le Chef du Service de l'Enregistrement sous le contrôle du Gouverneur et un fonds spécial dit « de blessés de guerre » pour subvenir au versement des rentes dues à la suite d'accidents causés ou aggravés par des infirmités de guerre. Ces deux fonds sont alimentés par une contribution prélevée sur les primes d'assurance ou le capital constitutif de rentes en cas de non-assurance du chef d'entreprise.

Toutes ces dispositions ont un caractère d'ordre public.

Colonies du second groupe. — Un décret du 15 mai 1930 portant règlement d'administration publique a adapté à la Nouvelle-Calédonie la législation métropolitaine.

Ce décret est conforme en tous points à ceux qui ont été pris pour les Colonies du premier groupe sauf en ce qui concerne les ouvriers agricoles qui ne sont garantis que des accidents causés par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés et sous réserve de dispositions spéciales relatives aux règles de procédure nécessitées par l'organisation judiciaire locale.

La seule dérogation importante concerne diverses catégories d'individus exclues du bénéfice des dispositions du décret relatives seulement aux accidents survenus dans les

entreprises industrielles et commerciales. Ce sont les engagés, immigrants javanais et asiatiques, ressortissants du service local de l'immigration, les indigènes originaires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, ressortissants au Service des affaires indigènes, qui continuent à être régis par les conventions de leur contrat d'engagement ou par les arrêtés locaux les concernant, les protégés et sujets Français à moins que la législation sur les accidents du travail ne leur soit applicable dans leur pays ou colonie d'origine, enfin les indigènes originaires des colonies étrangères sauf conventions internationales spéciales.

Colonies du troisième groupe. — Appartiennent à ce groupe l'Afrique Occidentale Française et l'Indochine où la législation métropolitaine a été récemment étendue par voie de décrets simples.

C'est un décret du 2 avril 1932 qui en A. O. F. a réalisé cette extension.

Ce texte a été inspiré, comme le dit l'exposé des motifs, par la préoccupation de protéger l'ouvrier indigène contre les accidents pouvant résulter de l'emploi nouveau pour lui des machines perfectionnées susceptibles de lui causer un dommage dont on ne saurait équitablement lui imputer la responsabilité, même s'il est déjà spécialisé. Il est apparu prudent de limiter au moins au début la réglementation aux seules entreprises utilisant des moteurs ou des engins explosifs dont le maniement présente un danger vraiment exceptionnel. La réglementation vise donc en définitive tous ceux, et ceux-là seuls, qui ont atteint le stade moderne et l'industrialisation, qu'ils soient eux-mêmes Européens ou Indigènes, citoyens ou sujets.

Dans le cadre ainsi limité, le décret n'accorde droit à indemnité qu'aux ouvriers et employés exerçant habituellement une profession ou un métier déterminé et obliga-

toirement munis d'un livret de travail, aux ouvriers et employés embauchés par contrat de travail écrit soumis au visa de l'administration et aux ayants cause de ces ouvriers et employés.

L'art. 2 du décret, consacrant la jurisprudence, pose comme principe que les ouvriers et employés embauchés en vertu d'un contrat écrit passé en France ou dans les Colonie demeurent protégés par les dispositions de la loi métropolitaine pour tous les accidents, rentrant dans les cas prévus par cette législation, dont ils sont victimes dans la Colonie, sous la seule réserve des règles spéciales relatives à la procédure et exception faite des ayants cause indigènes qui bénéficient des dispositions de l'arrêté du Gouverneur Général prévu à l'article 4.

En ce qui concerne le calcul des indemnités permanentes les intéressés ont droit intégralement aux rentes stipulées jusqu'à 3.000 francs de salaires, à un quart pour la partie excédant 3.000 francs jusqu'à 20.000 francs et à un huitième pour le surplus.

Toutes les autres dispositions, notamment en ce qui concerne le régime des étrangers, qui en cas de cessation de résidence sur le territoire français n'ont plus droit qu'à un capital réduit, sont à quelques détails près conformes à celles que nous avons examinées sous les deux premières rubriques et n'appellent aucune observation spéciale.

La législation métropolitaine a été adaptée à l'Indo-chine par un décret simple du 9 septembre 1934 dont nous allons étudier les dispositions après avoir au préalable, à titre de comparaison, donné un aperçu de l'œuvre accomplie dans le même domaine par les grandes puissances dans leurs possessions voisines de notre colonie asiatique.

CHAPITRE III

Aperçu de la législation des accidents du travail dans les possessions asiatiques des puissances européennes

§ I. — Possessions Britanniques

Aperçu de la législation métropolitaine. — Le libéralisme traditionnel Anglo-Saxon a trouvé une fois de plus son expression dans la réglementation des accidents du travail telle qu'elle résulte en Grande-Bretagne des lois des 6 août 1897, 30 juillet 1900, 21 décembre 1923 et 22 décembre 1925.

L'employeur sur qui pèse la responsabilité du risque professionnel n'est assujetti à aucune obligation d'assurance et peut convenir avec ses employés d'un mode de réparation en cas d'accident autre que celui prévu par la loi mais donnant à la victime des avantages au moins égaux.

Bénéficie du risque professionnel toute personne liée à une autre par un contrat de service ou d'apprentissage que ce soit pour un travail manuel, intellectuel ou autre, que le contrat soit exprimé ou implicite, oral ou écrit, ainsi que toute personne engagée en louant un véhicule ou un bateau en échange d'une somme fixe ou variable,

Echappent à la protection de la loi les personnes dont la rémunération annuelle est supérieure à 350 livres, celles dont l'emploi est accidentel, les membres de la police et les membres de la famille de l'employeur habitant avec lui.

Les bénéficiaires de la législation cessent d'être couverts en cas de faute lourde ou de contravention aux règlements.

Les allocations qui consistent en un capital en cas de décès et en indemnités périodiques dont la quotité varie avec la gravité de l'incapacité permanente n'étaient garanties aux victimes, jusque dans un état récent de la législation, par aucune sûreté. La loi de 1925 a prévu en leur faveur un privilège dans le cas de défaillance de l'employeur.

En ce qui concerne l'extension de cette législation aux dépendances de l'Empire Britannique il est intéressant de signaler qu'à la suite d'une interpellation faite à la Chambre des Communes, le 14 novembre 1934, le Secrétaire d'Etat pour les Colonies a répondu qu'un projet d'ordonnance type pour toutes les dépendances était à l'étude (1).

(1) Informations Sociales du *B. I. T.* 1934, n^{os} 13-14, p. 433. Une législation sur les accidents du travail existe déjà dans les pays suivants autres que l'Inde, les Etats Malais Fédérés et les Etablissements du Détroit : Rhodésie du Nord, Somalies, Nigéria, Gibraltar, Chypre, Malte, Palestine, Barbades, Jamaïque, Trinité, Maurice, Bornéo du Nord, Kenya, Tanganyka, Nyassaland, Sierra-Léone, Bermudes, Iles sous le vent (Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent), Guyane Britannique, Sainte-Hélène, Ceylan. La réparation des accidents est plus ou moins étendue suivant les possessions. Dans la Somalie, à Gibraltar, Barbades et Jamaïque, elle est limitée aux accidents provenant de défauts dans les machines ou les installations ou de la négligence de l'employeur ou de ses agents. Les accidents miniers sont seulement prévenus au Kenya, dans l'Ouganda, au Tanganyka, au Nigeria, à Sierra-Léone et à Chypre. Des dispositions ne visant que les explosions de chaudières sont en vigueur aux Seychelles et à Fidji.

Législation dans l'Inde. — La réglementation de la réparation des accidents du travail a été mise en vigueur dans l'Inde par le « Workmen's Compensation Act » du 5 mars 1923, modifié le 2 juillet 1934.

Sont garantis tous les individus qu'ils soient Anglais, indigènes ou étrangers, qui ont été employés plus d'un jour au cours des douze mois précédant l'accident dans des industries de fabrication employant plus de dix personnes, des industries de transformation en employant plus de cinquante, des fabriques d'explosifs de plus de dix personnes, dans les mines de toutes sortes employant plus de cinquante personnes ou utilisant des explosifs. La garantie s'étend également aux capitaines et marins de tous bateaux mus par des machines ou d'un tonnage supérieur à cinquante tonnes, aux employés des plantations de thé, de café, de caoutchouc ou de quinquina employant plus de vingt-cinq personnes, aux gardiens d'animaux, aux employés des entreprises de chargement et déchargement, aux pompiers, à certaines catégories d'employés de chemins de fer, aux employés des lignes télégraphiques et téléphoniques, des lignes de câbles ou de transport d'énergie, au personnel des centrales électriques et des usines à gaz, aux employés des postes, à ceux enfin des entreprises de captation de pétrole et de gaz naturels.

La responsabilité des employeurs a été étendue aux maladies professionnelles dont l'énumération est limitative : ce sont les intoxications par phosphore, mercure, benzine et homologues, chrome et les maladies déterminées par l'emploi de l'air comprimé.

Le bénéfice de l'allocation est subordonné à une incapacité, causée par l'accident, d'au moins sept jours.

L'employeur est exonéré de toute responsabilité si l'accident ne lui est pas directement imputable, dans le cas

d'ivresse de l'ouvrier ou s'il était lors de l'accident sous l'influence d'un stupéfiant, et dans le cas enfin où la victime a contrevenu aux règlements prescrits pour l'exécution du travail ou n'a pas pris les précautions suffisantes.

Le pourcentage des incapacités permanentes est déterminé forfaitairement d'après l'importance de la blessure.

Les allocations en cas de mort, incapacité permanente ou temporaire sont toujours versées sous forme d'un capital évalué d'une manière forfaitaire d'après le montant du salaire mensuel de la victime. Pour donner une idée de l'importance de ces indemnités un employé adulte gagnant entre 50 et 60 roupies par mois (la roupie vaut un shilling 6 pence) reçoit en cas d'incapacité permanente 2.520 roupies, en cas d'incapacité temporaire 15 roupies et si l'accident est suivi de mort, ses ayants droit reçoivent 1.800 roupies. Pour le traitement mensuel maximum prévu, 200 roupies, ces chiffres sont respectivement 5.600, 30 et 4.000 roupies.

Les ayants droit de la victime appelés en cas de décès à bénéficier de ces allocations sont la femme, les enfants légitimes, la mère veuve et la belle-fille non remariée.

Les employés mineurs de quinze ans n'ont jamais droit qu'à une indemnité invariable de 200 roupies en cas de mort ou d'incapacité permanente et de 30 roupies en cas d'indisponibilité temporaire.

Le paiement de l'indemnité pour incapacité temporaire est payable le seizième jour après la date de l'accident.

Un rôle juridictionnel en cas de contestation est attribué à des « Commissionners for Workmen's Compensation » qui jouent un peu le rôle d'arbitres.

En cas d'insolvabilité de l'employeur, la victime, s'il y a assurance, a un droit direct contre l'assureur, jusqu'à concurrence du risque couvert. Si l'employeur n'était pas

assuré, elle a une priorité sur tous les autres créanciers (1).

Législation en Malaisie Britannique. — Le Gouvernement des Etablissements du Détroit a promulgué le 21 juin 1932 une ordonnance sur la réparation des accidents du travail : Workmen's compensation ordinance, dont les dispositions se rapprochent beaucoup de la loi Indienne. Elle ne vise que les travailleurs exerçant un des emplois qui sont limitativement énumérés et dont le salaire mensuel n'excède pas 200 dollars. Les professions assujetties sont les transports ferroviaires et automobiles, les fabriques utilisant l'emploi de la force motrice, les mines, les entreprises maritimes, les constructions navales, les entreprises de constructions, de chargement ou de déchargement de navires, les exploitations agricoles employant plus de cinquante personnes, les entreprises de construction et d'entretien de routes, canaux et égouts et celles de télégraphe, téléphone et de production d'énergie électrique.

Le patron assume la responsabilité du risque si l'incapacité temporaire est supérieure à 7 jours et si l'accident n'est pas imputable, à moins qu'il ne soit suivi de mort, à une désobéissance de la victime aux règlements ou au fait qu'elle se trouvait sous l'influence de l'alcool ou de stupéfiants. Certaines intoxications par plomb, phosphore, arsenic, mercure, benzine, chrome sont également couvertes.

Les incapacités temporaires donnent droit aux victimes à des versements qui peuvent se prolonger pendant une période maxima de cinq ans et dont le premier est dû seize jours après l'expiration d'une période d'attente de sept jours. Ces versements sont égaux au quart du salaire

(1) Les renseignements concernant la loi indienne nous ont été communiqués par les Services du Hig Commissioner of India à Londres.

mensuel (moitié pour les mineurs) ou à dix dollars en prenant la somme la moins élevée.

En cas d'incapacité permanente, la réparation consiste dans le versement d'une somme globale dont doivent être défalqués tous les versements opérés au cours de l'incapacité temporaire. Si l'incapacité permanente est totale, l'indemnité allouée est égale à quarante-deux mois de salaire (quatre-vingt-quatre pour les mineurs) ou à 2.400 dollars en prenant la somme la plus basse. Si elle est partielle, l'indemnité est fixée proportionnellement au degré d'incapacité de la victime d'après un barème.

Si l'accident est suivi de mort, la réparation consiste en une somme globale égale à trente mois de salaire ou à 1.600 dollars en prenant la somme la moins élevée. L'indemnité pour les mineurs est fixée à une somme invariable de 200 dollars. Quand le défunt ne laisse que des ayants droit partiellement à sa charge, le montant peut être réduit proportionnellement à la perte subie par eux. L'indemnité est répartie entre les parents du défunt par le Commissaire des réparations des accidents du travail. Les sommes globales dues en cas de décès ou de toute manière aux ayants droit mineurs sont versées entre les mains du Commissaire qui les administre au nom des bénéficiaires.

L'employeur n'est pas obligé de pourvoir à l'assistance médicale ou d'en supporter les frais.

Les employeurs ne sont pas soumis à l'obligation de s'assurer. En cas de défaillance leur dette, s'ils sont assurés, est transférée à l'assureur. Sinon, la créance de la victime est privilégiée et doit être éteinte préalablement à toutes autres.

Le Gouverneur de la Colonie désigne dans chaque circonscription un commissaire à la réparation des accidents du travail (*Workmen's compensation commissioner*) qui a qualité pour régler tous les litiges relatifs à l'accident causé

par le travail. Appel de la décision du Commissaire peut être interjeté devant la Cour Suprême à condition qu'il s'agisse d'une question de droit. Les parties en cause peuvent régler le montant de la réparation par voie d'accord qui doit être soumis à l'approbation du Commissaire. Enfin l'ordonnance de 1932 prévoit sous réserve de réciprocité, le transfert des indemnités accordées dans toute autre partie de l'Empire Britannique où le bénéficiaire aurait émigré (1).

Les Etats Fédérés Malais avaient en 1929 adopté un règlement sur la réparation des accidents du travail qui a été modifié le 18 août 1932 et adapté aux dispositions de l'ordonnance en vigueur dans le Gouvernement des Etablissements du Détroit (2). Une disposition qui est propre aux Etats Fédérés Malais est celle aux termes de laquelle le contrôleur du travail peut comparaître devant le Commissaire à la réparation des accidents du travail pour défendre les intérêts du travailleur.

Signalons enfin qu'un règlement du 17 octobre 1934, conforme à celui des Etats Fédérés Malais, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1935 dans l'Etat Malais non Fédéré de Johore.

Caractères de ces législations. — Les partisans d'une extension de la législation métropolitaine aux Colonies françaises n'ont pas manqué d'invoquer comme précédent favorable à leur thèse la promulgation dès 1924, dans la plus importante des possessions britanniques, d'une réglementation des accidents du travail. Qui ne voit cependant la différence profonde existant en cette matière entre la méthode anglaise empreinte de souplesse et la méthode

(1) Straits Settlements Government, *Gazette* 1^{er} juillet 1932.

(2) Federated Malay States Government, *Gazette* 9 septembre 1932.

rigide qu'a suivie en France le législateur colonial qui jusqu'à présent a toujours ou presque appliqué à chaque colonie, quelles que fussent les contingences locales, le cadre, trop souvent mal adapté, de la législation métropolitaine ?

La législation Indienne, la plus importante par le nombre des bénéficiaires, est caractérisée en effet par une extrême simplicité.

1°) La charge de la responsabilité incombant aux employeurs est réduite au minimum : seules les entreprises importantes sont assujetties et la responsabilité de l'employeur ne joue que si l'accident lui est imputable.

2°) La faible quotité des allocations versées aux victimes qui ont davantage le caractère d'un secours que d'une indemnité proprement dite ne grève pas par trop les dépenses d'exploitation des entreprises assujetties et le versement qui en est fait une fois pour toutes supprime toute idée de fraude.

3°) Le taux des allocations par rapport à celui des incapacités permanentes étant déterminé d'avance réduit les contestations dont le règlement se trouve au surplus très facilité par l'institution d'un corps d'arbitres.

§ II. — *Indes Néerlandaises*

La réparation des accidents du travail n'y est encore qu'à l'objet de projet. Le bureau du travail de Weltevreden a préparé une réglementation qui à notre connaissance n'a pas été mise en vigueur.

Ce projet prévoit que les employeurs ne sauraient être assujettis les cinq premières années à l'assurance obligatoire. Pour être couvert l'accident devrait être en relation directe avec l'activité professionnelle de l'ouvrier. Les maladies professionnelles seraient provisoirement exclues.

Indépendamment de l'action des machines ou des outils le risque professionnel s'étendrait aux accidents provoqués par des phénomènes naturels ou par des mauvais traitements. Les exploitations assujetties seraient les mines, les entreprises de transport, de chargement et de déchargement de marchandises, les entreprises d'électricité et de construction, celles d'abatage de bois ainsi que les entreprises occupant des ouvriers travaillant sous sanction pénale.

L'indemnisation comprendrait l'assistance médicale et les frais funéraires. Des indemnités en espèces seraient accordées jusqu'à un salaire de base maximum de 500 florins. Il serait institué pour la période initiale un fonds de garantie en vue de couvrir les risques (1).

(1) Informations Sociales du *B. I. T.* de 1929-2, p. 392.

CHAPITRE IV

Le travail en Indochine

Une étude de l'adaptation à notre possession asiatique de la législation métropolitaine des accidents du travail serait nécessairement incomplète si elle ne comportait pas un examen de la population ouvrière locale et des conditions de travail de cette population (1).

Nous étudierons par suite sous cette rubrique :

1°) L'importance de la main-d'œuvre en Indochine et sa répartition dans les diverses entreprises.

2°) Les risques du travail.

3°) Le régime local du travail.

§ I. — *Population ouvrière*

L'Indochine qui réunit dans une même fédération la colonie de la Cochinchine, les protectorats du Tonkin, de l'Annam, du Cambodge, du Laos et le territoire donné à bail par la Chine de Kouang-Tchéou-Wan (2), est occupée par une population d'environ 21.452 habitants (3) très inégalement répartie sur son territoire. Pressée dans les Deltas où elle atteint dans le Tonkin et dans le nord de l'Annam une densité variant de 200 à 570 habitants au kilomètre carré, elle est moins nombreuse dans le centre et le sud-Annam, en Cochinchine et au Cambodge et se

(1) Les renseignements qui suivent sont empruntés à la documentation réunie sur la question par l'Agence Economique de l'Indochine.

(2) Décret du 20 octobre 1911.

(3) Cette population se répartit ainsi : 5.122.000 hab. en Annam, 2.806.000 au Cambodge, 4.484.000 en Cochinchine, 8.096.000 au Tonkin et 944.000 au Laos.

trouve clairsemée dans l'arrière-pays de l'Union, principalement au Laos.

Cette population composée d'éléments ethniques les plus divers, de civilisation et d'aptitude au travail très différentes, comprend surtout des annamites au Tonkin, en Annam et en Cochinchine (ils sont environ 15 millions), des cambodgiens dans l'ouest de la Cochinchine et le Cambodge, des thai dans le bassin du haut Mékong (Laos) et dans les vallées de la haute région du Tonkin. L'arrière-pays est occupé par de nombreuses tribus sauvages ou plus ou moins arriérées : Moïs, Man, Muong, d'ailleurs indépendantes et qui ne peuvent fournir qu'une main-d'œuvre d'appoint peu stable.

Il y a lieu, en outre, de mentionner une forte immigration chinoise se dirigeant surtout vers le sud de l'Indochine (moyenne annuelle de cette immigration en 1926-1928 : 40.000) qui constitue un appoint important de main-d'œuvre employée principalement par les chinois déjà installés dans le pays.

L'essor rapide de la colonisation européenne en Indochine dans le domaine de l'agriculture, de l'industrie et du commerce suivi d'un développement parallèle des entreprises indigènes formées à notre école a entraîné la constitution d'une classe ouvrière qui, tout en restant attachée au village d'origine et à ses coutumes, tend à se spécialiser.

Elle se répartit ainsi dans les principales exploitations de l'Indochine :

Entreprises agricoles	81.188 ouvriers
Entreprises industrielles et commerciales	86.624 —
Entreprises minières	53.240 —

221.052 ouv. (1)

dont 189.000 annamites.

(1) Voir tableau I, page suivante.

L'existence dans la moyenne région du Tonkin, de nombreux gisements de minerais métalliques et de houille, à proximité d'un delta surpeuplé, a favorisé le développement industriel du Nord de l'Indochine, tandis que le climat à tendance équatoriale de la partie sud de l'Union et la fertilité des alluvions du Mékong, ainsi que des laves volcaniques émises par les anciens volcans, offraient des conditions favorables au développement de la colonisation agricole (riz et caoutchouc principalement).

La presque totalité des ouvriers employés dans les exploitations minières et la majeure partie de ceux occupés par l'industrie se trouvent donc réunis dans le nord de l'Indochine.

Dans le sud au contraire (Cochinchine, Cambodge et Sud-Annam) sont groupés le plus grand nombre des salariés agricoles.

La hausse des produits coloniaux qui s'était manifestée en 1925 avait provoqué dans les années suivantes un développement intense de la colonisation agricole dans le sud de l'Indochine en vue de la création de plantations nouvelles et surtout de caoutchouc. Dès le 1^{er} juin 1927, l'étendue des terres nouvellement concédées en Cochinchine pour la culture de l'hévea atteignait plus de 200.000 hectares, dont 54.000 en valeur et les demandes de concessions déposées dépassaient 90.000 hectares. L'exécution progressive du réseau de canaux creusés dans le bas delta du Mékong continuait en même temps à ouvrir à la riziculture de vastes étendues de terres. La superficie des rizières cultivées est ainsi passée en Cochinchine seulement de 1.939.000 hectares en 1920 à 2.443.000 hectares en 1930, soit une augmentation de 504.000 hectares.

De là pour le sud de l'Indochine des besoins importants de main-d'œuvre qui sont satisfaits par l'introduction de

contingents de travailleurs embauchés au Tonkin et en Annam (1).

Les industries du nord et surtout les entreprises minières ont manifesté pour la même cause une très vive activité qui s'est étendue à certaines régions du Laos (Luang-Prabang, Cammon) pendant que sur les hauts plateaux de l'Annam se créaient de nombreuses plantations. Toutes ces exploitations ont à leur disposition la main-d'œuvre abondante des régions annamites surpeuplées qui se trouvent à proximité.

La masse des travailleurs en Indochine est à peu près exclusivement constituée par des indigènes. Les Français qui occupent des postes de direction et de surveillance ou des emplois requérant des qualités techniques étaient en 1929 environ 7.000 (6.600 hommes et 681 femmes dont 591 en Annam, 341 au Cambodge, 4.494 en Cochinchine, 84 au Laos et 1.922 au Tonkin. La crise économique a certainement depuis lors fait diminuer le chiffre des travailleurs métropolitains). Quant aux étrangers européens ou assimilés leur nombre paraît infime, exception faite des Chinois, dont la situation sera examinée plus loin. D'après le dernier rapport de l'inspection du travail, le nombre des étrangers, auxquels une autorisation de travail avait été donnée par le Chef de la Colonie, conformément aux dispositions du décret du 15 juin 1933 et de l'arrêté du Gouverneur Général du 30 avril 1934, s'élevait à 313 (2) et sur

(1) Il est à noter que l'émigration agricole vers la Cochinchine et le Cambodge est en rapport étroit avec les cours du caoutchouc. Pour en donner une idée, l'importation annuelle de main-d'œuvre du Tonkin et de l'Annam dans le Sud Indochinois qui était de 3.843 travailleurs en juin 1923 est passée à 17.977 en juin 1928 pour redescendre en juin 1929 à 7.428, les cours du caoutchouc ayant été à ces trois dates de 1 shilling 2 p., 4 s. $\frac{1}{2}$ et 2 s.

(2) En vertu de ces textes les pourcentages maxima d'étrangers Européens ou assimilés susceptibles d'être employés par les entreprises Indo-

les 197 entreprises françaises et étrangères ayant sollicité ces autorisations en faveur de leurs employés étrangers, 94, soit près de la moitié, avaient bénéficié d'un dépassement de pourcentage.

§ II. — *Risques du travail*

Il est extrêmement difficile en cette matière de fournir des chiffres qui soient exactement conformes à la réalité. Cette absence de précision est regrettable. Elle est due au fait que dans l'état de la législation antérieure au décret du 9 septembre 1934 les exploitants d'entreprises agricoles, industrielles ou commerciales n'étaient assujettis à aucune déclaration officielle des accidents causés par le travail à leur personnel. L'absence de toute statistique empêche notamment de se rendre compte si les conditions locales du travail entraînent un risque professionnel plus élevé qu'ailleurs. On en est donc réduit à des approximations et seulement en ce qui concerne le personnel européen et assimilé. D'après des indications fournies par le Bureau International du Travail, la moyenne annuelle de 1929 à 1934 des accidents mortels survenus à des Européens aurait été de quelques unités : cinq au moins et 12 au plus, survenus pour la plupart au Tonkin. Encore convient-il d'observer que ces chiffres sont, partiellement au moins, susceptibles de faire double emploi avec ceux qui sont exprimés par les statistiques dressées pour les exploitations

chinoises sont actuellement de 20 % du personnel dans les entreprises de Travaux Publics quand le montant du devis est au moins égal à 30.000 piastres, de 10 % dans les concessions domaniales rurales dont la superficie excède 300 ha., de 20 % dans les entreprises privées industrielles et commerciales et les exploitations agricoles autres que les concessions domaniales rurales, de 10 % dans les mines de combustibles et de 20 % dans les mines autres que celles de combustibles.

minières. Ces exploitations sont en effet tenues conformément à la réglementation locale (A. G. G. des 7 avril 1910, 13 avril 1910, 26 janvier 1912, 22 mai et 25 juillet 1912) de donner au Chef de la province qui en informe le Service des Mines, avis de tous les accidents suivis de mort ou de blessure dont le personnel est victime.

Le Service des Mines a par suite la possibilité de dresser régulièrement des statistiques dont la dernière remonte à 1932. Pour cette année, le nombre d'accidents du travail déclarés a été pour les mines de combustibles de 147, dont 77 de jour et 70 de fond, y compris l'exploitation à découvert, occasionnant 47 décès et pour les autres mines de 4, tous mortels.

Pour les années 1930, 1931 et 1932 le pourcentage des accidents et des victimes pour 10.000 ouvriers s'établit comme suit :

	Mines de combustibles			Autres mines		
	Nombre d'accidents	tués	blessés	Nombre d'accidents	tués	blessés
1932.	49,3	15,7	39,3	11,4	11,4	2,8
1931.	45,2	15,2	33,5	25,4	12,7	12,7
1930.	34,5	18,6	20,5	33,1	20,8	22,5

En France, la statistique du Ministère des Travaux Publics pour l'industrie minérale révèle que, pour la même année 1932, le nombre des blessés frappés d'incapacité permanente de travail s'est élevé à 2.699 dont 2.574 pour les mines et 125 pour les carrières. Si l'on considère le nombre de postes effectués, le nombre de tués par trois millions de postes (surveillance comprise est de 8,6 en ce qui concerne les mines de combustibles, 23,4 en ce qui

concerne les autres mines et minières, 10,6 en ce qui concerne l'ensemble des mines.

Pour 10.000 ouvriers inscrits (fond et jour) le pourcentage des accidents mortels est le suivant :

Mines de combustibles (minéraux solides).....	7,1
Autres mines et carrières.....	20,5
Carrières souterraines	7,9
Carrières à ciel ouvert	14,8
Ensemble.....	13,8

La comparaison de ces chiffres montre que le nombre des accidents mortels dans les mines de combustibles indochinoises est le double de celui relevé dans les mines françaises de la même catégorie. Cette aggravation du risque professionnel est imputable soit aux difficultés locales d'extraction, soit à l'inexpérience du personnel ou à une insuffisance de surveillance.

§ III. — *Régime du travail*

Les travailleurs français et assimilés en Indochine sont régis comme en France dans leurs rapports avec les employeurs par les dispositions de l'art. 1780 du Code civil. L'application de ce texte se passe donc de commentaires (1).

Quant aux indigènes, il faut distinguer la main-d'œuvre obligatoire, la main-d'œuvre contractuelle et la main-d'œuvre libre.

La réquisition est un mode de travail qui devient d'une application de plus en plus exceptionnelle et qui a été régle-

(1) Cf. l'article de M^e DURETESTE : Le contrat de louage de services en Indochine, *Revue du Pacifique*, 1932.

mentée par deux A. G. G. des 5 et 8 février 1932 et par celui du 17 septembre 1934, qui a complété l'ensemble des prescriptions grâce auxquelles le recours à cette forme de travail est entouré de garanties particulières. On y fait surtout appel pour le transport au Laos et dans les parties montagneuses du Tonkin et de l'Annam.

La main-d'œuvre dite contractuelle est celle dont l'engagement, qui en fait est toujours d'une durée de trois ans dans le Sud-Indochinois, est constaté par un contrat écrit conforme à un modèle établi par l'Administration. On a fait valoir pour justifier l'institution de ce régime de travail la nécessité de garantir d'une manière efficace la liberté du travailleur, d'empêcher l'employeur européen d'abuser de son ignorance ou de sa faiblesse et aussi de protéger cet employeur européen contre l'insouciance ou la mauvaise foi de l'indigène trop souvent enclin à se soustraire à l'exécution de ses engagements. Le régime du travail contractuel ne s'applique en Indochine qu'aux indigènes louant leurs services à des administrations publiques ou au propriétaire d'une exploitation agricole, industrielle ou minière. Il n'est donc pas applicable aux employés d'une entreprise commerciale et aux domestiques attachés à la personne (1). Cette forme de travail a été réglementée par des A. G. G. du 25 octobre 1927 qui ont organisé un contrôle permanent par l'Administration des modalités de recrutement des engagés et institué en leur faveur des mesures protectrices. L'Administration vérifie ainsi les clauses des contrats des engagés, s'assure de leur consentement, procède à leur examen médical et à leur vaccination contre

(1) M^r SAMBUC, avocat-défenseur honoraire près la Cour d'appel de Saïgon, a fait sur la question un rapport présenté à l'Institut Colonial International dans sa session de 1929 (*Le travail des Indigènes dans les Colonies tropicales*, p. 259) ainsi qu'une conférence à l'Union Coloniale Française, le 7 déc. 1932 (*Recueil Dareste*, 1933, 2^e partie).

les maladies épidémiques, surveille leur transport et de plus sur les lieux d'emploi veille, par l'intermédiaire des Inspecteurs et Contrôleurs du travail, à l'observation de la réglementation sur la protection de cette main-d'œuvre. Un décret du 24 janvier 1933 a même habilité ces fonctionnaires à représenter les engagés contractuels dans leurs instances judiciaires. Cette réglementation porte sur les conditions du travail, le paiement des salaires, la nourriture et le ravitaillement, la santé et l'hygiène des engagés, les soins médicaux auxquels ils ont droit et la prophylaxie du paludisme, la protection des femmes et des enfants. Cette catégorie d'ouvriers bénéficie d'un pécule individuel constitué par des versements égaux de l'engagé et de l'engagiste qui alimentent la Caisse Autonome du Pécule institué en Indochine par un décret du 1^{er} mai 1929. Ces mesures ont, paraît-il, engendré des conséquences heureuses qui ont été constatées au cours d'une enquête effectuée par le Bureau International du travail : l'institution du pécule a permis à d'importants contingents d'ouvriers rapatriés au Tonkin d'acheter un lopin de terre et de se réadapter sans heurt à la vie locale. D'autre part, la réglementation du travail aurait amélioré d'une manière remarquable les conditions sanitaires sur les plantations de Cochinchine et du Cambodge.

Enfin, la troisième catégorie de main-d'œuvre, qui serait actuellement de beaucoup la plus importante au point de vue numérique, puisqu'elle compterait jusqu'à 180.000 travailleurs (v. la *Chronique Coloniale* du 31 mai 1935 : les problèmes du travail en Indochine), est la main-d'œuvre libre. Le législateur s'est jusqu'à maintenant peu préoccupé des travailleurs libres. L'A. G. G. du 25 octobre 1927 contient en faveur de travailleurs libres de cette catégorie résidant sur les exploitations certaines dispositions protectrices (art. 62, 64 à 67, 69, 70, 72, 73 et 74) et un décret

du 19 janvier 1933 a réglementé le travail des femmes et des enfants. Mais les difficultés économiques avec lesquelles sont actuellement aux prises les entreprises locales n'ont pas permis l'application de ce texte et le Gouvernement Général diffère sa promulgation jusqu'au moment où les événements seront devenus plus favorables.

DEUXIÈME PARTIE

Le Décret du 9 Septembre 1934

CHAPITRE PREMIER

L'élaboration de la réglementation indochinoise des accidents du travail. — Sa mise en application

Comme on l'a vu au chapitre précédent, il s'est formé en Indochine, phénomène unique dans nos possessions coloniales, un important prolétariat. Cette masse de plus de 220.000 travailleurs devait poser plus impérieusement qu'ailleurs le difficile problème de la réparation des accidents du travail. Dès après la guerre, au cours de laquelle des contingents importants d'Indochinois étaient allés travailler et combattre dans la Métropole et s'étaient imprégnés des habitudes occidentales, les représentants de la population indigène au sein des assemblées locales avaient réclamé l'adaptation à la colonie de la législation métropolitaine. Des autorités diverses avaient appuyé ces revendications. Dans l'étude d'un juriste sur la question, son auteur, M^e Guermeur, avocat-défenseur à Saïgon, concluait ainsi : « Il semble bien que le moment est venu pour « l'Indochine de prendre une décision. Cette législation « spéciale sur les accidents du travail est tellement entrée « aujourd'hui dans nos mœurs qu'elle est considérée « comme faisant partie du programme social et humanitaire que la France a le devoir de développer dans les

« territoires qu'elle gouverne ou administre. Tôt ou tard
« elle s'imposera aux colonies qui y résistent. La première
« des colonies en importance ou en richesse, l'Indochine,
« ne doit-elle pas la première donner l'exemple du pro-
« grès et du devoir social ? »

La question malheureusement ne pouvait être envisagée du seul point de vue humanitaire car, en matière sociale, surtout aux colonies, l'idéologie risque de conduire aux pires déboires. Comment, en effet, pouvait-on ne pas faire abstraction dans l'étude d'un projet adaptant à l'Union Indochinoise la loi du 9 avril 1898, des difficultés que l'application de cette législation en France avait suscitées ? Des esprits trop pondérés pour être suspects de partialité vis-à-vis des revendications populaires ou de certains égoïsmes particuliers avaient montré le danger d'une extension hâtive qui n'aurait pas tenu suffisamment compte de la mentalité des indigènes.

L'expérience a montré en effet que le fonctionnement d'un système de réparation des accidents du travail exige de ses bénéficiaires une certaine aptitude à profiter sans en abuser des avantages acquis. On avait dans ces conditions émis la crainte que les indigènes qui n'étaient dans l'ensemble restés encore qu'à un stade de civilisation rudimentaire, ne fussent poussés par leur indolence naturelle, surtout les annamites, à chercher par la fraude le bénéfice des prestations et d'indemnités. On avait sans doute écarté, parfois avec indignation, la crainte de voir des travailleurs se mutiler volontairement pour se placer sous le régime des allocations. Cette pratique des mutilations volontaires, que les adversaires de la loi avaient déjà invoquée en France, lors des travaux préparatoires de la loi de 1898, exige, pensait-on, un héroïsme et entraîne des sacrifices disproportionnés aux résultats cherchés. D'autre part, l'intégrité du corps humain au moment de la mort étant

un dogme dans la plupart des religions asiatiques, peu d'indigènes, pensait-on se résigneraient à l'enfreindre. Mais la fraude est dans une telle matière multiple.

Les victimes, sans même aller jusqu'à se mutiler, ne chercheraient-elles pas à prolonger des invalidités seulement temporaires ? D'autre part, un autre danger apparaissait du fait des substitutions possibles. Une organisation administrative très poussée subordonne dans un pays la mise en vigueur d'un système de réparation des accidents du travail et dans le cadre de cette organisation en Indochine, ni le contrôle médical, ni le service de l'état civil indigène ne fonctionnaient d'une manière suffisante pour apaiser les inquiétudes. L'état civil indigène avait sans doute fait l'objet d'une organisation ; de nombreux textes en avaient établi les bases : décrets des 3 octobre 1883 et 23 juillet 1931 pour la Cochinchine, étendus au Tonkin par le décret du 28 février 1890, A. G. G. du 9 octobre 1919 pour le territoire de Kouang-Tchéou-Wan et du 16 décembre 1925 pour le Cambodge, A. G. G. du 31 mai 1916 décidant que sur tous les points du territoire de l'Union où l'état civil indigène n'était pas organisé, les registres seraient tenus en français par les officiers d'état civil de droit commun, A. G. G. enfin du 9 novembre 1918 instituant pour les indigènes circulant sur le territoire de l'Union le titre d'identité. Mais qui pouvait affirmer que cette organisation était sans fissure et que tous les indigènes sans exception étaient soumis à une identification rigoureuse. Il y avait là un sérieux danger qui, nous l'avons vu, avait amené les auteurs de réglementations étrangères à instituer pour le prévenir le versement des indemnités sous forme de capital.

Ces raisons exagérées peut-être par les uns sont restées obstinément incomprises des autres. Alors que la presse indigène montrait parfois un ton violent, l'opinion mani-

festée par certains groupements : les Chambres de commerce d'Hanoï, du Cambodge et de l'Annam, la Chambre d'Agriculture de la Cochinchine, l'Association des Industries du Tonkin et du Nord-Annam, était nettement hostile. Plus modérée par contre était celle exprimée par les Chambres de commerce de Saïgon et de Haïphong, cette dernière notamment ayant donné son accord à une réglementation qui serait « complètement nouvelle, adaptée aux besoins réels, aux mœurs et à la mentalité particulière des populations indochinoises ». Un vœu analogue était émis le 24 novembre 1928 par la section de l'Indochine de l'Union Coloniale qui, sous la présidence du Gouverneur général Pasquier, manifestait l'avis qu'il ne fallait rien faire qui ne fut adapté au milieu et aux mesures déjà prises.

De cette opposition d'intérêts est née une solution transactionnelle.

Un projet de décret adoptant l'extension de la législation métropolitaine à l'Indochine a été mis à l'étude : il excluait, d'une part, du bénéfice du risque professionnel les indigènes et les asiatiques assimilés et ne couvrait pas, d'autre part, les maladies professionnelles, les autorités médicales consultées ayant été d'avis que dans l'état de la science il n'était pas pratiquement possible de distinguer avec certitude des maladies exotiques, cette catégorie d'affections.

Ce projet a recueilli l'adhésion du Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers dans la session d'octobre 1929, non sans que les représentants des indigènes aient obtenu l'assurance qu'une extension de la législation métropolitaine à leurs congénères serait mise à l'étude. Le projet a été transmis en novembre 1929 en France pour examen par les départements des Colonies, du Travail, de la Justice et des Finances ; le 28 juillet 1931 légèrement modifié quant à la forme sur les indications du Ministère

du Travail et de celui de la Justice, il a été renvoyé au Gouvernement Général en raison de diverses observations de détail présentées par le Ministère des Finances au sujet de la constitution du Fonds de garantie. La réponse du Gouvernement Général a été adressée le 28 septembre suivant au ministère des Colonies qui a de nouveau saisi le chef de la Colonie par lettre du 20 juillet 1932, de remarques formulées par le ministère des Finances et la Caisse des Dépôts et Consignations. De cette élaboration laborieuse est finalement sorti le décret du 9 septembre 1934 qui a été promulgué en Indochine par un A. G. G. du 26 janvier 1935 (*J. O. I. C.*, du 2 février 1935, p. 618).

Une question importante est celle de la mise en application du décret. L'article 65 a prévu qu'il ne serait applicable qu'à partir de la date fixée par arrêté du Gouverneur Général et après la publication au *Journal Officiel* local des divers arrêtés du Gouverneur Général nécessaires à son exécution. Ces arrêtés, dont le nombre n'est pas inférieur à vingt, auraient dû, en principe être publiés avant le 2 février 1936. Comme la plupart n'ont pas encore paru il est probable que la nouvelle réglementation ne pourra être mise en vigueur avant les derniers mois de l'année 1936.

CHAPITRE II

Le champ d'application du décret du 9 septembre 1934 envisagé quant aux entreprises

La nouvelle réglementation assujettit à la responsabilité du risque professionnel les entreprises industrielles, commerciales, forestières et agricoles exploitées sur tout le territoire de l'Union Indochinoise (y compris celui de la concession de Kouang-Tchéou-Wan) par des citoyens français, des sujets ou des protégés français ou des étrangers. En France l'assujettissement de ces diverses entreprises avait été réalisée successivement par les lois des 12 avril 1906, 15 juillet 1914 et 15 décembre 1922. L'adaptation de cette série de textes à notre grande possession d'Extrême-Orient a été au contraire faite d'un coup. Cette méthode inspire une remarque.

Dans la métropole, chacune des lois précitées a, dans une certaine mesure tout au moins, son domaine propre et la prédominance de l'une d'elles a pour conséquence de soumettre la victime de l'accident à un régime spécial tant pour le calcul du salaire de base que pour la nécessité de l'existence d'un contrat de travail ou pour les formalités à suivre après l'accident. Si l'accident est par exemple consécutif à une opération agricole, la loi de 1922 déroge

dans certains cas aux dispositions de la loi de 1898 pour calculer le salaire de base de la victime. En Indochine au contraire les rédacteurs du décret, tout en distinguant les entreprises industrielles et commerciales régies par le titre I et les entreprises agricoles et forestières régies par les titres III et IV du décret, ont cherché à unifier le régime de leur assujettissement. Ainsi pour toutes les entreprises, le calcul du salaire de base des victimes d'accidents est le même. La distinction des diverses entreprises perd par suite beaucoup d'intérêt. Cette observation était à noter préalablement à l'examen du champ d'application de la réglementation Indochinoise des accidents du travail.

Nous étudierons successivement :

- 1° Les entreprises industrielles et commerciales.
- 2° Les entreprises agricoles.
- 3° Les entreprises forestières.
- 4° Les entreprises maritimes.
- 5° Les entreprises gérées par des personnes administratives.
- 6° La main-d'œuvre pénale.
- 7° La pluralité de professions.
- 8° Le régime de l'adhésion facultative.
- 9° Les professions non assujetties.

§ I. — *Entreprises industrielles et commerciales*

L'article premier du décret assujettit à la réparation des accidents du travail l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, toutes les entreprises commerciales, y compris les chantiers de manutention et de dépôt et en outre toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises

en œuvre des matières explosives ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux.

Cette énumération qui est à peu de chose près celle de la loi du 9 avril 1898 ne peut donc appeler d'autres commentaires que ceux que cette loi a inspirés.

Nous rappellerons que l'énumération n'est pas limitative et que suivant la jurisprudence toute entreprise industrielle est soumise à la loi (Civ., 3 août 1903, D. 1904.1. 45). Par ailleurs sont réputées commerciales, les exploitations définies comme telles par l'article 632 du Code de Commerce ou celles dont les opérations sont réputées commerciales par application de la même disposition. Les sociétés civiles par actions et les sociétés à responsabilité limitée sont commerciales en raison de leur forme.

La rédaction de l'article premier du décret comme celle de la loi de 1898 pourrait, croyons-nous, prêter à discussion. Certaines exploitations qui ne sont pas industrielles ou commerciales mettent en œuvre les substances dangereuses visées par le décret ; c'est le cas notamment des laboratoires fonctionnant dans un but purement scientifique. Or, le texte après les entreprises industrielles et commerciales parlant de « toute » exploitation l'emploi d'une telle formule ne permet-elle pas de faire rentrer au nombre des exploitations assujetties celles qui présentent un danger particulier ? Cette interprétation n'a cependant pas été admise car d'après la doctrine le texte vise les « exploitations » et toute exploitation suppose un but lucratif (Rouast, *Traité des accidents du travail*, n° 41). Ce raisonnement, il faut le reconnaître, trouve un sérieux appui dans les travaux préparatoires de la loi métropolitaine au cours desquels il avait été spécifié que l'accident n'aurait, dans ce cas, le caractère d'un accident du travail

qu'à la condition d'être provoqué par la fabrication ou la mise en œuvre d'une force au titre industriel.

§ II. — *Exploitations agricoles*

L'article 16 du décret, qui étend en Indochine le principe du risque professionnel aux exploitations agricoles, est la reproduction à peu près textuelle de l'article premier de la loi métropolitaine du 15 décembre 1922. Il protège le personnel européen ou assimilé occupé dans les exploitations agricoles de quelque nature qu'elles soient, ainsi que dans les exploitations d'élevage, de dressage, d'entraînement, les haras, les entreprises de toute nature, les bureaux, les dépôts ou magasins de vente se rattachant à des syndicats ou exploitations agricoles lorsque l'exploitation agricole constitue le principal établissement, les Sociétés coopératives régies par la loi du 5 avril 1920, les Sociétés à caractère coopératif, les Caisses Mutuelles d'assurances agricoles constituées conformément à la loi du 4 juillet 1900, les Caisses Mutuelles de Crédit Agricole et les Associations de Syndicats de propriétaires formées conformément à la loi du 21 juin 1865.

La réglementation indochinoise ne déroge à la législation métropolitaine qu'en ce qui concerne les domestiques attachés à la personne et le personnel des jardins.

Les domestiques attachés, dans les exploitations agricoles à la personne des maîtres, avaient été exclus du bénéfice du risque professionnel par la loi métropolitaine. Cette exclusion n'ayant pas été reproduite par le décret, la question pourra dans la pratique se poser de savoir si cette catégorie de travailleurs bénéficiera en cas d'accident du régime des indemnités forfaitaires. Nous ne le pensons pas car aucune disposition n'a étendu en Indochine la loi française du 2 août 1923 sur la protection en cas d'accident

des serviteurs et salariés du même genre et on ne peut faire rentrer dans le champ d'application de la réglementation locale des catégories de travailleurs autres que celles qui sont expressément prévues.

Le personnel occupé par des entreprises ou des particuliers à l'entretien et à la mise en état des jardins n'a pas été non plus compris au nombre des bénéficiaires du décret qui ne renferme à leur sujet aucune disposition semblable à celle de l'article 2 de la loi du 15 décembre 1922. Observons à cet égard qu'une distinction, d'ailleurs discutée, a été tentée entre les jardins publics et les jardins privés, l'entretien ou la mise en état des premiers étant assimilé à une opération de voirie qui rentrerait parmi celles prévues à l'article premier du décret (Civ., 9 déc. 1908, S. 1912.1.31 ; Req., 19 mars 1919, D. 1920.1.71).

D'autre part, l'assujettissement du personnel employé à des machines mues par des moteurs inanimés, bien qu'il n'ait pas été formellement exprimé, résulte sans aucun doute des termes de l'article premier du décret qui vise les accidents survenus dans toute exploitation où il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux. Bien que les exploitations agricoles soient dépourvues de caractère commercial, le but lucratif qu'elles poursuivent autorise cette interprétation.

La réglementation indochinoise comme la loi métropolitaine du 30 avril 1926, a protégé une pratique courante en agriculture. Elle a en effet appliqué le principe du risque professionnel aux collaborateurs occasionnels des exploitants agricoles travaillant d'ordinaire seuls ou avec les membres de leur famille.

En ce qui concerne cette catégorie de bénéficiaires ainsi que celle des ouvriers agricoles employés à des travaux périodiques, l'application des dispositions du décret sou-

lèvera, croyons-nous, une difficulté qui mérite qu'on s'y arrête.

L'article 8 de la loi métropolitaine du 15 décembre 1922 a en effet appliqué aux travailleurs occasionnels qui ne sont pas salariés ou à ceux qui ne sont employés que temporairement à des travaux périodiques un mode de calcul du salaire différent de celui qui est prescrit par l'art. 10 de la loi de 1898. Il dispose que dans les hypothèses qu'il prévoit le salaire de la victime est calculé sur le barème établi dans chaque département par arrêté préfectoral après avis de la Commission départementale du travail ou à son défaut du Conseil général et après enquête suivie notamment auprès des Chambres d'Agriculture, des Offices départementaux agricoles et des Syndicats agricoles ouvriers et patronaux.

Cette disposition, pour des raisons d'ordre pratique qui se conçoivent sans peine, n'a pas été reproduite dans la réglementation indochinoise. L'absence de forfait entraîne une importante conséquence. Les travailleurs agricoles assujettis aux dispositions du décret dans l'hypothèse d'une collaboration occasionnelle où ils ne reçoivent pas de salaire ou dans celle de l'accomplissement de travaux périodiques où ils touchent un salaire variable, ne peuvent que rentrer, à défaut de tout autre mode de calcul, dans la catégorie des travailleurs de l'industrie et du commerce pour lesquels l'art. 10 du décret a organisé en vue de l'allocation des indemnités la fixation du salaire de base. L'économie de cette disposition est donc à rappeler.

L'article 10 distingue les entreprises à travail continu et les entreprises à travail discontinu dont la détermination est d'ailleurs soumise au contrôle de la Cour de cassation (Civ., 11 mars 1918, D. 1920.1.126, 7^e espèce). Le travail est discontinu lorsque la nature du travail qui est confié à un ouvrier déterminé ne comporte pas un emploi perma-

nent. Le cas où la non permanence de l'emploi tient à l'organisation du commerce ou de l'industrie est à distinguer de celui où c'est pour des raisons de pure convenance que l'employé ne travaille que par intermittence. Dans ce dernier cas, si un accident du travail se produit, c'est le § 2 de l'art. 10, concernant les entreprises à travail continu, qui s'applique, c'est-à-dire qu'à la rémunération effective que la victime a reçue depuis son entrée dans l'entreprise on doit ajouter, pour calculer son salaire de base, celle qu'elle aurait pu recevoir pendant la période de travail nécessaire pour compléter l'année entière par comparaison avec les ouvriers de la même catégorie travaillant dans les mêmes conditions d'intermittence (Civ., 5 nov. 1934, G. P. 1935.1.89 s/note). Dans le cas au contraire où c'est l'organisation même du travail qui motive le caractère temporaire de l'emploi, c'est au § 3 du même article qu'il faut recourir, le salaire annuel de la victime étant alors calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain effectif de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

On pourra par suite, semble-t-il, faire rentrer en cas d'accident les travailleurs agricoles dans l'une ou l'autre de ces hypothèses.

Les travailleurs occasionnels appelés à donner le « coup de main », de pratique courante dans les entreprises agricoles, étant susceptibles d'être assimilés aux travailleurs intermittents ne seront pas recevables à revendiquer un calcul de salaire de base autre que celui prévu par le § 2 de l'article 10.

Ceux au contraire affectés à des travaux saisonniers seront aptes à invoquer le bénéfice du calcul prescrit par le § 3, le caractère temporaire de leur emploi résultant de l'organisation d'un travail périodique nécessité par les obligations de la culture. Cette solution, en ce qui les con-

cerne, peut trouver une sérieuse justification dans un arrêt de la Chambre des Requêtes du 29 avril 1913 (G. P. 1913. 2.166) qui a jugé un casseur de pierres, au service d'une commune qui ne l'employait qu'irrégulièrement et lorsque l'état de la voirie l'exigeait, fondé à se prévaloir des dispositions du § 3.

Comme on le voit, l'unification pour toutes les entreprises industrielles et agricoles du mode de calcul du salaire de base enlève en Indochine beaucoup de l'intérêt qui s'attache dans la métropole à l'attribution à une opération génératrice d'accident de caractère agricole. La jurisprudence, semblable à celle des juridictions administratives sur l'intégration au point de vue fiscal des bénéfices dans une des cédulas, y a décidé, bien que la théorie de la nature des actes effectués par des entreprises à forme commerciale ait donné lieu à des doctrines dissidentes, que le caractère d'une entreprise, en vue de l'assujettissement à la responsabilité du risque professionnel, se reconnaît non à sa forme mais à la nature des opérations qu'elle effectue. C'est ainsi que l'abatage d'un arbre bien qu'effectué par une entreprise commerciale a été considéré comme étant une opération agricole (Civ., 13 juillet 1926, G. P. 1926.2. 613). Ces distinctions délicates ne conserveront d'intérêt en Indochine qu'à propos des formalités relatives aux déclarations d'accidents, leurs modalités étant différentes suivant qu'il s'agit d'entreprises commerciales ou industrielles (art. 11 et suiv.), ou d'entreprises agricoles ou forestières (art. 20).

§ III. — *Exploitations forestières*

L'art. 27 du décret assujettit au principe du risque professionnel certains travaux exécutés dans les exploitations des bois. Ce sont les travaux d'abatage, d'ébranchage,

lançage, flottage, schlittage, transport à la main en forêt et lorsqu'ils sont exécutés sur le parterre de la coupe ceux de débit, façonnage, sciage, empilage, écorçage et carbonisation. Cette énumération a ajouté à celle de l'art. 2 de la loi métropolitaine du 15 juillet 1914 sur les exploitations forestières, les travaux de flottage des bois. Il ne paraît pas possible d'y faire rentrer des travaux autres que ceux qui y sont nettement désignés, car d'après la jurisprudence française qui s'est fondée sur les travaux préparatoires de la loi précitée (S. 1915.4.905 et 908), cette énumération a un caractère limitatif (v. Civ., 28 mars 1928, S. 1928.1.236). La même pensée a certainement inspiré les rédacteurs du décret.

Le caractère forestier d'une opération est subordonné à certaines conditions. Il faut que la coupe ait lieu dans un terrain boisé, exploité en tout ou en partie, dont la superficie d'un seul tenant n'excède pas trois hectares. L'abatage d'arbres plantés hors des bois est assimilé à une coupe supérieure à trois hectares lorsque cet abatage a le caractère d'une exploitation. Les éclaircies dans les plantations de moins de 9 ans ne rentrent pas dans la catégorie des opérations forestières.

Il faut, en outre, que la coupe soit faite par un entrepreneur, celles effectuées pour son usage personnel par un propriétaire, fermier ou métayer cessant d'avoir un caractère forestier. Les opérations ne réunissant pas les conditions requises pour être réputées forestières ne peuvent qu'être assimilées à des opérations agricoles, sauf toutefois pour des opérations de transport qui, n'étant pas effectuées par l'exploitant de la coupe, ont un caractère commercial. La distinction entre les entreprises forestières et les entreprises agricoles n'offre d'ailleurs d'intérêt qu'en ce qui concerne les collaborateurs occasionnels qui, dans les premières, ne sont pas protégés, la responsabilité du

chef d'entreprise s'étendant seulement au personnel en mesure d'administrer la preuve de son embauchage.

§ IV. — *Entreprises maritimes*

L'art. 3, § 1, du décret du 9 septembre 1934, exclut du bénéfice de ses dispositions les marins français déjà garantis par une législation particulière contre les risques de leur profession. Cette garantie résulte de la loi du 21 avril 1898 qui a créé au profit des inscrits maritimes métropolitains une Caisse de Prévoyance contre les risques et accidents de leur profession et de celle du 29 décembre 1905, modifiée par la loi du 1^{er} janvier 1930 qui en a étendu le bénéfice au personnel non inscrit embarqué sur tous les bâtiments de mer français autres que les navires de guerre ou ceux exclusivement affectés à un service public. Les art. 37 et 38 de la loi de 1930 accordent aux participants de la Caisse de Prévoyance des pensions égales en cas d'incapacité permanente et absolue aux deux tiers du salaire annuel avec un minimum de 3.400 francs, en cas d'incapacité partielle et permanente à la moitié de la réduction que la blessure ou la maladie aura fait subir au salaire de la victime et des indemnités journalières en cas d'incapacité temporaire qui atteignent la moitié du salaire journalier sans pouvoir descendre au-dessous du 365^e de 3.400 francs. Les ayants droit des victimes, veuves et orphelins ou à leur défaut les ascendants du premier degré ont également droit à des allocations permanentes. Observons que cette garantie du risque professionnel est plus étroite que celle de la loi du 9 avril 1898, puisqu'elle ne couvre que les accidents survenus à bord, la Cour de Cassation ayant décidé, par un arrêt du 13 novembre 1934, que la loi de 1905 ne s'applique pas au marin que l'armateur est venu chercher en automobile pour regagner le

navire et qui est victime en cours de route d'un accident.

Ce système de protection n'existe pas en Indochine où les lois précitées n'ont pas été appliquées et où il n'y a pas à proprement parler d'inscription maritime au sens où l'on entend cette expression dans la Métropole. Le décret d'extension prévu par la loi du 24 décembre 1896 pour les colonies autres que la Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane et St-Pierre-et-Miquelon où l'inscription maritime a été déclarée applicable, n'y a pas en effet encore été pris. Les marins indigènes ou asiatiques étrangers embarqués sur des navires de commerce effectuant dans les eaux indochinoises une navigation maritime sont seulement assujettis à certaines mesures, notamment celles résultant des A. G. G. des 11 juillet et 23 décembre 1921 qui les a soumis à l'obligation d'être munis d'un livret d'identité.

Les marins appartenant à des entreprises maritimes indochinoises rentrent-ils dès lors dans les prévisions de la réglementation locale de la réparation des accidents du travail ?

La question ne présente pas un énorme intérêt. Elle n'intéresse que les étrangers qui sont embarqués et qui sont aptes à bénéficier des dispositions du décret, car les indigènes sont exclus de ce dernier et les participants français de la Caisse de Prévoyance ne sont aptes à profiter que de leur statut spécial.

Pour faire rentrer dans les prévisions du décret les marins n'appartenant ni à l'une ni à l'autre de ces catégories, on pourrait soutenir que les entreprises maritimes qui les emploient sont assimilables aux entreprises de transport par eau et de chargement et de déchargement visées à l'art. 1^{er}. Ce raisonnement avait été tenté dans la Métropole avant que la loi de 1905 n'assimilât aux inscrits maritimes bénéficiaires de la Caisse de Prévoyance les marins embarqués non inscrits. Mais la Cour de Cassation

a refusé de l'admettre sous prétexte que la loi du 9 avril 1898 ne s'appliquait pas aux risques et aux accidents auxquels leur profession expose les marins car, suivant l'article 632 du Code de commerce auquel cette dernière loi ne déroge pas de ce chef, l'expression « entreprises et transport par terre et par eau » ne comprend pas les entreprises maritimes (Civ., 5 juillet 1904, D. 1904.1.553, 12^e et 13^e espèces et 6 avril 1927, D. H. 1927.337). Le Code de commerce étant applicable en Indochine, les raisons de décider sont les mêmes et il faut conclure de là que la catégorie de marins dont nous venons d'étudier la situation n'est pas protégée en cas d'accident par la nouvelle réglementation.

Celle-ci peut-elle être étendue au personnel non pourvu d'un statut spécial employé à la pêche maritime qui constitue en Indochine une industrie dont l'activité a été stimulée par l'institution de primes ? (A. G. G. des 12 novembre 1920 et 28 juin 1922, modifié le 6 octobre 1923). Cette extension est douteuse. Elle ne serait susceptible d'être admise, non sans toutefois de sérieuses réserves, qu'à la condition d'attribuer aux entreprises de pêche qui tendent à s'emparer des produits des eaux le caractère d'exploitations agricoles. Certaines décisions l'ont décidé en France (Bordeaux, 8 juillet 1930, *Rev. Générale Ass.*, 1931.119) pour la pêche fluviale et il semble que ce qui a été admis pour celle-ci doive l'être également pour la pêche maritime.

§ V. — *Entreprises gérées par des personnes administratives*

Par analogie avec l'art. 32 de la loi de 1898, l'art. 62 du décret dont les dispositions doivent se combiner avec celles de l'art. 1^{er} qui vise « les entreprises industrielles, com-

« merciales, agricoles ou forestières tant publiques que « privées » assujettit à la responsabilité du risque professionnel les exploitations gérées par des personnes morales administratives. Il n'est dérogé à cet assujettissement que pour le personnel appartenant aux ateliers de la marine et aux établissements militaires. En Indochine, le seul établissement important de cette catégorie est l'arsenal de Saïgon organisé par des décrets des 5 décembre 1888, 15 juin 1903 et 13 janvier 1906.

Les dispositions de la réglementation locale et celles de la loi métropolitaine étant sur ce point identiques il suffit de rappeler que dans le dernier état de la jurisprudence l'assujettissement de l'entreprise gérée par la personne publique est subordonné à deux conditions.

Il faut, en premier lieu, que le travail soit exécuté par la personne administrative dans les mêmes conditions où il le serait par une exploitation industrielle, commerciale, agricole ou forestière assujettie à la responsabilité du risque professionnel. Cependant, la nécessité du caractère lucratif du but poursuivi par l'entreprise publique a donné lieu à discussion. Cette nécessité résulterait de certains arrêts. La Cour de Cassation a notamment jugé le 13 novembre 1923 (D. H. 1924.28) que la législation sur les accidents du travail était inapplicable à l'agent d'une commune occupé au chargement et au déchargement de charbons qui devaient être répartis pendant la guerre entre les habitants de la commune sans qu'il en résulte aucun bénéfice pour celle-ci. Mais l'évolution de la jurisprudence ne permet plus aujourd'hui de maintenir cette solution dans tous les cas. Si l'entreprise gérée par la personne publique est susceptible de rentrer dans une des catégories de celles assujetties par la législation spéciale à la responsabilité du risque professionnel, son caractère même désintéressé n'empêche pas son personnel de bénéficier de la réparation

forfaitaire en cas d'accident. C'est ainsi qu'ont été déclarés assujettis un service municipal d'enlèvement d'ordures ménagères (Civ., 17 janvier 1933, D. 1933.1.77), un service d'abatage ou d'élagage d'arbres de voie publique (Req., 19 mars 1919) ou une Caisse de Crédit Municipal (Civ., 5 janvier 1925, D. H. 1925.79), ces diverses entreprises rentrant dans des catégories de profession expressément énumérées par la législation sur les accidents du travail : entreprises de chargement et de déchargement (art. 1^{er} de la loi de 1898), entreprises agricoles (art. 1^{er} de la loi de 1922) ou magasins publics (art. 1^{er} de la loi de 1898). Toutes ces entreprises ont été également énumérées par le décret du 9 septembre 1934.

Il est au contraire nécessaire que l'entreprise publique poursuive un but lucratif dans l'hypothèse où n'étant pas comprise spécialement dans l'énumération de la loi, il faut pour l'assujettir à la responsabilité du risque professionnel la faire rentrer dans la catégorie générale des exploitations commerciales. L'entreprise publique qui ne peut rentrer dans aucune des catégories visées par la législation échappe à tout assujettissement. C'est le cas notamment d'un service de police (Civ., 5 février 1935, D. H. 1935.163).

A cette première condition s'en ajoute une seconde : il faut que l'agent au service de l'entreprise publique soit lié à celle-ci par un contrat de travail dans les mêmes conditions qu'un salarié de droit commun. Sont en conséquence exclus du bénéfice de la réparation forfaitaire des accidents du travail les agents appartenant au cadre permanent de l'administration soumis au régime des pensions. La jurisprudence de la Cour de Cassation et celle du Conseil d'Etat sont unanimes sur ce point (Civ., 12 juin 1934, S. 1934.1.292 ; C. E., 31 janvier 1930, D. H. 1930.167).

§ VI. — *Main-d'œuvre pénale*

L'application de la législation des accidents du travail est en principe exclue dans tous les cas où un travail est exécuté par voie de contrainte et sans qu'il y ait à la base de contrat. Ce principe a été admis dans la métropole pour tous les travaux exécutés par des détenus ou pour ceux qui sont accomplis par des citoyens libres à titre de prestation fiscale ou de réquisition militaire.

La question de la main-d'œuvre pénale en Indochine nécessite toutefois un court examen du fait que l'article 32 du décret, en matière de compétence et de procédure, investit de fonctions juridictionnelles spéciales le directeur du pénitencier de Poulo-Condore (Ce fonctionnaire a, aux termes de l'article 73 du Décret du 16 février 1921 sur l'organisation judiciaire indochinoise — *J. O. I. C.*, p. 759 — les attributions du juge de paix à compétence étendue). Comme les îles de Poulo-Condore sont exclusivement habitées par des condamnés aux travaux forcés cette disposition spéciale laisse supposer nécessairement que les rédacteurs du décret ont eu en vue l'assujettissement à la nouvelle réglementation des transportés. On ne peut penser toutefois que cet assujettissement soit total car il paraît difficile de concevoir que des condamnés de droit commun se trouvent vis-à-vis de l'administration dans la situation d'un préposé. Une instruction ministérielle du 28 septembre 1923 (*Bull. législ. Dall.*, p. 717, col. 1) décide à cet égard que les prisonniers ne sont point protégés par le risque professionnel à raison des travaux pénitenciers qu'ils sont tenus d'exécuter. Elle n'admet de dérogation à ce principe que dans les cas où ils sont mis par hasard à la disposition d'un chef d'exploitation, car un véritable contrat de travail intervient alors entre l'exploitant et le pri-

sonnier qui est par suite susceptible de bénéficier de la législation sur les accidents du travail pendant toute la durée de son embauchage. Une semblable hypothèse, admissible pour la Guyane, ne paraît toutefois guère réalisable en Indochine en raison de l'isolement complet du pénitencier installé aux îles Poulo-Condore, sur l'étendue desquelles aucun particulier Européen ou Asiatique n'est autorisé à acquérir des biens fonciers, ni même à résider à titre permanent (A. G. G. des 17 mai - 2 septembre 1916 et 8 décembre 1921).

§ VII. — *Pluralité de professions*

Les solutions à appliquer en cette matière seront celles qui ont été consacrées en France par la jurisprudence.

Si un salarié est au service de plusieurs patrons, sa situation doit être examinée vis-à-vis de chacun d'eux. Ainsi l'employé d'une entreprise non assujettie qui loue ses heures de liberté à un exploitant agricole, forestier ou commercial, bénéficiera du risque professionnel dans le cas où au cours de ces travaux il subirait un accident. Cette solution est conforme au principe que la législation des accidents du travail est applicable à tout préposé lié à l'employeur par un contrat de travail, exception faite toutefois de la dérogation admise pour le « coup de main » dans les exploitations agricoles.

Dans l'hypothèse inverse de métiers différents exercés sous l'autorité d'un même patron, une distinction doit être faite.

S'il s'agit d'une simple occupation occasionnelle accessoire de la profession principale, la législation applicable est celle dont cette dernière dépend. La victime de l'accident ne bénéficiera donc du risque professionnel que si la profession principale est assujettie à la législation des

accidents du travail. Le cas le plus fréquent qui se rencontre dans la pratique est celui d'un employé ou ouvrier dépendant d'une entreprise commerciale ou industrielle auquel le patron demande occasionnellement un service qui normalement rentre dans le cadre des travaux auxquels sont soumis les salariés attachés à la personne. Ces travaux en Indochine sont exclus du bénéfice de la législation des accidents du travail. Néanmoins, il faudra décider, conformément à la jurisprudence métropolitaine, que dans une telle hypothèse la victime sera régie par la loi à laquelle est soumise l'occupation principale (Civ., 21 nov. 1934, G. P. 1935.1.89). Ce qui est vrai dans ce cas devrait l'être également dans celui où la profession principale n'est pas assujettie et où le travail momentané est au contraire protégé par la loi. Mais il y a sur ce point controverse, certains auteurs appliquant quand même à la victime les règles régissant le travail momentané au cours duquel l'accident a eu lieu (V. Sachet, t. I, n° 251 ; *contra* : Rouast, n° 56).

S'il s'agit d'un travail tout à fait nouveau qui ne peut en rien être considéré comme le prolongement de l'occupation principale, hypothèse assez rare, il faut admettre que les deux occupations n'ont aucune influence l'une sur l'autre et que dans le cas où l'une échappe à la législation des accidents du travail, le bénéfice de celle-ci n'est pas susceptible d'extension.

Il faut toutefois signaler que par dérogation aux règles précédentes les travaux occasionnels qu'un exploitant agricole demande à un employé conservent toujours un caractère agricole. C'est ce que décide explicitement l'art. 18 du décret qui porte que « si un Européen ou assimilé « appartenant au personnel visé à l'art. 16 est employé, « par un même exploitant assujetti au présent décret, « principalement à un travail visé par la législation des

« accidents du travail, mais occasionnellement à une autre
« occupation non visée par ladite législation, le présent
« titre s'appliquera également aux accidents qui survien-
« draient au cours de cette autre occupation ».

§ VIII. — *Adhésion facultative*

La nouvelle réglementation a adapté à l'Indochine les dispositions de la loi métropolitaine du 18 juillet 1907 qui, pour favoriser l'extension du domaine de la législation des accidents du travail, a permis à tout employeur non assujetti de se placer sous le régime de ladite législation pour tous les accidents qui surviendraient à ses employés ou ouvriers par le fait du travail ou à l'occasion du travail.

L'art. 19 du décret a prévu d'autres cas d'adhésions facultatives dans les exploitations agricoles. Les exploitants travaillant d'ordinaire seuls ou avec l'aide des membres de leur famille : ascendants, descendants, conjoints, frères, sœurs ou alliés au même degré et qui ne sont obligatoirement assujettis à la nouvelle réglementation que pour les collaborateurs salariés ou non qu'ils emploient, ont la faculté, sous la seule condition de contracter une assurance, d'y faire adhérer les membres de leur famille et de se placer eux-mêmes, pour les accidents dont ils seraient victimes, sous le bénéfice de cette législation.

Ces dispositions dérogent à deux principes essentiels : elles font rentrer dans la catégorie des bénéficiaires des individus qui, étant membres de la famille de l'exploitant, ne sont pas liés à lui par un contrat de travail comportant un salaire, alors que l'application de la législation des accidents du travail est subordonnée à l'existence d'un contrat de louage de services. Elles obligent d'autre part l'employeur à contracter une assurance alors que dans

tous les autres cas l'assurance ne joue qu'un rôle accessoire.

Cette adhésion facultative aux dispositions réglementaires est assujettie aux formalités suivantes, sauf dans le cas de l'adhésion personnelle de l'exploitant agricole dont un arrêté du Gouverneur Général doit régler les conditions.

L'adhérent dépose soit à la mairie du siège de son exploitation, soit entre les mains du Chef de province ou, s'il n'y a pas d'exploitation, entre les mains du Maire ou du Chef de province du lieu de sa résidence personnelle, une déclaration dont il lui est remis gratuitement récépissé et qui est immédiatement transcrite sur un registre spécial tenu à la disposition des intéressés. Il doit présenter en même temps un carnet destiné à recevoir l'adhésion de ses salariés sur lequel le Maire ou le Chef de province appose son visa en faisant mention de la déclaration et de sa date. Il est prévu qu'un arrêté du Chef de la colonie doit déterminer les formes de la déclaration et du carnet que l'employeur doit conserver pour le représenter, le cas échéant, en justice.

L'accomplissement de ces formalités a pour effet de rendre les dispositions de la réglementation locale applicables à tous ceux des salariés qui ont donné leur adhésion signée et datée par eux au carnet dont il vient d'être question. Il va de soi que les travailleurs agricoles de la famille de l'exploitant sont en droit d'accepter ou non leur assujettissement, l'art. 19 s'étant référé en ce qui les concerne à l'art. 2 relatif au régime de l'adhésion facultative. Les dispositions du décret, les mêmes que celles en vigueur dans la Métropole, concernent les assujettis facultatifs qui sont illettrés ou incapables. L'adhésion de ceux qui ne savent ou ne peuvent signer est reçue par le Maire ou le Chef de la province qui la mentionne sur le carnet et il en est de même pour celle des mineurs ou des femmes mariées

qui par dérogation aux principes généraux du droit, n'ont pas besoin à cet effet de l'autorisation du père, du tuteur ou du mari.

Les conséquences de l'adhésion de son personnel par l'employeur sont identiques à celles qui résultent dans la Métropole des dispositions de la loi de 1907 précitée. Il en est de même de celles qui découlent de la cessation par l'employeur de son assujettissement au moyen d'une déclaration spéciale au Maire ou au Chef de la province. Il paraît donc superflu de les rappeler.

Deux points seulement appellent des observations.

En France, les membres de la famille de l'exploitant agricole sont, en cas d'adhésion, assimilés pour le calcul du salaire de base à des ouvriers agricoles non salariés. Ce calcul est fait d'après le forfait institué par l'art. 8 de la loi du 15 décembre 1922. Aucune disposition correspondante n'ayant été insérée dans le décret du 9 septembre 1934, il faut nécessairement admettre qu'en Indochine le calcul du salaire des membres de sa famille que l'exploitant a assujettis à la réglementation locale n'est soumis à aucune limite. L'indemnité en cas d'accident sera évaluée d'après le salaire déclaré à la police d'assurance par le chef de famille.

D'autre part, dans les exploitations agricoles, à l'inverse de ce qui se passe dans les autres entreprises non assujetties où les adhérents facultatifs bénéficient de cette adhésion jusqu'à l'expiration de leur contrat de travail, même si elle est dénoncée avant, le caractère obligatoire de l'assurance a pour conséquence de faire cesser le bénéfice de l'adhésion dès que le souscripteur de la police la résilie. En France, un décret du 29 juillet 1923, qui n'a pas été encore étendu à l'Indochine, impose certaines formalités à l'accomplissement desquelles la validité de cette résiliation est subordonnée.

§ IX. — *Professions non assujetties*

Ce sont celles visées par la loi métropolitaine du 2 août 1923 qui n'a pas été étendue à l'Indochine : domestiques, gens de maison, serviteurs à gages, concierges et salariés du même genre à un titre quelconque attachés ou non à la personne.

Ce sont d'autre part toutes les professions libérales ou n'ayant pas un caractère commercial : sociétés coopératives à but non lucratif, établissements hospitaliers ou d'enseignement, syndicats professionnels (la loi du 21 mars 1884 et celle du 12 mars 1920 ont été étendues à toutes les colonies par l'art. 5 de cette dernière loi), laboratoires. Signalons qu'un A. G. G. du 7 octobre 1929 (*J. O. I. C.* du 12 octobre) a alloué certaines indemnités annuelles pour risques courus au personnel européen ou indigène des laboratoires et services de radiothérapie et de radiumthérapie fonctionnant d'une manière permanente.

Enfin, les ouvriers travaillant seuls d'ordinaire et qui emploient accidentellement la collaboration d'un ou de plusieurs de leurs camarades n'ont pas été assujettis aux dispositions de la réglementation locale, les auteurs du décret n'ayant pas voulu, de même que le législateur de 1898, grever de la charge du risque professionnel cette catégorie de travailleurs.

CHAPITRE III

Le champ d'application du décret du 9 septembre 1934 envisagé quant aux personnes

Pour bénéficier en cas d'accident des dispositions du décret du 9 septembre 1934, les ouvriers ou employés des entreprises assujetties devront :

- 1° être liés à l'employeur par un contrat de travail ;
- 2° avoir la qualité d'Européen ou assimilé (art. 1^{er}) ;
- 3° ne pas avoir provoqué intentionnellement l'accident.

Sans insister sur cette dernière condition qui résulte des termes de l'art. 40, § 1^{er}, du décret, nous examinerons successivement les deux premières.

§ I. — *Nécessité d'un contrat de travail*

Bien que cette règle ne soit pas expressément énoncée par le texte du décret, sauf en ce qui concerne le personnel des exploitations forestières qui doit établir la preuve de l'embauchage (art. 28), elle doit être considérée comme ayant été sous-entendue par l'art. 1^{er} qui vise les accidents survenus aux « employés et ouvriers ». Cette formule étant la même que celle de l'art. 1^{er} de la loi de 1898, l'interprétation qu'en a donnée en France la juris-

prudence doit sans aucun doute être étendue, par analogie, à la réglementation indochinoise.

§ II. — *Qualité d'Européen ou assimilé*

Les assimilés aux Européens se définissent négativement : ce sont tous ceux qui ne sont pas indigènes ou assimilés aux indigènes.

La détermination des indigènes est facile : ce sont tous les sujets ou protégés français vivant sur le territoire de l'Union Indochinoise, y compris celui de la concession de Kouang-Tchéou-Wan.

Celle des assimilés aux indigènes résulte de l'arrêté du Chef du pouvoir exécutif du 23 août 1871, qui a complété le décret organique du 25 juillet 1864 portant organisation judiciaire dans les possessions françaises de Cochinchine. L'art. 11 de ce décret portait que « la loi annamite « régit toutes les conventions et toutes les contestations « civiles et commerciales entre indigènes et asiatiques... » Ces termes ayant fait naître des difficultés, l'arrêté précité du 23 août 1871 en a donné la définition suivante : « Les « asiatiques qui, aux termes du décret du 25 juillet 1864, « sont soumis à la loi annamite sont : les Chinois, les « Cambodgiens, les Minh-huongs, les Siamois, les Moïs, « les Chams, les Stiens, les Sang-Mèlés (Malais de Chau- « doc). Tous les autres individus, à quelque race qu'ils « appartiennent, sont soumis à la loi française (1). » Cette énumération d'individus assimilés aux indigènes et par suite exclus en Indochine du bénéfice de la législation des

(1) Sur les difficultés juridiques que soulève la question des asiatiques étrangers assimilés aux indigènes, Cf. H. SOLUS : *Traité de la condition des Indigènes en Droit Privé*, n° 35 et s.

accidents du travail, n'appelle d'observations qu'en ce qui concerne les Chinois et les Siamois (1).

Chinois. — L'assimilation des Chinois aux indigènes n'est plus possible en l'état des textes récents. L'article 5 de l'annexe 2 de la convention de Nankin du 12 mai 1930 a disposé en effet que les ressortissants chinois en Indochine jouiront, en ce qui concerne la législation, la juridiction et la procédure en matière civile, criminelle, fiscale ou autre, du même traitement que celui accordé aux ressortissants de tout autre pays. Or, la convention de Nankin a été ratifiée par le Parlement le 19 juillet 1935 et promulguée par décret du 20 juillet (*Bull. Législ. Dall.*, 1935, p. 492). Cette loi et ce décret ont été promulgués en Indochine par A. G. G. du 4 août 1935 (*J. O. I.*, 7 août 1935, p. 2746) (2). Mais il convient d'observer que la réintégration des Chinois dans le statut des ressortissants étrangers ne peut avoir pour conséquence de les admettre au bénéfice de la législation des accidents du travail.

La Chine n'a pas en effet établi sur son territoire de législation sur la réparation des accidents du travail et ne peut par suite être comprise au nombre des puissances dont les ressortissants sont aptes par voie de réciprocité à bénéficier de la réglementation indochinoise (V. *infra* : Régime des Etrangers).

(1) Malgré les termes de l'arrêté de 1871 les Minh-huongs (de père chinois et de mère indigène) sont considérés par certains comme étant des indigènes. Nous ne rappelons cette controverse que pour mémoire car elle n'offre aucun intérêt dans la matière que nous étudions. Qu'ils soient en effet Chinois ou Indigènes les Minh-huongs ne peuvent dans l'une ou l'autre hypothèse bénéficier des dispositions du décret de 1934.

(2) La convention de Nankin a déjà reçu un commencement d'exécution par l'envoi en Indochine de Consuls Chinois qui n'ont cependant pas encore reçu leur *exequatur*.

Siamois. — Le régime d'assimilation des Siamois aux indigènes, bien que destiné à disparaître, subsiste toujours.

L'art. 11 du décret du 22 septembre 1927 promulguant la convention de Bangkok du 25 août 1926 concernant les rapports entre le Siam et l'Indochine, a décidé que, conformément aux dispositions du protocole annexé au traité de commerce Franco-Siamois, signé à Paris le 14 février 1925 (*J. O.* du 28 août), un arrangement particulier sera négocié aussitôt que possible entre les deux parties contractantes à l'effet de fixer de façon définitive le statut des sujets siamois en Indochine en s'inspirant de la situation faite par le traité du 14 février 1925 aux Indochinois qui sont au Siam.

L'arrangement prévu n'a pas encore été à notre connaissance négocié. Sa négociation n'aura d'ailleurs pas pour effet de faire rentrer les Siamois en Indochine dans la catégorie des ressortissants étrangers aptes à bénéficier de la législation locale des accidents du travail, le Siam pas plus que la Chine n'ayant promulgué sur son territoire des mesures équivalentes.

Indigènes Indochinois ayant accédé à la qualité de citoyens Français. — Il va sans dire que les indigènes Indochinois ayant accédé à la qualité de Français en vertu des dispositions des décrets des 4 décembre 1930 et 19 avril 1933 rentrent dans la catégorie des Européens et assimilés jouissant en Indochine du bénéfice de la législation des accidents du travail. Le décret de naturalisation a en effet pour conséquence de placer définitivement l'intéressé sous l'empire des lois civiles et politiques applicables aux Français. On peut se demander si la garantie du risque professionnel poussera les travailleurs indigènes remplissant les conditions requises à profiter de cette mesure plus qu'ils

ne l'ont fait jusqu'à présent, les statistiques révélant l'infime pourcentage des naturalisations d'indigènes par rapport à la population totale (30 en 1932 et 55 en 1933).

Situation des indigènes sujets Français des autres colonies. — La loi française en vigueur dans une colonie est en principe applicable aux indigènes sujets français des autres colonies qui sont exceptionnellement assimilés dans ce cas aux Français.

Mais ce principe d'assimilation est naturellement subordonné à la condition que la loi locale n'y déroge pas. Ainsi, en Afrique Occidentale Française et en Afrique Equatoriale Française, les indigènes sujets français des autres colonies sont, en vertu de l'art. 2 des décrets des 22 mars 1924 et 20 avril 1927, portant organisation de la justice indigène, assujettis à la loi indigène (Cf. Dareste, *Traité de Droit colonial*, t. I, p. 268).

Il n'existe en Indochine aucune disposition analogue excluant de la loi française les indigènes des autres colonies qui ne sont pas compris dans l'énumération limitative de l'arrêté du 23 août 1871. Cependant, cette catégorie d'individus ne pourra, croyons-nous, être appelée à bénéficier de la réglementation locale des accidents du travail. La justification de cette exclusion doit être recherchée dans l'art. 1^{er} du décret de 1934 qui applique la garantie du risque professionnel aux seuls travailleurs ayant la qualité d'Européen ou assimilé. Cette définition exclut nécessairement les indigènes des autres colonies.

La situation de ces derniers en Indochine sera donc la suivante.

Au cas d'embauchage de l'indigène dans la colonie dont il est originaire il faudra lui appliquer la loi de son pays d'origine en vertu du principe que c'est la loi du lieu du contrat qui régit les conséquences de l'accident (Cf.

infra : Conflit de législation). Mais là encore une autre distinction sera à faire suivant que le statut personnel de l'intéressé comportera ou non son assujettissement à la garantie du risque professionnel. Dans l'affirmative, il bénéficiera du principe de la réparation forfaitaire. Sinon son droit à réparation devra être fondé sur la présomption de responsabilité pesant sur l'employeur, gardien de la chose génératrice du dommage, en vertu de l'art. 1384, § 1^{er}.

Dans le cas au contraire d'un indigène, autre qu'un Indochinois, engagé sur place, ce sera la loi française en vigueur en Indochine qu'il faudra appliquer. Comme la législation spéciale relative à la réglementation locale des accidents du travail n'est pas susceptible d'extension en faveur des individus de cette catégorie, ce seront les dispositions du droit commun, et par suite l'art. 1384, § 1^{er}, qui devront être appliquées en cas d'accident.

Situation des protégés français. — Un décret beylical du 15 mars 1921 et un Dahir du 25 juin 1927 ayant étendu à la Tunisie et au Maroc le principe du risque professionnel, les lois métropolitaines des 21 mars 1921 et 16 mars 1928 ont assimilé les sujets tunisiens et marocains aux nationaux français en ce qui concerne les accidents du travail dont ils peuvent être victimes.

En Indochine, le dernier alinéa de l'art. 4 du décret de 1934 a prescrit l'assimilation de ces protégés français aux Français et les a exonérés de l'application des mesures restrictives applicables aux victimes d'accident de nationalité étrangère dont le régime va être examiné.

CHAPITRE IV

Le régime des Étrangers

Les étrangers exploitant en Indochine les entreprises énumérées par le décret de 1934 sont, au même titre que les employeurs français ou indigènes, intégralement assujettis à la responsabilité du risque professionnel. Leur situation à cet égard n'appelle donc aucune observation spéciale.

Nous n'examinerons ici que le régime auquel sont soumis les travailleurs de nationalité étrangère qui ne bénéficient que sous certaines conditions de la réglementation locale sur les accidents du travail.

§ I. — *L'application aux Colonies des Conventions internationales relatives au travail*

Le régime de restrictions auxquelles la loi métropolitaine du 9 avril 1898 avait assujetti les travailleurs étrangers en limitant leurs droits dans le cas de cessation de résidence sur le territoire français (attribution en tout et pour tout d'une indemnité égale à trois annuités de la rente allouée), ou en supprimant ceux de leurs ayants droit ne résidant pas en France lors de l'accident, a subi une pro-

fonde modification depuis la Convention de Genève du 10 juin 1925 à laquelle la France a donné son adhésion. La loi du 30 mars 1928 a en effet autorisé le Ministre des Affaires Etrangères à adresser au Secrétariat de la Société des Nations la communication prévue à l'art. 405, § 7, du Traité de Versailles et après son enregistrement par l'organisme de Genève la Convention a été promulguée en France par décret du 16 mai 1928 (*B. L. D.*, p. 499).

La Convention de Genève procède d'un esprit différent de celui qui avait inspiré les accords diplomatiques conclus antérieurement entre les Etats pour appliquer à leurs ressortissants des avantages équivalents en matière de réparation des accidents du travail : tous les ressortissants des pays signataires de la convention bénéficient d'une égalité de traitement absolue sans condition d'équivalence de législations, les membres signataires de la convention chez qui n'existait pas un régime d'indemnisation forfaitaire des accidents du travail ayant seulement pris l'engagement d'instituer un tel régime dans un délai de trois ans à dater de leur ratification (art. 3).

L'art. 1^{er} de la convention dispose dans cet esprit : « Tout
« membre de l'Organisation internationale du Travail qui
« ratifie la présente convention s'engage à accorder aux
« ressortissants de tout autre membre ayant ratifié ladite
« convention qui seront victimes d'accidents du travail sur-
« venus sur son territoire ou à leurs ayants droit, le même
« traitement qu'il assure à ses propres ressortissants en
« matière de réparation des accidents du travail. Cette
« égalité de traitement sera assurée aux travailleurs étran-
« gers et à leurs ayants droit sans aucune condition de
« résidence. Toutefois, en ce qui concerne les paiements
« qu'un membre ou ses ressortissants auraient à faire en
« dehors du territoire dudit membre en vertu de ce prin-
« cipe les dispositions à prendre seront réglées, si cela

« est nécessaire, par des arrangements particuliers pris
« avec les membres intéressés. »

L'interprétation de cette disposition avait fait naître une difficulté : les débiteurs d'indemnités dont des étrangers étaient bénéficiaires avaient soutenu que la convention n'était applicable aux rapports des parties qu'à la condition que les Etats dont ils étaient ressortissants eussent préalablement conclu un traité particulier. Cette interprétation admise par certains tribunaux (Briey, 16 juin 1930) a été repoussée par la Cour de Cassation dont la Chambre des Requêtes a décidé, le 27 février 1934 (D. H. 1934.203), qu'il n'est pas besoin de traité spécial entre deux puissances ayant ratifié la Convention de Genève pour que leurs ressortissants bénéficient sur le territoire de l'autre du bénéfice intégral de la législation sur les accidents du travail qui y est en vigueur sans condition de réciprocité. Il suit de là qu'il n'y a pas à rechercher pour l'application de la convention si le pays d'origine où est retourné le travailleur étranger victime en France d'un accident du travail ou si celui où réside les représentants de l'ouvrier étranger possède une législation équivalente dont puissent bénéficier les ouvriers français, ni si des arrangements particuliers ont été pris depuis la ratification de la convention par les deux Gouvernements en vue d'assurer le paiement des indemnités à l'étranger.

La Convention de Genève, c'est en cela qu'elle est susceptible d'intéresser l'Indochine, a prévu l'extension de ses dispositions par les Etats signataires à leurs colonies. L'art. 9 dispose à cet effet « tout membre de l'Organisation
« internationale du Travail qui ratifie la présente conven-
« tion s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions ou
« protectorats, conformément aux dispositions de l'art. 421
« du Traité de Versailles et des articles correspondants
« des autres traités de paix ».

Dans quelle mesure ces dispositions s'imposent-elles en France au législateur colonial ?

L'extension *de plano* des dispositions de la Convention de Genève aux colonies françaises n'est pas concevable. La convention qui est exécutoire en France comme loi d'Etat ne peut l'être aux colonies que par l'effet d'une promulgation spéciale, conformément aux principes du Sénatus-Consulte de 1854. Mais cette promulgation ne s'impose pas au législateur colonial qui, dans l'état actuel des choses, n'est pas, par suite des restrictions du Traité de Versailles, asservi à la sujétion des conventions internationales en matière de travail qui ont été inspirées au lendemain de la guerre par une idéologie dont il faut malheureusement reconnaître que la France a jusqu'à maintenant fait tous les frais.

L'art. 421 du Traité de Versailles, auquel se réfère l'art. 9 de la Convention de Genève, porte en effet « que
« les membres s'engagent à appliquer les conventions aux-
« quelles ils auront adhéré conformément aux stipulations
« de la présente partie du présent Traité à celles de leurs
« colonies ou possessions et à ceux de leurs protectorats
« qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, cela
« sous les réserves suivantes :

« 1° que la convention ne soit pas rendue inapplicable
« par les conditions locales ;

« 2° que les modifications qui seraient nécessaires pour
« adapter la convention aux conditions locales puissent
« être introduites dans celles-ci ».

Ces conditions locales n'ont pas jusqu'alors été jugées suffisantes par le législateur colonial pour que, dans le cadre de la législation de chaque colonie, les dispositions de la convention aient pu être introduites. Aussi, exception faite de l'Algérie où elle a été étendue par un décret du 29 mars 1930, la Convention de Genève n'a été rendue

applicable à aucune des autres possessions de l'Empire colonial français. Il suit nécessairement de là qu'en Indochine les ressortissants des Etats étrangers qui ont adhéré à la Convention de Genève restent soumis au régime de la réciprocité et qu'il n'est dérogé en ce qui les concerne aux restrictions que nous allons examiner qu'à la condition que la législation métropolitaine et coloniale de leur pays d'origine confère aux nationaux français des avantages équivalents à ceux que la législation locale donne aux étrangers (1).

§ II. — *Les restrictions aux droits des travailleurs étrangers*

Ces restrictions sont de deux sortes. L'une a un caractère général et est édictée par le dernier paragraphe de l'art. 1^{er} du décret de 1934 aux termes duquel « les ouvriers « étrangers ne pourront réclamer le bénéfice des dispositions du présent décret qu'autant que dans leur pays « d'origine et leurs colonies, les ouvriers français bénéficieront d'un traitement analogue ».

L'autre a un caractère plus limité et s'applique, comme celle de l'art. 3 de la loi de 1898, aux travailleurs étrangers qui, bénéficiaires de rentes à la suite d'accidents du travail, cessent de résider sur le territoire de l'Union Indochinoise, à moins qu'ils ne soient ressortissants d'Etats ayant conclu avec la France des traités particuliers fondés sur la réciprocité de traitement.

(1) La Convention de Genève a été ratifiée au 1^{er} janvier 1934 par les Etats suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, Bulgarie, Chili, Colombie, Cuba, Danemark, Espagne, Esthonie, Irlande, Finlande, France, Hongrie, Inde, Italie, Japon, Lettonie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Uruguay, Yougoslavie.

Restriction générale frappant les ouvriers étrangers. — Cette restriction, telle qu'elle est exprimée dans sa forme actuelle, a été introduite dans la réglementation locale de la réparation des accidents du travail à la demande du Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers aux délibérations de qui avait été soumis le projet de décret. Ce projet prévoyait que les ouvriers étrangers ne pourraient réclamer le bénéfice de l'indemnisation forfaitaire qu'autant que dans leur pays d'origine les ouvriers français bénéficieraient d'un traitement analogue.

L'expression « pays d'origine » a été jugée incomplète. On a fait remarquer qu'il n'était pas suffisant que les Français fussent aptes à bénéficier dans un Etat étranger de la législation en vigueur pour que les nationaux de cet Etat profitent en Indochine de la réglementation locale. Pour que celle-ci leur soit applicable, on a demandé que les Français jouissent également dans les possessions coloniales de cet Etat d'un traitement analogue à celui qui est appliqué en Indochine. Aussi l'expression « pays d'origine » a été complétée dans le sens indiqué par l'addition « et leurs colonies ».

Cette addition est regrettable, car elle est de nature à faire naître de nombreux conflits à l'occasion desquels se poseront pour le juge des questions d'interprétation extrêmement délicates. On peut en effet prévoir que le mot « colonies » provoquera infailliblement des difficultés d'application.

Faudra-t-il d'abord prendre le mot « colonies » au sens large et y faire rentrer par exemple des territoires considérés simplement comme zones d'influence ? Faudra-t-il ensuite que toutes les colonies d'une puissance quelconque jouissent d'une législation sur les accidents du travail et suffira-t-il que l'une d'elles n'ait pas été comprise dans l'extension de cette législation pour que le ressortissant

de l'Etat en question soit déchu de ses droits en Indochine en cas d'accident du travail ? Quelle sera, par exemple, dans cet ordre d'idées, la situation en Indochine d'un travailleur Italien, l'Italie ayant étendu la législation des accidents du travail à la Tripolitaine, la Cyrénaïque et l'Erythrée mais pas, croyons-nous, à la Côte des Somalies ? (V. Informations Sociales du B. I. T., 1926.4. p. 132).

Nous posons ces questions sans pouvoir les résoudre, car elles nous paraissent insolubles et cette disposition restrictive du droit des étrangers sera pratiquement inapplicable tant qu'elle n'aura pas fait de la part du législateur l'objet d'une rectification. A notre sens, la solution la plus simple serait d'exclure du bénéfice de la réglementation locale tous les étrangers et de n'admettre que les ressortissants d'Etats ayant conclu avec la France des accords fondés sur la réciprocité de traitement des travailleurs dans les colonies des parties contractantes. La Convention de Genève de 1925 ne risque pas de faire double emploi avec ces traités particuliers, puisque dans l'état actuel des choses son application aux colonies est entièrement subordonnée aux conditions locales. De cette façon, le juge sera lié par les dispositions d'un traité, comme pour l'application de la restriction prévue par l'art. 3 du décret, au lieu d'être obligé de se livrer à l'interprétation d'une législation étrangère qui sera difficile à connaître, méthode qui au surplus diminue les garanties du justiciable, l'interprétation de la loi étrangère par le juge du fait étant considérée comme souveraine.

Restrictions particulières frappant les ouvriers étrangers admis au bénéfice de la réglementation locale. —

A. Indemnités temporaires. — Les travailleurs étrangers admis au bénéfice de la réglementation locale ne sont assujettis en ce qui concerne le paiement des indemnités tem-

poraires à aucune mesure restrictive. Les travailleurs étrangers des exploitations agricoles sont même à cet égard favorisés par rapport aux employés de leur catégorie travaillant dans la métropole. L'art. 10 de la loi du 15 décembre 1922 prévoit en effet que les ouvriers agricoles de nationalité étrangère ne résidant pas ou cessant de résider sur le territoire français sont déchus du versement de l'indemnité journalière. Cette disposition a été justement critiquée, car le danger de voir les bénéficiaires d'indemnités revenus à l'étranger en faire prolonger indéfiniment le paiement n'est pas plus grand pour les ouvriers agricoles que pour les autres, et elle n'a pas été reproduite dans la réglementation indochinoise.

B. *Indemnités définitives.* — Comme dans la Métropole, les restrictions visent d'une part les bénéficiaires de rentes qui quittent l'Indochine pour se rendre dans un pays autre que la France Métropolitaine, une colonie française, un pays de protectorat ou territoire sous mandat français, et, d'autre part, les représentants étrangers de la victime qui abandonnent l'Indochine ou qui, lors de l'accident, ne résidaient pas sur un de ces territoires. Dans le premier cas, l'allocation est réduite à une indemnité égale au montant de trois annuités de la rente et cette restriction est définitive en ce sens que l'ouvrier étranger qui a quitté le territoire de l'Union Indochinoise ne peut solliciter la reprise du service de la rente qui lui avait été allouée en revenant y habiter (Civ., 18 nov. 1908, D. P. 1911.1.118). Dans le second, il convient de distinguer les deux situations prévues par le texte : si les ayants droit de la victime abandonnent le territoire indochinois après y avoir résidé lors de l'accident, ils reçoivent, comme la victime, en remplacement de la pension, un capital égal à trois annuités, ce capital ne pouvant dépasser la valeur actuelle de la rente

d'après le tarif visé à l'art. 52 du décret pour que les enfants n'aient pas avantage à quitter l'Union indochinoise à l'approche de l'âge de 16 ans qui met fin à leur pension (V. Rouast, n° 567). Si, au contraire, les ayants droit de la victime ne résidaient pas lors de l'accident dans la Métropole ou sur un des territoires de l'Empire Colonial Français, ils sont complètement déchus de tout droit à indemnité. M. le Professeur Rouast envisage dans son *Traité des accidents du travail*, la situation des ayants droit dont une partie seulement réside à l'étranger au moment de l'accident. Il indique les deux solutions qui peuvent être envisagées et donne sa préférence à la seconde. La première consiste à tenir compte de tous les ayants droit et à n'accorder aux présents que la rente qui leur revient par rapport au nombre total. Aussi s'il y a 5 enfants dont deux sont présents dans la colonie et les autres absents, la rente totale ne pouvant dépasser par suite de la réduction prévue 60 % du salaire, chacun des deux enfants recevrait une rente égale à 12 %. La seconde consiste à n'envisager que les membres présents sans tenir compte des autres. Dans l'hypothèse précédente, chaque enfant recevrait de cette façon une rente égale à 20 % du salaire de la victime, puisque le barème légal prévoit que chaque descendant est bénéficiaire d'une rente de 20 % sans que les rentes totales puissent excéder 60 %.

Le décret prévoit que les dispositions restrictives aux droits des étrangers ou de leurs représentants, en ce qui concerne l'allocation des indemnités définitives, peuvent être modifiées par des traités au profit des étrangers dont les pays d'origine et leurs colonies garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents. Il va de soi que pour l'Indochine ou pour les autres colonies françaises pourvues d'une législation comportant les mêmes mesures restrictives aux droits des étrangers, les traités qui ont été

précédemment conclus entre la Métropole et un Etat étranger ne peuvent valoir. Les sujets anglais, par exemple, ne pourraient se prévaloir de la convention franco-anglaise du 3 juillet 1909 basée sur la réciprocité des traitements. Ces conventions ne visent en effet que les accidents du travail survenus en territoire métropolitain.

Situation des Heimathlos. — Bien que la question paraisse ne devoir présenter en Indochine qu'un très mince intérêt pratique, nous croyons devoir rappeler que les réfugiés russes et arméniens qui ont perdu leur nationalité sans avoir acquis la nationalité française ne peuvent, aux termes de l'accord intervenu le 30 juin 1928 devant la Société des Nations, se voir opposer les déchéances frappant les ressortissants d'Etats étrangers dont la législation n'offre pas à nos nationaux d'avantages équivalents à la nôtre. Par suite, cette catégorie d'individus est apte à bénéficier sans restriction de la législation des accidents du travail.

CHAPITRE V

Les indemnités

§ I. — *Quotité et forme des indemnités*

Par suite de l'assujettissement au décret des seuls ressortissants français ou étrangers, c'est-à-dire d'individus ayant un état civil bien établi et d'une identification par conséquent facile, le législateur colonial a cru pouvoir maintenir en Indochine le régime des indemnités de la loi métropolitaine dont l'application aux indigènes offrirait, comme nous l'avons vu précédemment, de sérieux inconvénients. On peut donc, comme en France, distinguer dans les allocations dont sont bénéficiaires les victimes d'accidents du travail, les petites indemnités et les indemnités à caractère permanent.

Petites indemnités. — Ce sont l'indemnité journalière et les frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires

L'indemnité journalière est due par le patron dans tous les cas où l'incapacité de travail subie par l'ouvrier ou l'employé à la suite de l'accident a un caractère temporaire et dure plus de quatre jours. Elle doit être versée au bénéficiaire pendant toute la période où l'incapacité subsiste.

Pour le décompte de cette période il n'y a pas lieu de défalquer les dimanches et jours fériés qui sont assimilés aux jours ouvrables (Civ., 3 juillet 1934, G. P. 1934.2.935). Elle est égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident et en cas de salaire variable, à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident. Toutefois, pour l'ouvrier mineur de seize ans ou l'apprenti dont le salaire en cas d'accident ne peut être fixé au-dessous du salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise, l'indemnité journalière ne doit pas dépasser le montant de son salaire effectif.

L'indemnité journalière est due à partir du cinquième jour après celui de l'accident si l'incapacité de travail a une durée inférieure à dix jours et du premier jour dans le cas contraire. Elle est payable aux époques et lieu de paye usités dans l'entreprise à des intervalles qui ne peuvent excéder seize jours. Pour les victimes d'accidents du travail dans les exploitations agricoles et forestières, le mode de calcul du salaire journalier doit être fixé conformément aux dispositions ci-dessus, la réglementation indochinoise n'ayant pas prévu, comme la législation métropolitaine, un mode de calcul forfaitaire spécial à ces catégories de travailleurs.

L'employeur, en outre de l'indemnité journalière, a la charge des frais médicaux, pharmaceutiques, funéraires, ainsi que des frais d'hospitalisation de la victime. Ces frais sont dus à partir de l'accident jusqu'au moment où l'état du blessé est devenu définitif soit par une complète guérison, soit qu'il subsiste une infirmité permanente et quelle que soit la durée de l'interruption du travail. Le blessé, comme dans la Métropole, jouit du droit absolu de choisir librement son médecin et son pharmacien. Cette disposition est sanctionnée par l'art. 60, § 5, du décret qui

déclare « passible d'une amende de 16 à 300 francs et en « cas de récidive dans l'année de la condamnation, d'une « amende de 500 à 2.000 francs... toute personne qui, soit « par menace de renvoi, soit par refus, ou menace de « refus des indemnités dues, aura porté atteinte ou tenté « de porter atteinte au droit de la victime de choisir son « médecin ». Pour prévenir le racolage des accidentés du travail et empêcher sur eux l'exercice de toute pression illicite, l'alinéa 6 du même article, reproduisant les termes de l'art. 11 de la loi métropolitaine du 25 octobre 1919 punit d'une amende de 100 à 500 francs et d'un emprisonnement de trois jours à trois mois, ainsi que d'une peine d'interdiction de séjour de deux à cinq ans au cas de récidive « quiconque par menaces, don, promesse d'argent, « ristourne sur les honoraires médicaux ou fournitures « pharmaceutiques faits à des accidentés du travail, à des « syndicats ou associations, à des chefs d'entreprises, à « des assureurs ou toute autre personne, aura attiré ou « tenté d'attirer les victimes d'accidents du travail dans « une clinique ou cabinet médical ou officine de pharmacie « et aura ainsi porté atteinte ou tenté de porter atteinte à « la liberté de l'employé ou ouvrier de choisir son médecin ou son pharmacien ».

Dans le cas où la victime de l'accident use de son droit de choisir un médecin ou pharmacien, le chef d'entreprise ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix de la localité où est survenu l'accident, conformément au tarif établi dans chaque pays de l'Union Indochinoise par arrêté du Gouverneur Général après avis d'une Commission spéciale à chacun de ces pays, comprenant des représentants de chacune des catégories d'intéressés : médecins, pharmaciens, patrons, ouvriers et employés, organismes d'assurances contre les accidents du travail et

qui ne pourra être modifié qu'à intervalle de 6 mois. En exécution de ces dispositions, un A. G. G. du 4 mars 1935 a institué dans chaque pays de l'Union la Commission ainsi prévue avec mission de formuler des propositions en vue de l'établissement du tarif des frais médicaux et pharmaceutiques. A la date du 30 juin 1935, ces Commissions locales s'étaient toutes réunies et un projet d'arrêté fixant lesdits tarifs était en préparation.

Les frais funéraires qui sont fixés en France forfaitairement à 200 francs doivent être également déterminés par arrêté du Gouverneur Général. Il en est de même des frais d'hospitalisation qui, dans la limite prévue, sont à la charge du chef d'entreprise. A cet égard, l'art. 5 du décret reproduisant les dispositions de l'art. 4 de la loi métropolitaine accorde au chef d'entreprise une faculté : c'est celle de désigner un médecin pour visiter la victime au cours du traitement et de le renseigner à tout moment sur son état.

Cette désignation, dit le § 4, dûment visée par le juge de paix, donnera audit médecin accès hebdomadaire auprès de la victime en présence du médecin traitant, prévenu deux jours à l'avance par lettre recommandée. L'obligation pour la victime de se prêter à cette visite est sanctionnée, en cas de refus de sa part, par la suspension du paiement de son indemnité journalière qui est prononcée par décision du juge de paix.

Si le médecin désigné par le chef d'entreprise certifie que la victime est en état de reprendre son travail et que celle-ci le conteste, le chef d'entreprise peut, lorsqu'il s'agit d'une incapacité temporaire, requérir du juge de paix une expertise médicale qui devra avoir lieu dans les cinq jours.

Les médecins, pharmaciens et les établissements hospitaliers ont, aux termes du § 3 de l'art. 5 du décret, une

action directe contre le chef d'entreprise en remboursement des frais occasionnés par les soins donnés à la victime.

La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, ainsi qu'à l'indemnité journalière, est garantie comme en France par le privilège de l'art. 2101 du Code civil (art. 43 du décret).

Nous rappellerons pour mémoire les dispositions de l'art. 6 du décret calquées sur celles de l'art. 5 de la loi métropolitaine dont l'intérêt pratique en France est à peu près nul, les chefs d'entreprises s'adressant au même assureur pour tous les risques. D'après ces dispositions, les chefs d'entreprise peuvent se décharger pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire ou une partie seulement de cette indemnité s'ils justifient : 1° qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord et en se conformant aux statuts-type approuvés par arrêté du Gouverneur Général, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ; 2° que ces sociétés assurent à leurs membres en cas de blessures pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière. Si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef de l'entreprise est tenu de lui verser la différence.

Indemnités permanentes. — La victime a droit à une rente viagère lorsqu'après la consolidation de la blessure il existe une incapacité permanente de travail.

Comme dans la Métropole cette incapacité, si elle est absolue, donne droit à la victime à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel et si elle n'est que partielle, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

Ces indemnités ne sont calculées sur le salaire intégral de la victime que jusqu'à concurrence d'un maximum : le § 2 de l'art. 3 porte que les employés ou ouvriers dont le salaire annuel dépasse 24.000 francs ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus et jusqu'à 50.000 francs, ils n'ont droit qu'au quart des rentes ci-dessus stipulées. Au delà de 50.000, ils n'ont plus droit qu'à un huitième, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité. Ces paliers sont supérieurs à ceux fixés par la loi métropolitaine à 8.000 et 18.500 francs. Le projet primitif du décret comportait un premier palier de salaire fixé à 30.000 francs. Il a été ramené au chiffre actuel à la suggestion de certaines assemblées locales qui avaient estimé raisonnable de le limiter au triple de ce qu'il est dans la Métropole et de conserver ainsi sensiblement le même coefficient de majoration pour les deux paliers.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux ayants droit de la victime.

Le conjoint non divorcé ni séparé de corps à l'époque de l'accident a droit à une rente viagère égale à vingt pour cent du salaire annuel de la victime dont il est déchu en cas de nouveau mariage : il ne reçoit alors à titre d'indemnité totale qu'un capital égal à trois annuités de la rente.

Les enfants légitimes ou naturels reconnus avant l'accident et âgés de moins de 16 ans reçoivent, jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime, à raison de 15 % de ce salaire s'il

n'y a qu'un enfant, de 25 % s'il y en a deux, de 35 % s'il y en a trois et de 40 % s'il y en a quatre ou plus. L'ensemble de ces rentes ne peut en aucun cas être supérieur à 40 % du salaire. Pour les enfants qui sont orphelins de père et de mère, la rente est fixée pour chacun d'eux à 20 % du salaire sans que leur ensemble puisse dépasser 60 % du salaire annuel.

Enfin, lorsque la victime ne laisse ni conjoint ni enfants, chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge, c'est là une condition impérative, reçoit une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants, égale à 10 % du salaire annuel sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 %. Chacune de ces rentes peut être réduite proportionnellement lorsque le nombre des ayants droit est supérieur à trois.

Indiquons brièvement par suite de l'identité absolue sur ce point de la réglementation locale et de la législation métropolitaine :

1° que la quotité des indemnités permanentes est susceptible d'être réduite ou au contraire majorée en cas de faute inexcusable de la victime ou du chef d'entreprise ;

2° que l'attribution d'une indemnité sous forme de rente est la règle et que le versement d'un capital n'est qu'exceptionnellement autorisé dans les cas prévus par les art. 4 (cessation de résidence sur le territoire de l'Union Indochinoise de la victime de nationalité étrangère), 9 (versement du quart au plus du capital constitutif de la rente) et 41 du décret (rachat de la pension si elle est inférieure à 500 francs et si le titulaire est majeur).

Il est à remarquer que, comme dans la Métropole, les débiteurs de rentes qui le désirent peuvent en verser le capital représentatif à la Caisse Nationale des Retraites d'après le tarif établi par cette dernière pour la Métropole,

en tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit. L'art. 54 du décret porte qu'à ce tarif pourra être substitué pour l'Indochine un tarif établi par la Caisse Nationale des Retraites. Mais ces dispositions ne concernent, bien entendu, que le mode de libération des débiteurs et ne dérogent pas à la règle suivant laquelle, sauf les trois exceptions ci-dessus, le créancier est toujours payé sous forme de rentes ;

3° que les indemnités prévues sont, par suite de leur caractère alimentaire, incessibles et insaisissables (exception faite des frais médicaux, pharmaceutiques, hospitaliers et funéraires) ;

4° que le paiement des rentes est garanti à leurs bénéficiaires par l'institution du fonds de garantie.

Bien que le meilleur système de fixation des rentes eût été une détermination en monnaie locale la piastre était l'unité monétaire indochinoise, les rédacteurs du décret ont été obligés de prévoir et d'imposer pour le calcul des indemnités la conversion des salaires en francs, la Caisse Nationale des Retraites ne faisant des opérations qu'en francs, conformément à l'art. 2 du décret du 16 mai 1928, qui a étendu à l'Indochine les opérations de ladite Caisse.

Le paiement des rentes est effectué à la résidence du titulaire ou au chef-lieu de canton de cette résidence ou au chef-lieu de province en Indochine et si elles sont servies par la Caisse Nationale des Retraites, chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire.

Les rentes sont payables par trimestre et à terme échu : le tribunal peut toutefois ordonner le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

§ II. — *Cumul d'indemnités*

La victime de l'accident causé par le fait ou à l'occasion du travail ne sera pas davantage en Indochine que dans la Métropole, fondée à se prévaloir de dispositions autres que celles prévues par la législation des accidents du travail, le seul mode de réparation étant l'indemnisation forfaitaire. Le cas le plus typique d'application de ce principe faite par la jurisprudence, est celui où l'ouvrier victime sur le lieu du travail d'un attentat dirigé contre lui par un autre préposé de son patron, est déclaré irrecevable à se constituer partie civile dans les poursuites engagées contre l'auteur de l'acte criminel.

Mais si le principe de l'indemnisation forfaitaire doit jouer en principe, dans tous les cas la victime ne peut-elle cumuler le bénéfice de la législation spéciale avec celui des avantages particuliers à sa profession lorsque celle-ci comporte un statut qui institue notamment des pensions de retraite ou d'invalidité ?

A cet égard, la réglementation indochinoise comporte une disposition qui n'a pas son pendant dans le texte de la législation métropolitaine. L'article 3 du décret pose en effet le principe dans les mêmes termes que ceux de la loi de 1898. Il décide que « les employés et les ouvriers européens et assimilés ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'autres dispositions autres que celles du présent décret ». Mais il ajoute, ce qui est nouveau : « Celui-ci ne s'applique pas cependant aux bénéficiaires d'un régime légal spécial, en particulier aux marins français, déjà garantis par une législation particulière contre les risques de leur profession. »

Cette rédaction nous paraît critiquable : d'abord parce qu'elle exclut du bénéfice du risque professionnel une pro-

fession, celle des marins, qui n'avait pas besoin de l'être expressément, la jurisprudence ayant décidé, nous l'avons vu, que les entreprises maritimes ne pouvaient être incluses dans les entreprises commerciales visées par la loi. Ensuite cette disposition du décret apporte une telle dérogation au principe général auquel elle fait suite qu'on peut se demander si elle n'a pas dépassé la pensée de ses auteurs. Ceux-ci ont eu certainement en vue des catégories de travailleurs, notamment les mineurs, qui comme dans la Métropole pourront dans un avenir plus ou moins lointain, être pourvues en Indochine d'un statut légal. Ils n'ont peut-être pas aperçu les conséquences de l'exception qu'ils ont ainsi introduite.

En France, la victime qui exerce une profession dont le statut a été approuvé par une loi ne peut, en cas d'accident, cumuler le bénéfice de ce statut spécial avec celui de la loi de 1898 dont les dispositions sont exclusives de toutes autres, à moins que le cumul n'ait été autorisé par une loi. C'est le cas notamment des employés des grands réseaux (art. 4 de la loi du 21 juillet 1909) et des ouvriers mineurs (loi du 25 fév. 1914), qui sont autorisés à cumuler la rente due pour accident du travail avec la pension de retraite à laquelle ils ont droit pour maladie, blessure ou infirmité prématurée et l'obligation de payer cette pension est comprise au nombre de celles dont le tiers reconnu responsable est tenu d'exonérer le chef d'entreprise (Req., 25 mai 1927, D. H. 1927.365). Lorsqu'au contraire, le bénéfice du cumul n'a été autorisé par aucune loi, la jurisprudence décide que si l'âge et les services de la victime ne lui permettaient pas à l'époque de l'accident de faire valoir ses droits à une pension de retraite, celle qui lui a été allouée ayant nécessairement sa cause juridique dans la blessure qui a déterminé son invalidité et qui lui a donné également droit à la rente de la loi de 1898, l'identité de

cause fait obstacle au cumul de la pension et de la rente (Req., 5 mars 1918, D. 1920.1.86, 5^e esp. ; Civ., 5 janvier 1925, D. H. 1925.79). La nécessité de l'autorisation du cumul par une loi a dans cet ordre d'idées amené la jurisprudence à décider que la victime de l'accident n'a droit qu'à l'indemnisation forfaitaire, quand bien même elle appartiendrait à une profession pourvue d'un statut autorisant le cumul, mais approuvé seulement par une disposition réglementaire, décret ou arrêté, ne participant pas du caractère législatif (Civ., 5 janvier 1925, *op. cit.*).

Ainsi dans la Métropole la législation du risque professionnel s'applique, hors le cas où le cumul est autorisé par une loi, à l'exclusion de tout autre régime légal.

En Indochine, la rédaction du texte que nous avons précédemment analysé aura pour effet de renverser cette proposition. Ce sera, à moins que le cumul n'ait été autorisé par le législateur colonial, le régime légal de la profession exercée par la victime qui devra être appliqué de préférence à la législation des accidents du travail. Cette solution nous paraît être conforme à la lettre du texte, puisque les bénéficiaires d'un « régime légal spécial » ont été expressément exclus des dispositions du décret.

Est-il besoin d'ajouter d'ailleurs que, dans l'état actuel des choses, cette question ne peut présenter qu'un intérêt théorique puisqu'il n'existe pas encore à notre connaissance en Indochine, de catégories de travailleurs ayant été pourvues d'un statut légal de protection autre que celui résultant du décret du 9 septembre 1934 ?

§ III. — *Conflit de législations*

L'application du décret du 9 septembre 1934 ne sera pas seulement territoriale. L'art. 31, § 6, qui impose cer-

taines règles de compétence lorsque l'accident survient en territoire étranger aura pour conséquence nécessaire d'étendre aux travailleurs appelés à remplir certains emplois hors des limites du territoire de l'Union Indochinoise le bénéfice du risque professionnel. Cette solution définitivement imposée par l'arrêt des Chambres réunies de la Cour de Cassation, le 26 mai 1921, devra être purement et simplement transposée, sauf dans le cas de stipulations contraires d'arrangements internationaux, aux litiges que l'application de la réglementation locale sera susceptible de faire naître sur ce point. La question n'avait besoin que d'être rappelée.

Nous nous proposons d'examiner ici le conflit de la réglementation locale avec la législation métropolitaine dont l'étude trouve sa place à la suite des développements du paragraphe précédent, le Grand Conseil des Intérêts Economiques ayant émis l'avis, lorsqu'il avait été saisi du projet de décret, que l'art. 3 fût complété et que l'on ajoutât aux bénéficiaires d'un régime légal spécial exclus de la nouvelle réglementation : « Les employés et ouvriers « européens et assimilés recrutés en France et qui aux « termes de leur contrat bénéficient des dispositions de « la loi de 1898 et des lois subséquentes dans leur intégralité et sans modification. »

Cette proposition qu'avait inspiré la réglementation applicable en A. O. F. n'a pas été retenue par les auteurs du décret.

Elle montre du moins l'inquiétude qu'avait suscité le conflit possible des deux législations qui ne se superposent pas d'une manière exacte, l'intérêt du travailleur recruté en France et victime d'une incapacité de travail en Indochine pouvant le conduire tantôt à préférer la législation métropolitaine, s'il est atteint d'une maladie professionnelle qui n'est pas couverte dans la colonie par la

garantie du risque professionnel, tantôt de préférer en cas d'accident la réglementation locale qui prévoit pour le calcul des indemnités des paliers de salaires plus élevés que ceux qu'a fixés la législation française.

La question n'est pas telle qu'elle puisse être résolue par voie de préférence individuelle. Il s'agit en effet de deux lois qui, étant l'une et l'autre d'ordre public ont un caractère obligatoire de sorte que le règlement du conflit échappe au domaine de l'autonomie de la volonté. Ce sera la législation la plus intéressée dans le conflit qui devra prévaloir. Quelle sera dès lors cette législation, dans l'hypothèse précédemment envisagée d'un travailleur embauché dans la Métropole et victime dans la colonie d'un accident du travail ?

Comme dans tout conflit de lois relatives à la réparation des accidents du travail, deux thèses s'affrontent qui consacrent, l'une l'application de la loi du lieu où s'est produit l'accident, l'autre l'application de la loi du lieu où le contrat de travail a été conclu.

Les partisans de la première la justifient en prétendant que l'ordre public le plus intéressé est celui du pays où s'exécute le travail et où se produit l'accident. Cette théorie qui a reçu l'adhésion d'auteurs dont l'autorité est considérable (Cf. note Wahl sous Gênes, 30 sept 1898, S. 1901. 4.1) paraît au surplus trouver un appui sérieux dans le texte des traités internationaux et même dans celui de la loi française.

Les conventions internationales conclues par la France avec la Belgique (21 février 1906), le Luxembourg (27 juin 1906) et l'Angleterre (3 juillet 1909) tranchent en effet le conflit en déclarant applicable la loi du pays où s'est produit l'accident, sauf en cas d'occupation temporaire de la victime.

De même l'art. 2 de la convention internationale signée

à Genève en 1925, sans trancher expressément le conflit, indique néanmoins que la législation applicable est celle du lieu où s'est produit l'accident. « Pour la réparation, « y lit-on, des accidents du travail survenus à des travail-
« leurs occupés d'une manière temporaire ou intermittente
« sur le territoire d'un membre pour le compte d'une
« entreprise située sur le territoire d'un autre membre, il
« peut être prévu qu'il sera fait application de la législa-
« tion de ce dernier par accord spécial entre les membres
« intéressés ».

Enfin la loi française du 15 mai 1926, relative aux conflits pouvant surgir à propos des accidents survenus sur le territoire des départements recouverts après-guerre, pourvus d'une législation spéciale, applique la loi du lieu de l'accident sauf pour les ouvriers temporairement détachés qui bénéficient de la loi du lieu de leur travail habituel.

Mais ces textes ne s'appliquant qu'à des hypothèses déterminées sont dépourvus de portée générale et c'est pourquoi les partisans de la thèse de l'application de la loi du lieu du contrat ont vu en eux un argument *a contrario*. L'arrêt des Chambres réunies de 1921 leur a donné raison ; la Cour de Cassation est partie en effet de l'idée que la responsabilité des accidents du travail est pour l'employeur la conséquence légale du contrat de travail ; cette responsabilité doit par suite être régie par la loi qui gouverne l'ensemble de la convention.

Cette jurisprudence a donc pour conséquence d'entraîner l'application du statut métropolitain lorsque la victime a été embouchée en France. M. le Conseiller Sachet enseigne conformément à ces principes que la loi algérienne des accidents du travail du 25 septembre 1919 (dont des dispositions sont relatives à la situation créée par l'état de polygamie des indigènes) s'applique à la victime de l'accident

survenu en France quand son contrat de travail a été conclu en Algérie (Tome III, n° 1956).

Cette solution, par trop rigide du conflit n'est cependant pas absolument satisfaisante. Qui ne voit en effet ce qu'il peut y avoir de choquant à appliquer la législation métropolitaine à un travailleur qui bien qu'embauché en France est destiné à un travail exclusivement colonial ?

Aussi pensons-nous avec M. le Professeur Rouast que la solution à donner au conflit doit être plus nuancée et qu'il faut avant tout tenir compte de l'intention manifestée par les parties dans le contrat de travail de se référer à la loi française ou à la loi locale.

« Lorsqu'un patron français embauche en France un
« ouvrier français pour travailler à l'étranger, on peut,
« en général, présumer qu'ils se sont référés tous deux
« à la loi française. Il en serait autrement si les conditions
« particulières du travail à l'étranger avaient été déter-
« minantes : ainsi, lorsqu'un colon français engage en
« France un contremaître pour surveiller le travail d'une
« exploitation coloniale, le contrat est fait en vue du tra-
« vail colonial et on peut présumer que les parties ont
« entendu se soumettre à la loi de la colonie » (Cf. Rouast,
n° 580). Cette solution peut trouver une justification dans
l'idée que dans une telle hypothèse, la législation la plus
intéressée est la législation locale et que c'est elle qui
gouverne alors l'ensemble de la convention.

CHAPITRE VI

Compétence et Procédure

L'exemple des législations étrangères, notamment celui de la loi indienne, n'a pas incité le législateur colonial à prendre dans cette matière l'initiative de méthodes nouvelles. L'institution de juridictions spéciales et de règles de procédure qui leur auraient été adaptées eût cependant été intéressante dans une colonie comme l'Indochine dont le territoire est vaste et dont l'organisation judiciaire, nécessairement restreinte, ne se prête pas facilement au règlement de litiges que suscitera infailliblement l'application d'une réglementation aussi complexe que celle de la réparation des accidents du travail. La loi indienne a créé un corps spécial de fonctionnaires chargé du règlement de ces litiges. Sans aller jusque-là, ce qui eût été une mesure coûteuse, disproportionnée au nombre peu élevé des bénéficiaires du risque professionnel nous estimons que le législateur colonial aurait pu étudier la formation de commissions arbitrales composées de représentants des employeurs et des employés, ainsi que d'un membre du corps médical, qui auraient été compétentes pour procéder aux premières formalités et auxquelles auraient été dévolues en premier ressort des fonctions juridictionnelles.

Aucun projet de ce genre n'a été, à notre connaissance, ni proposé ni examiné et les rédacteurs du décret ont transposé sur ce point comme sur beaucoup d'autres, dans la mesure où le permettait l'organisation judiciaire locale, les règles de la loi métropolitaine.

L'identité des deux textes étant absolue en tout ce qui concerne la conversion des rentes, la prescription de l'action des victimes et l'exercice de la révision des indemnités permanentes, nous n'étudierons que les formalités relatives aux déclarations d'accidents et aux enquêtes, ainsi que la fixation des indemnités.

§ I. — *Déclarations des accidents et enquêtes*

La réparation des accidents du travail intéressant au plus haut point l'ordre social, il a paru nécessaire au législateur colonial comme au législateur métropolitain, pour mieux assurer la protection des victimes, de faire intervenir certaines autorités qui, dans une mesure donnée, conduisent la procédure. De là de nombreuses formalités qui varient légèrement suivant qu'il s'agit d'accidents industriels, agricoles et forestiers ou miniers. Un principe leur est en tout cas commun : les accidents de peu de gravité entraînant tout au plus une incapacité temporaire sont assujettis à une simple déclaration accompagnée d'un certificat médical ; ceux au contraire qui ont été suivis de mort ou d'une incapacité permanente donnent lieu à une enquête.

Accidents industriels ou commerciaux. — Aux termes de l'art. 11 du décret « tout accident ayant occasionné une « incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante-« huit heures non compris les dimanches et jours fériés « par le chef d'entreprise ou ses préposés ». Cette déclaration qui en France est faite au maire doit l'être en Indochine, par suite de l'organisation administrative locale,

soit au maire ou au résident-maire, soit au chef de province ou à son délégué, soit au contrôleur du travail, soit à l'officier de police judiciaire le plus proche qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé (1).

La déclaration et le procès-verbal doivent indiquer dans la forme qui sera réglée par arrêté du Gouverneur Général (cette forme a été réglée en France par le décret du 23 mars 1902) les nom, qualité et adresse du chef d'entreprise, le lieu précis, l'heure et la nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins. Cette déclaration doit contenir, en outre, les nom et adresse de l'assureur, si une assurance a été contractée.

Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'entreprise doit déposer entre les mains de l'un des fonctionnaires ci-dessus visés,

(1) Dans le but de faciliter les déclarations les rédacteurs du décret ont multiplié le nombre des fonctionnaires habilités à les recevoir et comme le texte n'indique aucun ordre de préférence il n'est pas douteux que la déclaration peut, au choix du déclarant, être adressée à l'un quelconque de ceux qui sont énumérés. Il est à noter que six villes en Indochine sont érigées en municipalités dont l'une, Saïgon, possède un maire élu et les cinq autres : Haïphong, Hanoï, Cholon, Phnom-Penh et Tourane, sont pourvues d'un résident-maire qui est un administrateur des services civils désigné par le Gouverneur Général. Le résident-maire de Cholon cumule avec ces fonctions celle de chef de la province du même nom. Les chefs de province sont des fonctionnaires des services civils qui sont tous investis de la qualité d'officier de police judiciaire (Décret du 21 août 1917). Dans les pays de protectorat les chefs de provinces qui ne sont pas comprises dans le ressort d'un Tribunal de première instance ou d'un Tribunal de paix à compétence étendue remplissent les fonctions de juge de paix à compétence étendue (art. 72, 74 et 75 du décret du 16 février 1921). Instituée par un A. G. G. du 19 juillet 1927, modifié le 16 janvier 1932, l'inspection générale du travail comprend un inspecteur général pour l'Indochine, un inspecteur au Tonkin, un inspecteur en Annam, un inspecteur assisté de douze contrôleurs en Cochinchine, un inspecteur assisté de quatre contrôleurs au Cambodge et un contrôleur au Laos.

contre récépissé délivré immédiatement, un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif. Le fonctionnaire qui a reçu la déclaration doit aviser immédiatement de l'accident l'inspecteur du travail.

Le § 4 de l'art. 11 du décret a laissé à la victime ou à ses représentants la faculté de déclarer eux-mêmes l'accident pendant le délai d'une année à partir de l'accident. Cette faculté permet aux victimes en cas de carence de l'employeur de mettre en mouvement les formalités prévues par la loi pour sauvegarder leurs droits et notamment de provoquer l'enquête du juge de paix qui interrompt les prescriptions.

L'art. 12 prescrit que dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat médical et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident, le fonctionnaire ayant reçu cette déclaration la transmet au juge de paix, quand il n'est pas lui-même juge de paix de la localité où l'accident s'est produit avec, soit le certificat médical, soit l'attestation qu'il n'a pas été produit de certificat.

Cette transmission de la déclaration a pour effet, comme dans la Métropole, de provoquer l'enquête à laquelle le juge de paix doit obligatoirement procéder si l'accident a été suivi de mort ou s'il estime, par une appréciation qui est souveraine, qu'il résulte du certificat médical que la blessure paraît devoir entraîner la mort de la victime ou une incapacité permanente. Cette mesure d'instruction à laquelle le juge de paix doit procéder dans les 24 heures de la réception des pièces doit porter sur les points suivants :

1° cause, nature et circonstances de l'accident ;

2° les personnes qui ont été victimes ; le lieu où elles se trouvent ; le lieu et la date de leur naissance ;

3° la nature des lésions ;

4° les ayants droit pouvant le cas échéant prétendre à une indemnité, le lieu et la date de leur naissance ;

5° le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes ;

6° la Société d'assurances à laquelle le chef d'entreprise était assuré ou le syndicat de garantie auquel il était affilié.

Les formes de l'enquête, la faculté pour le juge de désigner un médecin pour examiner la victime ou de commettre un expert, les peines qui sanctionnent l'inobservation par les chefs d'entreprise des obligations qui leur sont imposées, ne paraissent pas comporter de discussion, la réglementation indochinoise étant à cet égard identique à la législation métropolitaine.

La désignation du magistrat compétent pour procéder à l'enquête inspire seulement une remarque.

Les rédacteurs du décret qui, pour faciliter les déclarations d'accident, ont sagement augmenté le nombre des fonctionnaires habilités à les recevoir, n'ont pas pris les mêmes précautions en ce qui concerne l'instruction des enquêtes qui est attribuée à la seule compétence des juges de paix. Or si en France ce magistrat, par suite de la faible étendue de territoire soumis à sa juridiction, peut facilement procéder à l'enquête qui rentre dans sa compétence, il n'en est pas de même en Indochine. L'organisation judiciaire indochinoise comprend en effet seulement un juge de paix à compétence ordinaire à Saïgon (à Hanoï et à Haïphong les fonctions de juge de paix à compétence ordinaire sont remplies par un juge du Tribunal de première instance), sept juges de paix à compétence étendue : Bazia, Bien-Hoa, Tay-Ninh, Vinh, Nam-Dinh, Vientiane, Fort-Bayard (auxquels il faut ajouter le tribunal de Bac-Lieu converti en justice de paix à compétence étendue par un A. G. G. de 1929) et enfin dans les provinces des pays de protectorat non compris dans les ressorts des tribunaux

de première instance ou justices de paix à compétence étendue, les résidents-chefs de province sont investis des fonctions de juge de paix à compétence étendue. Des commis des services civils faisant fonction de greffier leur sont adjoints (V. note précitée).

Cette organisation est manifestement insuffisante.

Le nombre des magistrats compétents pour procéder aux enquêtes paraît en effet beaucoup trop faible par rapport à l'étendue du territoire de l'Union Indochinoise. Dans l'hypothèse qui sera fréquente où le lieu de l'accident sera éloigné du siège de la justice de paix ou du tribunal résidentiel l'instruction de l'enquête sera rendue particulièrement difficile. Elle nécessitera des déplacements ou des descentes sur les lieux peu compatibles avec la procédure rapide que le législateur a eu en vue. Le décret n'a pallié que dans une mesure insuffisante à cette difficulté. L'art. 32, § 4, prévoit en effet que dans les provinces qui ne sont pas pourvues d'une justice de paix à compétence étendue, le Président du Tribunal civil sera compétent pour procéder aux enquêtes. Or, en fait, il n'y a dans les pays de protectorat qu'un seul tribunal, celui de Phnom-Penh. D'autre part, les formalités relatives aux déclarations d'accidents et aux enquêtes étant enfermées dans des délais très brefs, l'art. 14 a prévu que leur durée pourrait être augmentée, suivant les localités, par des arrêtés du Gouverneur Général toujours susceptibles de révision.

Il est à présumer que la pratique montrera la nécessité d'une modification de la réglementation sur ce point où, comme sur tant d'autres, le législateur colonial a appliqué trop étroitement les règles métropolitaines sans tenir suffisamment compte des contingences locales.

Accidents miniers. — Les dispositions de la réglementation minière locale s'ajoutent au point de vue de la déclai-

ration des accidents à celles du décret du 9 septembre 1934.

L'A. G. G. du 7 avril 1910 réglementant l'instruction des accidents survenus dans les mines du Tonkin (*J.O.I.C.* du 14 avril 1910) et étendu aux autres pays de l'Union Indochinoise par l'art. 22 de l'A. G. G. du 25 juillet 1912 (*J.O.I.C.* du 29 juillet 1912) porte qu'en cas d'accident survenu dans un chantier de carrières ou de recherche ou d'exploitation de mine et qui a été suivi de mort ou de blessure, l'explorateur ou l'exploitant est tenu d'en donner immédiatement avis au chef de la province ou à son délégué qui informe sans délai le chef du service des mines. Le texte ajoute qu'un fonctionnaire désigné par le Chef de la province se transporte immédiatement sur le lieu de l'événement et dresse un procès-verbal qui est transmis par les soins du Chef de la province au Procureur de la République ou au juge de paix à compétence étendue de la circonscription et dont une copie est adressée au chef du service des mines qui envoie son avis au Procureur de la République ou au juge de paix à compétence étendue. De plus, le chef du service des mines prescrit, s'il le juge utile, à un agent du service des mines de se rendre sur les lieux dans le plus bref délai. Cet agent visite le chantier, recherche les circonstances et la cause de l'accident, puis dresse du tout un procès-verbal qui est transmis au Chef de la province et au Procureur de la République ou au juge de paix à compétence étendue par les soins du chef du service des mines qui formule son avis (à l'occasion des accidents survenus dans les carrières, c'est l'Ingénieur en chef de la circonscription territoriale intéressée qui remplace le chef du service des mines).

La faculté pour le juge de paix qui procède à l'enquête de désigner un expert n'existe pas pour les accidents miniers. C'est l'avis du chef du service des mines ou de

l'ingénieur en chef de la circonscription territoriale qui tient en effet lieu de rapport d'expert.

Accidents agricoles et forestiers. — La procédure de la déclaration d'accident et de l'enquête est en principe la même que pour les accidents survenus dans les autres exploitations. Toutefois, la déclaration de l'accident est obligatoire pour la victime ou ses représentants et non plus facultative lorsque l'accident a entraîné une incapacité de travail de plus de quatre jours et qu'il est survenu dans un lieu autre que celui où l'exploitant a son domicile. La déclaration doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout autre moyen présentant les mêmes garanties. Les auteurs du décret ont tenu compte, comme le législateur métropolitain, des conditions spéciales du travail dans les exploitations forestières ou agricoles et de l'éloignement possible de la victime du siège de l'exploitation qui fait que l'exploitant peut rester dans l'ignorance des accidents survenus à son personnel. En France l'obligation de la victime de faire la déclaration est nettement déterminée puisqu'il faut que le lieu de l'accident se trouve dans une commune autre que celle du domicile de l'exploitant. Elle l'est nécessairement beaucoup moins en Indochine où le décret vise simplement un lieu différent. L'obligation qui pèse sur la victime sera donc dans chaque cas une question d'appréciation. Il est à noter que cette obligation est dépourvue de sanction et que son omission n'entraîne pas la conséquence prévue par la loi métropolitaine du 15 juillet 1914 dont le décret n'a pas reproduit sur ce point la disposition au terme de laquelle, sauf le cas de force majeure, la victime n'a droit à l'indemnité du demi-salaire que du jour de l'envoi de la lettre recommandée (art. 5, § 8).

Le décret a prévu, comme la loi métropolitaine, que si le déclarant ne produit pas de certificat médical, l'exploit-

tant doit, dans les quatre jours où il a été avisé de l'accident, en provoquer l'établissement et le déposer entre les mains du fonctionnaire le plus proche appartenant aux catégories précédemment énumérées.

En matière d'enquête, le délai d'ouverture est porté à trois jours et celui de clôture à quinze jours, délais que le Gouverneur Général a la faculté d'augmenter.

Déclarations des accidents survenus à l'étranger. — Pour les accidents survenus hors du territoire de l'Union Indochinoise à des victimes bénéficiaires de la garantie du risque professionnel, il n'est pas dérogé aux règles qui viennent d'être exposées, le juge de paix compétent pour procéder à l'enquête étant alors celui du lieu où est situé l'établissement ou le dépôt auquel la victime est attachée (art. 31, § 6 du décret).

§ II. — *Fixation des indemnités*

A. — *Fixation des petites indemnités*

Compétence ratione materiae. — C'est le juge de paix qui fixe en dernier ressort, quel que soit le chiffre de la demande, le montant des frais funéraires ou des indemnités temporaires. L'indemnité temporaire est due jusqu'au jour du décès ou de la consolidation de la blessure, c'est-à-dire jusqu'au jour où la victime se trouve soit complètement guérie, soit définitivement atteinte d'une incapacité permanente. Elle continue dans ce cas à être servie jusqu'à la décision définitive qui détermine le montant de la rente et à la différence de la loi métropolitaine à laquelle le législateur colonial a dérogé pour simplifier la procédure, le Président du Tribunal n'a pas la faculté de lui substituer jusqu'à la fin de l'instance une provision inférieure au

demi-salaire (§ 4 de l'art. 16 de la loi du 31 mars 1905). Pour éviter, dans le cas d'incapacité permanente où le juge de paix n'est pas le seul magistrat saisi de l'action de la victime, une contrariété de décisions, la fixation de la date de la consolidation de la blessure appartient au Tribunal civil. Le § 3 de l'art. 31 du décret stipule en effet que « si l'une des parties soutient avec un certificat médical à l'appui que l'incapacité est permanente, le juge de paix doit se déclarer incompétent par une décision dont il transmet dans les trois jours expédition au Président du Tribunal civil. Il fixe en même temps, s'il ne l'a pas fait antérieurement, l'indemnité journalière ». Conformément à l'interprétation que la Cour de Cassation a donnée du texte analogue de la loi métropolitaine, le juge de paix doit condamner le patron au paiement de l'indemnité journalière jusqu'à la décision définitive et non pas se borner à en fixer seulement le montant (Civ., 22 déc. 1920, D. P. 1920.1.81).

Les jugements rendus en matière de frais funéraires et d'indemnités journalières sont exécutoires nonobstant opposition. Ils peuvent être attaqués par la voie du recours en cassation pour violation de la loi.

Le juge de paix connaît des demandes relatives au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à 50 piastres ou 500 francs en dernier ressort et à quelque chiffre que ces demandes s'élèvent à charge d'appel dans la quinzaine de la décision.

Compétence ratione loci. — C'est en principe le juge de paix du lieu où l'accident s'est produit qui est compétent. Ce principe comporte toutefois une exception. Lorsque l'accident s'est produit hors du ressort de la justice de paix où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime, le juge de paix dudit ressort devient exception-

nellement compétent à la requête de la victime ou de ses ayants droit adressée sous forme de lettre recommandée au juge de paix du lieu où l'accident s'est produit avant que ce dernier magistrat n'ait été saisi ou avant qu'il n'ait clos l'enquête au cas d'accidents donnant lieu à cette mesure d'instruction. Le greffe délivre alors un récépissé au requérant et avise en même temps que le chef d'entreprise le juge de paix devenu compétent. Il lui transmet, s'il y a lieu, le dossier de l'enquête dès sa clôture et en avertit les parties.

Lorsque l'accident est survenu hors du territoire de l'Union Indochinoise, le juge de paix compétent est celui du lieu où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime.

Substitution de certains magistrats au juge de paix. —

Par suite de l'organisation judiciaire locale qui ne comporte qu'une justice de paix à compétence ordinaire, celle de Saïgon, l'art. 32 du décret a attribué compétence à certains magistrats pour fixer en premier et en dernier ressort et suivant la procédure en vigueur devant les justices de paix, le montant des indemnités journalières et des frais médicaux, funéraires et pharmaceutiques.

Ce sont :

1° A Hanoï et à Haïphong, en attendant l'organisation des justices de paix prévues par le décret du 16 février 1921, le Président du Tribunal civil.

2° Le Président du Tribunal de première instance ou le juge de paix à compétence étendue dans les pays de l'Union où ils remplissent les fonctions de juge de paix (1).

3° Le Chef de Province qui, dans les pays de protecto-

(1) Aux termes de l'art. 90 du décret du 16 février 1921, dans les provinces où siège soit un Tribunal de première instance, soit un Tri-

rat, est investi des attributions de juge de paix à compétence étendue.

4° A Poulo-Condore, le Directeur du Pénitencier qui exerce la juridiction de juge de paix à compétence étendue (art. 73 du décret du 16 février 1921).

Pour mettre en harmonie ces dispositions avec les précédentes, l'avant-dernier alinéa de l'art. 32 a prévu que dans le cas où l'une des parties ferait la déclaration d'incapacité permanente lors de la fixation de l'indemnité temporaire, le Tribunal ou le magistrat faisant fonction de juge de paix ne se déclarerait pas incompetent, mais donnerait acte aux parties de cette déclaration et statuerait sur les rentes dont il va être ci-après parlé par un jugement différent de ceux relatifs aux frais funéraires, aux indemnités temporaires, aux frais médicaux et pharmaceutiques.

B. — Fixation des rentes

Compétence ratione materiae et ratione loci. — La fixation des indemnités permanentes est de la compétence du Tribunal civil ou de la justice de paix à compétence étendue (ou des fonctionnaires qui exercent cette dernière juridiction) du lieu de l'accident.

Mais le décret, de même que pour le juge de paix en matière de calcul des petites indemnités, a attribué exceptionnellement compétence au tribunal ou à la justice de paix à compétence étendue du lieu où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime.

L'art. 31, § 8, dispose à cet effet que si après la transmission du dossier de l'enquête au Président du Tribunal

bunal de paix à compétence étendue, soit un Tribunal résidentiel, les Présidents, les Juges de paix à compétence étendue ou les résidents Juges exercent les fonctions de Juges de paix Français et statuent en premier et dernier ressort sur toutes les affaires qui sont en France de la compétence des Juges de paix.

du lieu de l'accident et avant communication des parties, la victime ou ses ayants droit justifient qu'ils n'ont pu, avant la clôture de l'enquête, user de la faculté qui leur est accordée de demander le dessaisissement du juge de paix du lieu de l'accident, le Président du Tribunal après avoir entendu les parties peut (ce n'est pas une obligation) se dessaisir du dossier et le transmettre au Président du Tribunal du lieu de l'établissement auquel la victime est attachée. Cette décision du Président ou du juge de paix à compétence étendue statuant sur une question de compétence est susceptible d'appel.

Saisine du Tribunal. — La manière dont le tribunal est saisi n'est pas la même suivant qu'il y a eu ou non un juge de paix à compétence ordinaire ayant procédé à l'enquête et statué sur les petites indemnités.

Les art. 33 et 34 du décret ont prévu les deux hypothèses.

Quand il y a un juge de paix, ce qui est l'exception puisque seul le territoire des villes de Saïgon et Cholon est pourvu d'un tribunal de paix, le Président du Tribunal convoque la victime, le chef d'entreprise et éventuellement l'assureur :

1° dans les cinq jours de la transmission du dossier prévue à l'art. 13 *in fine* si la victime est décédée avant la clôture de l'enquête ;

2° dans le cas contraire dans les cinq jours de la production par la partie la plus diligente soit de l'acte de décès, soit d'un accord écrit des parties reconnaissant le caractère permanent de l'incapacité ou de la réception de la décision par laquelle le juge de paix s'est déclaré incompétent dans le cas où les parties lui ont démontré le caractère permanent de l'incapacité ;

3° s'il n'a été saisi d'aucune de ces pièces dans les cinq

jours précédant l'expiration du délai de prescription prévu à l'art. 38 lorsque la date de cette expiration est connue.

En l'absence du juge de paix à compétence ordinaire, ce qui sera en fait la règle, le Président du Tribunal civil ou le juge de paix à compétence étendue convoquent les parties et l'assureur s'il y en a un :

1° dans les dix jours qui suivent le décès si la victime est décédée avant la clôture de l'enquête ;

2° dans le cas contraire, dans les dix jours de la production par la partie la plus diligente soit de l'acte de décès, soit d'un accord écrit des parties reconnaissant le caractère permanent de l'incapacité, soit dans les dix jours suivant l'audience au cours de laquelle il a donné acte à la partie de sa déclaration relative au caractère permanent de l'incapacité ;

3° s'il n'a été saisi d'aucune de ces pièces dans les dix jours précédant l'expiration du délai de prescription lorsque la date de cette expiration lui est connue.

Procédure devant le Tribunal. — dérogeant sur un point capital aux dispositions de la législation métropolitaine, le décret de 1934 a supprimé le préliminaire de conciliation. Cette suppression a été inspirée par le souci de rendre la procédure plus rapide. L'institution d'un préliminaire de conciliation n'eut sans doute pas été incompatible avec l'organisation des tribunaux de paix à compétence étendue qui sont compétents dans les provinces où il n'existe pas de tribunal de première instance pour connaître des litiges portant sur la fixation des indemnités permanentes. Le juge unique composant ces juridictions aurait pu, en effet, comme les juges de paix métropolitains, être investis préalablement d'une mission conciliatrice, mais le préliminaire de conciliation eut rendu la procédure plus compliquée et les rédacteurs du décret l'ont écarté. En

Indochine, la juridiction gracieuse du Président du tribunal comme juge conciliateur n'existe donc pas, et qu'il y ait ou non accord entre les parties, la juridiction saisie statue par voie contentieuse.

Cette dérogation aux règles métropolitaines n'est pas la seule. Le tribunal civil ou la justice de paix à compétence étendue statuent comme en matière ordinaire, les dispositions du Code de Procédure sur la procédure sommaire qui est suivie en France pour le jugement des affaires d'accidents du travail n'ayant pas été introduites en Indochine, où l'art. 119 du décret du 16 février 1921 n'a déclaré applicable que la procédure ordinaire du Code de Procédure.

Le décret a prévu comme la loi métropolitaine que le Président peut, du consentement des parties, commettre un expert dont le rapport doit être déposé dans le délai de huitaine. Ce texte, pas plus que celui de la loi métropolitaine, ne précise s'il s'agit seulement d'un expert médical, mais rien n'empêche d'après l'opinion des auteurs, qu'en cas par exemple de difficulté sur le calcul du salaire de base, un expert-comptable soit désigné (V. Rouast, n° 369). Le § 4 de l'art. 37 interdit le choix comme expert, à moins qu'il n'y en ait pas d'autre dans la province, du médecin qui a soigné le blessé ou de celui attaché à l'entreprise ou à l'assureur qui garantit la responsabilité du patron.

Enfin, l'art. 35 prescrit aux juridictions d'indiquer dans leurs décisions, sous peine de nullité, le salaire de base et la réduction que l'accident aura fait subir au salaire. Cette disposition a un caractère surabondant, car les décisions judiciaires doivent porter en elles la preuve de leur régularité et le contrôle de l'application de la loi serait impossible en l'absence de la constatation des deux éléments précités qui servent de base au calcul de la rente. La substitution de l'assureur, s'il y a assurance, au chef d'entreprise doit également être constatée de façon à supprimer

tout recours de la victime contre ledit chef d'entreprise (V. *infra*).

Appel. — Voies de recours. — En cas de jugement de défaut contre partie, l'opposition n'est recevable que dans la quinzaine de la signification du jugement à personne.

L'appel doit être interjeté, sous réserve des dispositions de l'art. 449 C. P. C., dans les trente jours de la date (et non de la signification) du jugement s'il est contradictoire et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition n'est plus recevable.

Toutes les décisions en dernier ressort rendues en matière de fixation des petites indemnités ou des indemnités permanentes sont susceptibles d'être déferées à la Cour de Cassation.

Bénéfice de l'Assistance judiciaire. — Elle est comme en France de droit pour la victime ou ses ayants droit en première instance et pour l'acte d'appel ou pour l'acte par lequel est signifié le désistement de l'appel. L'art. 42 du décret a, à cet égard, purement et simplement étendu à l'Indochine les dispositions de l'art. 22 de la loi métropolitaine du 9 avril 1898. De même, la disposition de l'art. 60, qui prévoit que tout intéressé poursuivant la nullité d'une convention contraire au décret pourra revendiquer le bénéfice de l'assistance judiciaire dans les conditions du droit commun, est identique à celle du § 2 de l'art. 30 de la loi métropolitaine (1).

(1) D'après les dispositions de l'A. G. G. du 26 novembre 1907 (*J. O. I. C.*, 12 déc. 1907) et du décret du 7 avril 1911 réglementant l'assistance judiciaire en Indochine, celle-ci est prononcée pour toutes les instances devant les juridictions judiciaires et administratives par deux bureaux établis à Saïgon et à Hanoï. Quiconque demande à être admis à son bénéfice doit fournir un extrait du rôle de ses contributions ou

CHAPITRE VII

Les garanties de paiement des indemnités et les assurances

Bien que la réglementation des garanties de paiement des indemnités permanentes et du régime des assurances n'ait pas encore reçu son expression définitive, les projets d'arrêtés à prendre par le Gouverneur Général, prévus par le décret, étant toujours soumis à l'approbation des départements ministériels intéressés, il est permis de dégager les traits essentiels qui caractérisent à cet égard le système indochinois.

Le même libéralisme qui avait prévalu dans la Métropole a inspiré le législateur colonial. Les rédacteurs du décret ont écarté comme en France l'assujettissement du chef d'entreprise à l'assurance obligatoire et pour assurer quand même aux débiteurs de rentes la certitude d'être payés, ils leur ont accordé la caution de l'ensemble des patrons

un certificat du Percepteur de son domicile constatant qu'il n'est pas imposé ainsi qu'une déclaration attestant qu'il est à cause de l'insuffisance de ses ressources dans l'impossibilité d'exercer ses droits en justice. Le réclamant Européen ou assimilé doit affirmer la sincérité de sa déclaration devant le Maire de la commune de son domicile ou devant l'Administrateur chef de province.

au moyen de l'institution d'un fonds commun, le fonds de garantie, aux ressources duquel pourvoient les employeurs. La créance des victimes relative aux petites indemnités, frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires et indemnités temporaires, étant garantie par le privilège de l'art. 2101 du Code civil où elle est inscrite sous le n° 6 dans les mêmes conditions qu'en France, nous n'examinerons que la garantie des indemnités permanentes et seulement dans ses traits essentiels par suite de l'absence de promulgation des textes qui doivent en fixer toutes les modalités.

§ I. — *Garanties de paiement des indemnités permanentes*

Exonération du chef d'entreprise de toute garantie. — C'est le principe. Le patron n'est astreint ni à s'assurer contre le risque professionnel ni, comme nous l'avons vu précédemment, à l'obligation, lorsqu'il est condamné au service d'une rente, à en verser le capital constitutif. Toutefois, il est dérogé à cette dernière règle dans certains cas. Le § 3 de l'art. 54 du décret prescrit en effet que lorsque le chef d'entreprise cesse son exploitation soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement et qu'il ne fournit pas des garanties que le Gouverneur Général doit déterminer par arrêté (pas encore promulgué), le capital constitutif des pensions mises à sa charge devient exigible de plein droit et doit être versé à la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse d'après le tarif établi par celle-ci pour la Métropole à moins qu'elle n'en substitue un autre spécial à l'Indochine. La Caisse Nationale de Retraites, dont les opérations ont été étendues à l'Indochine par le décret du 16 mai 1928, ne faisant ses opérations qu'en francs, les versements des capitaux en piastres sont convertis en

francs et les arrérages des pensions le sont ensuite en piastres.

Fonds de garantie des rentes. — Le Fonds de garantie institué en Indochine l'a été dans des conditions un peu différentes de celles du fonds constitué en France dans un but analogue. Dans la Métropole, le fonds de garantie n'est pas une institution autonome douée de la personnalité morale. Il constitue un simple compte, dont la loi a confié la gestion à la Caisse Nationale des Retraites pour la vieillesse et comme cette caisse est elle-même gérée par l'Administration de la Caisse des Dépôts et Consignations, c'est en définitive le Directeur de cette Caisse qui est responsable de la bonne gestion du fonds et c'est lui qui apparaît tant dans les actions exercées contre ce fonds par les créanciers d'indemnités que dans les recours dirigés par elle contre les débiteurs de rentes défaillants (Cf. Rouast, *op. cit.*, n° 48).

En Indochine, au contraire, le fonds a été investi de la personnalité civile et a une existence autonome. Il est géré sous l'autorité du Gouverneur Général et sous le contrôle d'une Commission de surveillance, par le Directeur des Finances de la colonie, les fonctions de caissier étant remplies par le Trésorier général. Ses opérations sont retracées dans la comptabilité annexe en piastres du Trésorier général de l'Indochine au moyen d'un compte de portefeuille ouvert sous le libellé : « Titres et valeurs appartenant au fonds spécial de garantie des rentes dues aux victimes d'accidents du travail » et de deux comptes hors budget ouverts dans la comptabilité annexe en piastres (art. 45 du décret).

Le fonds spécial de garantie est alimenté, de même qu'en France où la loi du 30 décembre 1922 a substitué aux centimes additionnels à la patente des taxes perçues sur les

primes d'assurance ou sur les capitaux constitutifs de rentes, par une contribution perçue lorsque le chef d'entreprise est assuré sur toutes les primes d'assurance ou dans le cas contraire sur les capitaux constitutifs des rentes mises à sa charge. Son compte ne doit jamais présenter un solde débiteur et en cas de déficit il doit être immédiatement comblé par une avance faite obligatoirement par le budget général de la colonie auquel il est remboursé l'année suivante par le produit des taxes dont la quotité doit être majorée en conséquence.

L'organisation et le fonctionnement du compte doivent faire l'objet d'un arrêté du Gouverneur Général qui est encore actuellement soumis à l'approbation du Ministre des Finances. Cet arrêté transposera vraisemblablement à l'Indochine, au moins dans ses grandes lignes, le premier des deux décrets du 28 février 1899 qui a organisé en France le fonctionnement du fonds de garantie et dont certaines dispositions ont été modifiées par la loi précitée du 30 décembre 1922 et par le décret du 23 août 1933 fixant les barèmes servant au calcul des capitaux constitutifs des rentes imposables à la taxe de garantie. Cette transposition a été jusqu'à présent opérée dans toutes celles de nos colonies où la législation métropolitaine des accidents du travail a été étendue (V. à titre d'exemple l'arrêté du Gouverneur Général de la Martinique du 14 mai 1926 au *J. O.* local du 2 octobre).

On peut, à défaut de la procédure qui sera prescrite, indiquer néanmoins que le fonds de garantie assurera, comme dans la Métropole, en cas de carence du chef d'entreprise ou de son assureur, le paiement des indemnités aux victimes et qu'il jouira d'une action en recouvrement contre le débiteur défaillant pour l'exercice de laquelle le Service de l'Enregistrement, auquel sont dévolues les attributions de Directeur de la Caisse des Dépôts, sera

probablement armé, à l'instar de ce qui existe dans les colonies pourvues d'un régime analogue, d'un moyen fiscal d'exécution, la contrainte, exécutoire jusqu'à opposition de la partie intéressée.

Il est à observer qu'en raison du régime foncier local le fonds de garantie sera privé en Indochine dans l'exercice de ce recours d'une garantie qui n'est attachée à aucune des décisions rendues en matière d'accidents du travail et que le législateur métropolitain a, dans ce cas, exceptionnellement attribuée au Directeur de la Caisse des Dépôts : l'hypothèque judiciaire. Le régime de livres fonciers créé en Indochine par les décrets du 21 juillet 1925 a, en effet, opéré intégralement la spécialisation et la conventionnalité des droits et des gages immobiliers, ce qui est incompatible avec l'organisation de l'hypothèque judiciaire que ce régime a eu pour conséquence de faire disparaître.

Rappelons enfin que conformément à ce qui se passe en France, le législateur colonial, pour encourager la pratique de l'assurance, a interdit au fonds de garantie, en cas de défaillance de l'assurance, d'exercer un recours contre le chef d'entreprise. Le fonds pour obtenir le remboursement de ses avances jouit sur l'indemnité due par l'assureur du privilège de l'article 2102 du Code civil.

Fonds spécial de prévoyance des blessés de guerre. — Les articles 55 et suivants du décret ont organisé en Indochine, comme l'avait fait en France la loi du 25 novembre 1916, un Fonds spécial de Prévoyance pour les mutilés de guerre victimes d'accidents du travail. Ce fonds doit prendre à sa charge le montant de la rente accordée au bénéficiaire correspondant à l'aggravation de la réduction permanente de capacité que la blessure de guerre aura occasionnée à la victime ou la totalité de la rente si l'accident a eu pour cause exclusive l'infirmité contractée au cours

des hostilités. L'organisation et l'alimentation de ce fonds sont les mêmes que ceux du fonds de garantie.

§ II. — *Régime et contrôle des assurances*

Pas plus qu'en France les chefs d'entreprise en Indochine ne sont assujettis à l'obligation de s'assurer ou en cas d'assurance de s'adresser à une assurance d'Etat. L'assurance est libre (1).

L'art. 53 du décret a étendu, en cas d'accidents, aux territoires de l'Union Indochinoise et à celui de la concession de Kouang-Tchéou-Wan les opérations de la Caisse Nationale d'assurance créée dans la Métropole par la loi du 11 juillet 1868. Les rédacteurs du décret n'ont cependant pas, comme l'a fait la loi métropolitaine du 24 mai 1899, limité ces opérations aux seuls accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle. Le Trésorier payeur général de l'Indochine et les Trésoriers payeurs de la Cochinchine, de l'Annam, du Laos et du Cambodge ont été habilités à recevoir les propositions d'assurance et les versements des cotisations, primes ou provisions, effectuées au compte de la Caisse Nationale d'assurance en cas d'accidents.

La réglementation et le contrôle des assurances privées ont été établis d'une manière à peu près identique à celle de la Métropole.

Le décret a fait une distinction pour le contrôle et la surveillance des assurances françaises ou étrangères entre celles qui ont leur siège ou une succursale dans la Métropole et celles qui sont exclusivement locales.

(1) La loi métropolitaine du 13 juillet 1930 sur le régime des assurances terrestres a été promulguée en Indochine le 11 janvier 1932 (*J. O. I. C.*, n° 5, p. 243).

Les premières, ainsi que les syndicats de garantie, sont soumises pour les opérations effectuées en Indochine au même régime que dans la Métropole, c'est-à-dire aux prescriptions de l'art. 27 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 31 mars 1905 et par l'art. 53 de la loi de finances du 31 juillet 1920 et l'art. 6 de la loi du 12 avril 1906. Le Ministre des Colonies peut, à toute époque, par arrêté contresigné par le Ministre du Travail, mettre fin aux opérations de l'assureur qui ne remplit pas les conditions voulues ou dont la situation financière ne donne pas de garanties suffisantes pour lui permettre de remplir ses engagements. Cet arrêté est transmis télégraphiquement au Gouverneur Général de l'Indochine et doit être immédiatement publié au *Journal Officiel* local. Le vingtième jour, à midi, à compter de cette publication, tous les contrats contre les risques professionnels souscrits à l'assurance aux opérations de laquelle il a été mis fin, cessent de plein droit d'avoir effet en Indochine, les primes restant à payer ou les primes payées d'avance ne restent acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée, à moins de stipulation contraire dans la police.

Les sociétés d'assurances qui ont leur siège en Indochine et les sociétés d'assurances étrangères ayant une ou plusieurs succursales en Indochine, mais non dans la Métropole, ainsi que les syndicats de garantie créés dans la colonie, ne sont susceptibles de pratiquer l'assurance contre le risque professionnel qu'après y avoir été autorisées sur propositions du Gouverneur Général, par arrêtés du Ministre du Travail et du Ministre des Colonies. L'interruption de leur activité dans les hypothèses précédemment envisagées pour les entreprises métropolitaines est ordonnée dans les mêmes conditions après avis préalable du Gouverneur Général. Un arrêté du Chef de la colonie actuellement soumis à l'approbation du Ministre des Colo-

nies et du Ministre du Travail doit fixer les frais de surveillance de ces entreprises locales. Le dernier alinéa de l'art. 52 du décret a enfin prescrit que les valeurs constituant leur cautionnement, de même que celles qui doivent être consignées par elles dans les conditions prévues par l'arrêté du Ministre du Travail du 18 décembre 1902, sont obligatoirement déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations.

§ III. — *Résiliation des contrats d'assurance souscrits antérieurement à la mise en vigueur, sur le territoire de l'Union Indochinoise, de la réglementation de la réparation des accidents du travail.*

Il était indispensable d'introduire dans la nouvelle réglementation des dispositions spéciales permettant aux nouveaux assujettis, qui étaient assurés contre les risques de droit commun, de se libérer des contrats antérieurs ne répondant plus à leurs charges et de souscrire de nouvelles polices les couvrant de tous leurs risques.

Les art. 63 et 64 ont pourvu à cette nécessité.

L'art. 63 vise le cas où l'assurance antérieurement contractée ne couvre pas le risque professionnel. Il dispose que dans les quatre mois qui suivront la publication au *Journal Officiel* de la colonie des divers arrêtés du Gouverneur Général nécessaires à l'exécution de la nouvelle réglementation, les contrats appartenant à cette catégorie pourront être dénoncés par l'assureur ou par l'assuré. Cette dénonciation s'effectuera soit au moyen d'une déclaration au siège social ou chez l'agent local, dont il sera donné récépissé, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée. Le contrat se trouvera ainsi intégralement résilié le vingtième jour à midi, à compter du jour de la déclaration, de la signification de l'acte judiciaire ou du

dépôt à la poste de la lettre recommandée. Les primes restant à payer ne seront acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation. Les primes payées d'avance pour assurances à forfait ne lui resteront acquises et seulement jusqu'à concurrence de six mois de risque au maximum à compter du jour de la résiliation, que si le contrat n'a pas été dénoncé par lui ; le surplus sera restitué à l'assuré. Les polices non dénoncées dans ce délai restent soumises au droit commun.

L'art. 64 concerne l'hypothèse des contrats mixtes garantissant l'assuré contre le risque professionnel en cas d'extension à l'Indochine de la législation métropolitaine des accidents du travail ou dans le cas contraire le couvrant simplement du risque de sa responsabilité civile. Il porte que ces contrats seront intégralement résiliés s'ils ont été dénoncés dans les formes et délais ci-dessus examinés, mais que toutefois la dénonciation de l'assuré restera sans effet si dans les quinze jours de cette dénonciation l'assureur lui remet un avenant le couvrant expressément, sans aucune augmentation de prime, contre le risque professionnel. Dans cette hypothèse, si l'assureur et l'assuré n'usent pas de leur droit de dénonciation dans le délai de quatre mois du jour de la publication au *Journal Officiel* de la colonie des arrêtés prévus, leur silence aura automatiquement pour effet de rendre le contrat qui les lie applicable aux nouvelles charges pesant sur l'assuré.

TROISIÈME PARTIE

Les Travailleurs indigènes et assimilés

CHAPITRE UNIQUE

Situation des travailleurs exclus du bénéfice du décret du 9 septembre 1934

§ I. — *Mesures préventives et allocations gracieuses*

La réglementation de la réparation des accidents du travail en Indochine laisse en dehors de son champ d'application une catégorie importante de travailleurs. On peut même dire que le non assujettissement est la règle et l'assujettissement l'exception, car en définitive le décret du 9 septembre 1934 ne couvre que les accidents survenus aux travailleurs nationaux français qui ne sont que quelques milliers et aux ouvriers étrangers admis par voie de réciprocité qui ne sont au grand maximum que quelques centaines.

Une étude sur l'extension de la législation des accidents du travail à notre colonie asiatique eut été dans ces conditions nécessairement incomplète si elle avait omis d'examiner au moins sommairement le régime auquel continue à être soumise la masse importante des travailleurs exclus.

Cette exclusion n'a pas été sans soulever des protestations et des critiques. Les représentants du prolétariat indigène dans les assemblées locales se sont fait l'écho de ses plaintes et ne cessent de réclamer une extension totale qui, au point de vue social, économique et politique, paraît peu désirable. Il ne faudrait cependant pas conclure hâti-

vement de là à une carence absolue des pouvoirs publics. La prudence qui doit guider le législateur colonial dans un domaine aussi périlleux n'est pas incompatible avec les sentiments d'humanité qui ont toujours inspiré la France dans sa mission colonisatrice et le sort des travailleurs indigènes, victimes d'accidents, maintes fois évoqué dans les déclarations publiques des chefs successifs de notre grande colonie, a donné lieu à des mesures dont l'examen s'impose.

Il convient de signaler tout d'abord les mesures prises en faveur de la main-d'œuvre contractuelle par l'A. G. G. du 25 octobre 1927 (*J. O. I. C.* du 9 novembre 1927). L'art. 38 prévoit une prorogation du contrat égale à la durée de l'invalidité lorsqu'elle a pour cause une maladie ou un accident survenu en dehors des fonctions remplies par la victime. Quand la blessure est la conséquence du travail, il ordonne que tous les droits de l'intéressé à son salaire lui sont maintenus pendant la durée de son hospitalisation. L'art. 52 assure, dans les deux cas, à l'engagé la gratuité de sa nourriture et des soins médicaux et pharmaceutiques, ainsi que la nourriture de ses enfants de moins de quinze ans présents sur l'exploitation, le tout à la charge de l'employeur (1).

(1) En ce qui concerne le travail libre les dispositions du décret du 19 janvier 1933 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs de cette catégorie n'ont pas encore été promulguées dans la Colonie. — Les rédacteurs de ce décret, s'il faut en croire l'exposé des motifs, avaient estimé qu'il faciliterait, par l'organisation de mesures préventives, la mise en vigueur d'une réglementation sur les accidents du travail.

Le travail forcé, qui est d'un emploi tout à fait exceptionnel, a été réglementé par deux A. G. G. des 5 et 6 février 1932 (*J. O. I. C.*, 12 février 1932) qui contiennent des prescriptions très minutieuses sur l'hygiène des travailleurs. — Rappelons à cet égard que le Gouvernement Français, questionné par le B. I. T. au cours de l'élaboration de la Convention Internationale signée à Genève en 1930 sur la question de savoir si toute législation concernant la réparation des accidents du

Ces mesures ne sont pas les seules. D'autres qui sont dues à l'initiative privée ou à celle des pouvoirs publics assurent aux victimes d'accidents du travail un pécule dont le montant est évidemment modéré, mais qui permet à son bénéficiaire d'éviter de se trouver subitement dénué de ressources.

Certains employeurs ont, en effet, à titre gracieux, institué un régime en faveur de leur personnel indigène qui organise une réparation partielle des conséquences de l'accident par l'allocation de certaines sommes dont le taux, dans la limite d'un maximum de 80 piastres, varie avec l'importance de l'incapacité subie (c'est ce qui résulte d'une enquête à laquelle s'est livré le B. I. T.).

Par ailleurs, la sollicitude des pouvoirs publics à l'égard des victimes d'accidents non secourus par leurs employeurs s'est traduite par l'inscription au budget de la colonie de sommes destinées à leur venir en aide. C'est ce qu'avait déclaré M. le Gouverneur Général Varenne dans un discours prononcé au Conseil du Gouvernement le 20 septembre 1926 : « Les questions, y lit-on, relatives à la protection du travail ne pouvaient nous laisser indifférents... afin d'apporter immédiatement une aide efficace aux victimes d'accidents qui ne seraient pas secourues par leur employeurs, nous avons prévu au budget un crédit suffi-

travail devrait s'appliquer dans les mêmes conditions aux travailleurs obligatoires et aux travailleurs libres a répondu qu'il considérait qu'en cette matière fort délicate il y avait lieu de laisser aux puissances intéressées le soin de résoudre le problème de l'application graduelle de cette législation ouvrière dans les pays à populations encore arriérées ou insuffisamment évoluées. Les indigènes assujettis au travail obligatoire bénéficient d'ailleurs de mesures protectrices même dans l'hypothèse où l'exécution du travail public se fait par entreprise. On peut citer à titre d'exemple, en A E F., l'art. 17 du cahier des charges signé par la Société de Construction des Batignolles, chargée de la construction du chemin de fer Congo-Océan, qui imposent à l'entrepreneur des mesures tendant à la protection sanitaire des travailleurs réquisitionnés.

« sant de secours et allocations aux victimes d'accidents
 « du travail. Ce crédit sera mis à la disposition des admi-
 « nistrations locales et réparti entre elles suivant les
 « besoins. » Il ne semble pas toutefois que cette aide ait
 continué à se manifester au cours des derniers exercices
 par suite des restrictions budgétaires consécutives à la
 crise économique.

Ces mesures, en raison de leur caractère non obligatoire, ne présentent qu'un intérêt secondaire et nous voulons surtout examiner dans le cadre de cette étude le fondement des droits que les travailleurs, exclus en Indochine de la réglementation des accidents du travail, sont appelés à exercer contre leurs employeurs. Il faut à cet égard faire une distinction suivant la nationalité des parties en cause.

§ II. — *Travailleurs indigènes ou assimilés au service d'un Européen*

Par application du principe que la loi française est applicable quand l'une des parties est française ou de nationalité étrangère (sauf bien entendu s'il s'agit d'un asiatique assimilé) la victime, quelle que soit sa nationalité, ne peut fonder un recours en indemnité contre son employeur français ou étranger que sur la disposition de droit commun de l'art. 1384, § 1^{er}, du Code civil, déclarée applicable en cas d'accident du travail par la jurisprudence de la Cour de Cassation, telle qu'elle a été fixée par l'arrêt de la Chambre civile du 27 février 1929 (D. 1929.1.129). Nous avons précédemment (Chapitre I) étudié les conséquences de cette jurisprudence et l'étendue des droits que l'application du texte sus-visé confère à la victime. Nous ne pouvons que nous référer aux développements de cette étude en insistant encore sur cette remarque que l'art. 1384, § 1^{er}, ne protège le travailleur que des accidents qui sont le fait

de la chose soumise à la garde du patron et ne couvre pas ceux qui surviennent dans d'autres hypothèses.

§ III. — *Travailleurs indigènes ou assimilés au service d'un indigène ou assimilé*

Dans cette hypothèse, la loi indigène est seule applicable et le rappel de ses dispositions va montrer qu'elle a institué, au moins dans certains pays de l'Union Indochinoise, en faveur des victimes d'accident du travail un droit à réparation fondé sur une notion analogue à celle qui est à la base de la loi métropolitaine.

Cochinchine et Annam. — Les lois civiles en Cochinchine et en Annam n'ont pas encore jusqu'à présent, fait l'objet d'une codification (un A. G. G. du 5 déc. 1935 vient de créer une Commission en vue d'élaborer un projet de Code civil applicable aux Annamites, sujets français, en Indochine, *J. O. I. C.* du 11 décembre).

Il existait bien en Cochinchine un Code, celui de Gia-Long qui fut traduit après la conquête par deux des premiers organisateurs : Aubaret et Philastre, mais comme l'a fait remarquer un de leurs contemporains, Luro, ce Code « traite du droit militaire, du droit fiscal, du droit « rituel, du droit pénal et criminel, mais il ne fait inter-
« venir les prescriptions du droit civil qu'accidentellement
« et seulement au point de vue très général des peines à
« édicter contre les infractions au principe d'ordre dans la
« famille et dans la société ».

Dès lors, et ceci est également vrai en Annam où l'on s'en tient toujours au Code de Gia-Long et aux ordonnances royales promulguées depuis, dans tous les cas très nombreux où une question n'est pas traitée dans ces textes le juge doit se référer à la coutume, ce qui ne va pas sans présenter des difficultés.

L'absence de codification rend en effet cette référence malaisée. Sans doute certains précis des lois civiles annamites (indépendamment du Précis officiel restreint rédigé en 1883) ont été établis officieusement dans un but pratique. Mais leurs auteurs, comme l'a écrit M. le professeur Solus dans son traité de la *Condition des indigènes en Droit privé* (n^{os} 169 et s.) ne se sont pas toujours assez inspirés des coutumes annamites et ont trop souvent adapté celles-ci aux conceptions du droit civil métropolitain ; il en résulte une déformation et une altération des institutions indigènes. Ainsi d'après le précis des lois civiles annamites rédigé par un ancien magistrat, M. Bourayne, le droit coutumier annamite présenterait une disposition analogue à celle de l'article 1384 § 1 du Code civil. C'est là, semble-t-il, une erreur, car la responsabilité du fait des choses inanimées n'est régie en droit annamite ni par la loi ni par la coutume (Cf. la note sous arrêt, Cour Hanoï du 7 mai 1926, Recueil Dareste, 1927.3.79). Nous prenons à dessein cet exemple, car les victimes indigènes d'accidents du travail ont intérêt à solliciter en leur faveur une disposition du droit local rappelant celle de l'article 1384 § 1. Bien que la responsabilité du fait des choses inanimées soit inconnue en Droit annamite, comme nous venons de le voir, les tribunaux, lorsqu'ils ont à appliquer la loi indigène, font cependant appel à cette notion au moyen d'une extension assez hardie qu'il paraît intéressant de signaler. L'article 43 du Code de Gia-Long invite en effet le juge dans les cas qu'il ne prévoit pas à procéder par assimilation et comparaison. En vertu de ce principe d'assimilation, la jurisprudence a recours à l'article 58 du Code pénal annamite (rendu exécutoire par A. G. G. du 2 décembre 1921) visant la responsabilité du maître à raison de l'infraction commise par son préposé. C'est ce qu'a jugé la Cour d'Hanoï par l'arrêt précité du 7 mai

1926 dans une affaire d'accident causé par une automobile ; la Cour a retenu la responsabilité du conducteur en tant que gardien de la chose par application de l'article 58 précité du Code pénal local. L'extension de ce texte à une telle hypothèse a été, il est vrai, critiquée. Le commentateur de la décision de la Cour d'Hanoï au Recueil Dareste (*op. cit.*) observe que la responsabilité du gardien d'un objet inanimé et la responsabilité du fait d'autrui sont deux notions difficilement assimilables et qu'en réalité c'est la loi française et la jurisprudence française que les juges ont tendance à appliquer aux indigènes en qualité de « raison écrite ». Il n'en reste pas moins que cette jurisprudence peut utilement intervenir en faveur des travailleurs victimes d'accidents causés par la chose dont l'employeur a la garde. Elle méritait à ce point de vue d'être rappelée.

Cambodge. — L'Ordonnance royale du 25 février 1920 a promulgué au Cambodge un Code civil dont les articles 827 à 834 réglementent la matière des accidents du travail.

Les maîtres et patrons doivent, aux termes de ces dispositions, indemniser leurs domestiques, employés, ouvriers, salariés et apprentis, en cas d'accidents survenus pendant l'accomplissement ou à l'occasion de l'accomplissement du travail auquel ceux-ci sont par eux employés.

Si l'incapacité de travail provoquée par l'accident est seulement temporaire, l'employeur est tenu de payer les frais occasionnés par les soins dus à la victime, ainsi que les frais de son entretien, sans que ces derniers frais puissent dépasser le montant des salaires.

Si l'incapacité de travail est permanente l'employeur est assujetti à l'obligation de verser à la victime une indem-

nité à moins qu'il ne lui propose de continuer à la garder à son service et que celle-ci y consente.

Si enfin l'accident est mortel, les frais des funérailles incombent à l'employeur qui doit en outre verser une indemnité aux membres de la famille de la victime qui vivaient à sa charge, sans que le montant de cette indemnité puisse excéder celui des salaires. Aucune indemnité n'est due si le maître propose à ces ayants droit de la victime de pourvoir à leur entretien et si ceux-ci y consentent.

Les contestations relatives au montant des indemnités sont jugées par le Tribunal compétent en matière indigène. Pour les arbitrer il doit tenir compte, en cas d'incapacité permanente, de la diminution de vigueur physique subie et du montant des salaires journaliers touchés par la victime et en cas d'accident mortel du degré de parenté des personnes vivant à la charge de la victime, de manière à diminuer, dans ce cas, l'évaluation de l'indemnité.

Laos. — Les articles 197 à 201 du Code civil laotien distinguent, pour la réparation des accidents du travail, selon que l'accident a été ou non la conséquence d'une opération ou d'un travail dangereux pour l'accomplissement duquel il n'a pas été stipulé de rémunération spéciale en raison du risque couru.

Dans l'hypothèse d'un accident provoqué par un travail dangereux, la responsabilité du patron est ainsi réglée :

En cas de mort ou d'infirmité totale et permanente résultant de l'accident, il est dû à la victime, suivant sa situation une indemnité qui est de 100 piastres s'il s'agit d'un fonctionnaire et de 80 piastres s'il s'agit d'un agent quelconque de l'administration ou d'un ouvrier d'art exerçant une profession rémunératrice et de 50 piastres s'il s'agit de toute autre personne.

Ces indemnités sont réduites de moitié ou d'un quart si l'accident n'a causé qu'une infirmité partielle quoique permanente réduisant de moitié ou d'un quart la capacité de travail de la victime.

En cas d'incapacité simplement temporaire, la personne responsable de l'accident est tenue de verser à la victime à titre de dommages-intérêts le coût des frais de maladie et en outre, pendant toute la durée de l'incapacité, le montant de sa solde journalière s'il s'agit d'un fonctionnaire, 0,55 p. par jour, s'il s'agit d'un agent quelconque de l'administration ou d'un ouvrier d'art et 0,25 p. par jour s'il s'agit de toute autre personne.

Toutes les indemnités précitées sont réduites de moitié quand la victime de l'accident est mineure et qu'elle a accompli l'opération ou le travail dangereux avec l'autorisation de ses parents.

La loi énumère, d'une manière qui n'est pas limitative, ces opérations et travaux dangereux : c'est notamment le fait de monter sur un arbre élevé, de descendre au fond d'un puits ou d'un souterrain, de plonger dans une partie profonde ou torrentueuse d'une rivière, de se livrer à la capture des bêtes sauvages, au dressage d'un animal indompté, d'aller à la poursuite de malfaiteurs...

Lorsqu'au contraire l'accident n'est pas la conséquence d'un travail dangereux, mais qu'il a été quand même subi pendant ou à l'occasion d'un travail salarié, le maître, en cas de mort ou d'incapacité permanente, est tenu de verser à la victime une indemnité inférieure de moitié au chiffre de celles qui sont fixées dans le cas de blessures causées par l'exécution d'opérations dangereuses. Il est en outre tenu, en cas de mort, aux frais d'inhumation ou de crémation.

Si l'accident n'a occasionné que de simples blessures, le maître doit pourvoir aux soins et à la nourriture du

salarié pendant la durée de l'incapacité temporaire de travail.

Enfin, en aucun cas le maître n'est responsable des accidents résultant d'un cas de force majeure.

Tonkin. — La matière des accidents du travail est régie au Tonkin par les articles 726 à 729 du Code civil à l'usage des juridictions indigènes, promulgué en 1931.

La responsabilité des employeurs n'est engagée, en cas d'accidents survenus à leurs domestiques, employés, ouvriers, salariés et apprentis, pendant l'accomplissement ou à l'occasion de l'accomplissement du travail, que dans le cas où l'accident n'est pas imputable à la faute lourde ou à l'imprudence de la victime, dont la preuve incombe au patron.

En cas d'incapacité temporaire, le maître doit payer les frais occasionnés par les soins dus à la victime et pourvoir à son entretien pendant la durée de l'invalidité, sans que ces frais d'entretien puissent en aucun cas dépasser le montant des salaires.

Si l'incapacité est permanente le maître doit verser une indemnité à la victime, à moins qu'il ne lui propose et qu'elle accepte de la garder à son service.

En cas d'accident mortel, les frais de funérailles sont supportés par l'employeur qui doit en outre verser une indemnité à ceux des membres de la famille de la victime qui vivaient à sa charge, sans que le montant de cette indemnité puisse excéder celui des salaires.

Le Tribunal arbitre l'indemnité en tenant compte, en cas d'infirmité permanente, de la diminution de la vigueur physique subie et du montant des salaires journaliers touchés par la victime et, en cas d'accident mortel, du degré de parenté des personnes vivant à la charge de la victime et de leurs besoins.

CONCLUSION

Techniquement le décret du 9 septembre 1934 inspire surtout une critique d'ordre général : celle d'avoir trop systématiquement appliqué à la lettre le texte de la loi métropolitaine. Même restreinte aux Français et à un petit nombre d'étrangers, la réglementation locale de la réparation des accidents du travail n'a pas été suffisamment « acclimatée » à la colonie. Le législateur colonial, en réalité, n'a pas adapté la loi française ; il l'a simplement reproduite. On ne peut que regretter l'emploi de cette méthode, car l'organisation judiciaire et administrative de l'Indochine, nécessairement différente de la nôtre, les conditions de vie et de travail très spéciales qu'y trouvent les émigrants de la Métropole s'opposaient à une telle assimilation dont la pratique révélera sans doute les inconvénients. Nous avons montré notamment que le maintien des règles de la loi française en ce qui concerne la compétence et la procédure n'était pas heureux. D'autre part, les rares dérogations à la loi métropolitaine ne sont pas non plus toutes très opportunes : telle celle qui concerne le régime des étrangers qui nécessitera, croyons-nous, une rectification indispensable.

D'un point de vue général l'œuvre du législateur appelle des conclusions encore plus pessimistes car elle apparaît

comme inutile et même dangereuse. Née d'un compromis, par suite de la divergence des intérêts en présence, elle présentera l'inconvénient, souvent propre aux solutions transactionnelles qui ne satisfont aucune des parties, de mécontenter à la fois les employeurs et les travailleurs indigènes.

Elle est d'abord inutile car elle accorde aux nouveaux bénéficiaires du risque professionnel un avantage qu'ils ne réclamaient pas. Un régime de réparation des accidents du travail ne présente un intérêt social que s'il est institué dans le but de protéger des catégories de travailleurs qui sont exposées en cas d'accident, par suite de la modicité de leurs salaires et aussi de leur absence d'esprit de prévoyance, à une situation précaire, voire même à la misère. L'utilité d'un tel régime est au contraire beaucoup plus contestable quand il s'applique à des travailleurs d'un niveau supérieur qui, plus largement rémunérés et intellectuellement plus affinés, sont aptes à se défendre par leurs propres moyens contre le risque professionnel. Or, les seuls bénéficiaires en Indochine du décret de 1934 appartiennent précisément à ces catégories. Il ne faut pas en effet perdre de vue que les Français exerçant là-bas leur activité occupent, pour la plupart, des postes importants, soit comme directeurs, surveillants ou techniciens. Avantagés par des traitements rémunérateurs, leur sort n'inspirait nullement la nécessité d'une extension qu'ils n'avaient même pas sollicitée et dont la réalisation va constituer pour les chefs d'entreprise, dans une période d'une économie précaire, une charge inutile. La réglementation locale, dans son texte actuel, donne l'impression que, pour satisfaire une certaine opinion et pour éviter d'encourir une accusation de carence complète, le législateur colonial a voulu malgré tout essayer de faire quelque chose, si incomplète et si imparfaite son œuvre

dût-elle être. C'est par là que cette œuvre est dangereuse.

Elle est dangereuse parce qu'ayant exclu, avec raison croyons-nous, du bénéfice de la réparation forfaitaire des accidents du travail la masse importante des travailleurs indigènes, elle risque d'accentuer les revendications de ceux-ci en leur fournissant le facile argument d'une assimilation dans ce domaine avec les Européens de la colonie, alors que dans l'état antérieur de la législation l'égalité à ce point de vue des deux races évitait tout conflit. Ainsi l'œuvre accomplie par le législateur n'a fait en réalité que différer la solution d'un problème qu'il n'a non seulement pas éclairci mais au contraire aggravé. Demain va se poser de nouveau, avec une acuité peut-être plus grande encore qu'hier, la question de l'extension aux travailleurs indigènes de la législation métropolitaine des accidents du travail.

Nous ne pouvons penser que, dans un avenir même lointain, cette extension de la loi française puisse être totalement réalisée.

Elle offrirait d'abord au point de vue économique un danger qu'il n'est pas possible de méconnaître : l'assujettissement complet des indigènes au statut métropolitain des victimes du travail constituerait une charge extrêmement lourde pour les entreprises indochinoises qui se trouveraient définitivement handicapées par les exploitations concurrentes des pays Asiatiques où la main-d'œuvre est à très bon marché. Or, la main-d'œuvre locale serait la première à souffrir d'un tel état de chose.

Mais nous croyons surtout que l'extension sans réserve de la législation métropolitaine serait inopportune parce qu'il paraît absolument déraisonnable d'admettre qu'une loi, comme celle de 1898, dont l'application en France s'est révélée si difficile, soit susceptible d'être adaptée dans son ensemble à des populations asiatiques totalement diffé-

rentes des nôtres par la mentalité, les mœurs et les coutumes. Tout au plus pourrait-on concevoir une extension de la loi de 1898 restreinte, comme en A. O. F., aux seuls indigènes employés à la conduite de machines ou d'engins présentant un danger exceptionnel.

On ne manquera pas sans doute d'objecter que l'exclusion des indigènes du régime métropolitain des accidents du travail constitue un manque d'humanité indigne de la mission de la France. A un tel grief nous répondrons que dans l'état actuel de la législation et de la jurisprudence l'indigène n'est pas en cas d'incapacité de travail démunie de tout recours. Nous avons vu, en effet, que la récente extension de la présomption de responsabilité instituée par l'art. 1384, § 1^{er}, et que les dispositions des Codes indigènes, à la veille d'être étendues à l'Annam et à la Cochinchine, confèrent aux victimes d'accident, suivant qu'elles sont au service d'un européen ou d'un indigène, une protection appréciable.

Le décret du 9 septembre 1934 ne peut donc être, comme certains le pensent, le prélude d'une extension totale de la législation française tant les dangers en paraissent multiples. L'avenir dira si les craintes que nous exprimons sont fondées.

VU : POUR LE DOYEN,

L'Assesseur,
Georges RIPERT.

VU : *Le Président de Thèse,*
H. SOLUS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	5

I^{re} PARTIE. — GÉNÉRALITÉS

CHAPITRE PREMIER. — <i>La situation juridique aux colonies des victimes d'accidents du travail.</i>	11
---	----

CHAPITRE II. — <i>L'extension aux colonies de la législation métropolitaine des accidents du travail.</i>	19
---	----

§ 1. — Dispositions particulières régissant aux colonies les accidents et maladies imputables au travail	19
--	----

§ 2. — Les caractères fondamentaux de la loi du 9 avril 1898	21
--	----

§ 3. — Extension aux colonies de la loi du 9 avril 1898. Historique et mise en œuvre de cette extension	27
---	----

§ 4. — Colonies où l'extension de la loi du 9 avril 1898 a été réalisée.....	33
--	----

CHAPITRE III. — <i>Aperçu de la législation des accidents du travail dans les possessions Asiatiques des puissances européennes</i>	37
---	----

§ 1. — Possessions Britanniques	37
---------------------------------------	----

§ 2. — Indes Néerlandaises	44
----------------------------------	----

	PAGES
CHAPITRE IV. — <i>Le travail en Indochine</i>	46
§ 1. — Population ouvrière	46
§ 2. — Risques du travail.....	51
§ 3. — Régime du travail	53
II ^e PARTIE. — LE DÉCRET DU 9 SEPTEMBRE 1934	
CHAPITRE PREMIER. — <i>L'élaboration de la réglementation indochinoise des accidents du travail. — Sa mise en application</i>	59
CHAPITRE II. — <i>Le champ d'application du décret du 9 septembre 1934 envisagé quant aux entreprises</i>	64
§ 1. — Entreprises industrielles et commerciales	65
§ 2. — Exploitations agricoles	67
§ 3. — Exploitations forestières	71
§ 4. — Entreprises maritimes	73
§ 5. — Entreprises gérées par des personnes administratives	75
§ 6. — Main-d'œuvre pénale	78
§ 7. — Pluralité de professions	79
§ 8. — Adhésion facultative	81
§ 9. — Professions non assujetties	84
CHAPITRE III. — <i>Le champ d'application du décret du 9 septembre 1934 envisagé quant aux personnes</i>	85
§ 1. — Nécessité d'un contrat de travail.....	85
§ 2. — Qualité d'Européen ou assimilé.....	86

	PAGES
CHAPITRE IV. — <i>Le Régime des Etrangers</i>	91
§ 1. — L'application aux colonies des conventions internationales relatives au travail....	91
§ 2. — Les restrictions aux droits des travailleurs étrangers	95
CHAPITRE V. — <i>Les Indemnités</i>	101
§ 1. — Quotité et forme des indemnités.....	101
§ 2. — Cumul d'indemnités	109
§ 3. — Conflit de législations	111
CHAPITRE VI. — <i>Compétence et Procédure</i>	116
§ 1. — Déclarations des accidents et enquêtes.	117
§ 2. — Fixation des indemnités.....	124
CHAPITRE VII. — <i>Les garanties de paiement des indemnités et les assurances</i>	132
§ 1. — Garanties de paiement des indemnités permanentes	133
§ 2. — Régime et contrôle des assurances....	137
§ 3. — Résiliation des contrats d'assurance souscrits antérieurement à la mise en vigueur sur le territoire de l'Union Indochinoise de la réglementation de la réparation des accidents du travail	139
III ^e PARTIE. — LES TRAVAILLEURS INDIGÈNES ET ASSIMILÉS	
CHAPITRE UNIQUE. — <i>Situation des travailleurs exclus du bénéfice du décret du 9 septembre 1934.</i>	143

	PAGES
§ 1. — Mesures préventives et allocations gratuites	143
§ 2. — Travailleurs indigènes ou assimilés au service d'un Européen	146
§ 3. — Travailleurs indigènes ou assimilés au service d'un indigène ou assimilé	147
CONCLUSION	153

